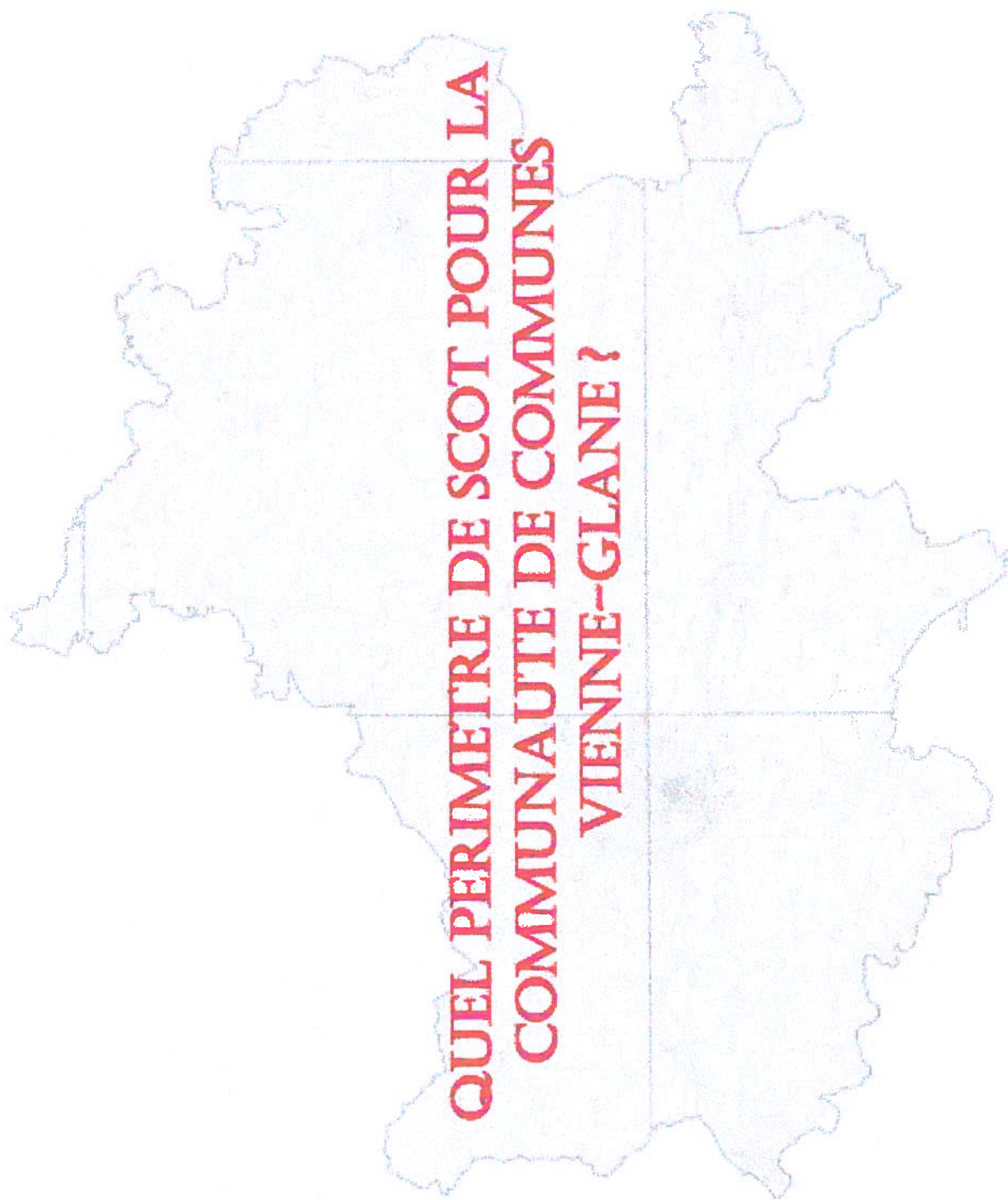




CEA



# QUEL PERIMETRE DE SCOT POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE ?

Aurélié Régeasse, Magistère III  
Année universitaire 2003-2004, Stage individuel



# S O M M A I R E

REMERCIEMENTS.....	1
INTRODUCTION GENERALE : .....	2
I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE : .....	3
INTRODUCTION : .....	4
A. Profil socio-démographique : .....	6
B. Les migrations résidentielles ont transformé... ... la structure démographique de la population : .....	7
... la structure socio-économique : .....	8
C. Équipements : .....	11
D. Économie : .....	14
1. Présentation du tissu économique de la CCVG : .....	14
2. Des zones d'activité essentiellement concentrées le long de la RN141 : .....	15
a. Les zones d'activité de Saint-Junien : un bon niveau d'équipement et des possibilités d'extension : .....	15
b. Les autres zones d'activité de la CCVG : .....	18
3. Saillat : un centre-bourg en zone industrielle : .....	20
CONCLUSION : .....	21

II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT : .....	22
INTRODUCTION : A quoi sert un SCOT ? .....	23
A. Le contenu du SCOT : .....	24
B. Comment déterminer un périmètre permettant une « cohérence territoriale » ? .....	26
C. Les changements apportés par la loi « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003 : .....	30
1. La subvention des SCOT : .....	30
2. La clarification des compétences des différents acteurs : .....	31
3. Les changements de la règle de constructibilité limitée : un assouplissement de la loi SRU : .....	33
CONCLUSION : Quels sont les enjeux de la législation en matière de SCOT pour la Communauté de Communauté Vienne-Glane ? .....	35
III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS : .....	36
INTRODUCTION : .....	37
A. Les migrations pendulaires, un type de déplacements urbains prépondérant : .....	42
B. Quelle est l'attractivité de la CCVG pour des motifs non-professionnels ? .....	54
C. Les migrations résidentielles : .....	56



D. Le territoire vécu des entreprises : .....	67
CONCLUSION : Quel est le territoire vécu des habitants de la CCVG ? .....	70
IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT : .....	76
INTRODUCTION : .....	77
A. Pourquoi est-il pertinent pour la CCVG de faire un SCOT ? .....	78
1. La CCVG est un territoire urbain dynamique et attractif : .....	78
2. Qu’apporte le SCOT par rapport aux autres documents existants ? .....	80
B. Quel périmètre pour le SCOT ? .....	86
C. Prospective et enjeux : .....	90
CONCLUSION GENERALE : .....	97
BIBLIOGRAPHIE.....	99
ANNEXES.....	101

# REMERCIEMENTS

Je remercie chaleureusement toute l'équipe de la Communauté de Communes Vienne-Glane pour leur accueil, leur sympathie et leur disponibilité :

- Alain Berthelin, Directeur Général des Services,
- Julien Gourraud, chargé de mission Aménagement de l'Espace et Environnement,

Et

- Rose Baruche, Secrétariat Ordures Ménagères,
- Catherine Chazat, Service Comptabilité,
- Daniel Chantegros, Services Techniques,
- Monique Combes, Service Comptabilité,
- Sylvie Duthiers, Service Administration Générale,
- David Ferrer, Service Communication,
- Jean-Philippe Fourgeaud, Service du Personnel,
- Sébastien Gervais, Service Marchés Publics et Urbanisme,
- Catherine Guillon, Service Habitat,
- Marie-Françoise Lamaud, Service Ordures Ménagères,
- Olivier Pétorin, Service Assainissement Autonome,
- Jacqueline Pichon, Secrétariat Général.

Je remercie également les membres du bureau de la Communauté de Communes Vienne-Glane :

- Le Président, Joël Ratier, maire de Saint-Martin-de-Jussac,
- Le 1er vice-président, Pierre Allard, maire de Saint-Junien,
- Le 2ème vice-président, Raymond Frugier, maire d'Oradour-sur-Glane,
- Le 3ème vice-président, Jean Duchambon, maire de Saint-Victorien,
- Le 4ème vice-président, Sylvie Tuyéras, maire de Saint-Brice-sur-Vienne,
- Le 5ème vice-président, Jean-Pierre Granet, maire de Chaillac-sur-Vienne,
- Le 6ème vice-président, René Charles, maire de Saillat-sur-Vienne,
- Le 7ème vice-président, Annie Dardilhac, 1er adjoint au maire de Javerdat,
- Le 8ème vice-président, Guy Bardet, adjoint au maire de Saint-Junien,
- Le 9ème vice-président, Serge Mazière, adjoint au maire de Saint-Junien.

Je remercie également mon tuteur, Didier Boutet, Maître de Conférence au CESA (département Aménagement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours).

# INTRODUCTION GÉNÉRALE

**Le présent document est un rapport de stage de fin d'études** inscrit dans la formation de la dernière année de Magistère du Centre d'Études Supérieures d'Aménagement (le CESA est le département Aménagement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours).

La Communauté de Communes Vienne-Glane m'a donné l'opportunité de travailler en situation professionnelle pendant un peu plus de trois mois, du 26 avril au 30 juillet 2004.

Pendant ces trois mois, il m'a été confié **l'élaboration d'une étude permettant de déterminer le périmètre de Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) le plus pertinent d'un point de vue territorial** pour la Communauté de Communes Vienne-Glane. Les jeux des acteurs politiques et l'état des relations entre les différents EPCI ne sont pas pris en compte. Il s'agit de définir le plus objectivement possible quel est le périmètre à même de répondre le mieux possible aux attentes des habitants et des entreprises du territoire.

Pour cela, le diagnostic qui va suivre se base sur les nombreuses études déjà réalisées sur le territoire de la Communauté de Communes (voir bibliographie), sur les données de l'INSEE, sur des recherches Internet et sur des entretiens réalisés auprès d'un échantillon de chefs d'entreprise.

Ce dernier aspect a été réalisé en collaboration avec Julien Gourraud, chargé de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement à la Communauté de Communes. Nous avons rencontré 19 chefs d'entreprise industrielle (voir la liste en annexe) en essayant d'avoir un échantillon représentatif. Les entretiens ont été dirigés par un questionnaire permettant d'obtenir le même type d'informations pour toutes les entreprises et d'effectuer des comparaisons (voir questionnaire en annexe). Le but de ces entretiens est de permettre à la Communauté de Communes de mieux connaître les entreprises de son territoire. Quelles sont-elles ? Quelle est la nature de leur activité ? Quelles sont leurs perspectives d'évolution ? Comment ressentent-elles le territoire Vienne-Glane ? Quels sont les territoires extérieurs avec lesquels elles ont le plus de relations localement, aux échelles nationales et internationales ?

Le présent document se divise en **quatre parties**. La première présente la Communauté de Communes Vienne-Glane en terme démographique, économique et de niveaux d'équipements. La deuxième précise le cadre législatif du SCOT. Que dit la loi en ce qui concerne la détermination du périmètre de schéma ? La troisième partie est la partie charnière du diagnostic. Elle met l'accent sur le « territoire-vécu » des habitants (voir définition page 28) et permet de déterminer le périmètre le plus pertinent d'un point de vue territorial. La quatrième partie définit le périmètre et donne les enjeux globaux à prendre en compte lors de l'élaboration du SCOT.

**Quatre parties permettant de déterminer le périmètre de SCOT le plus pertinent d'un point de vue territorial.**

# 1ÈRE PARTIE :

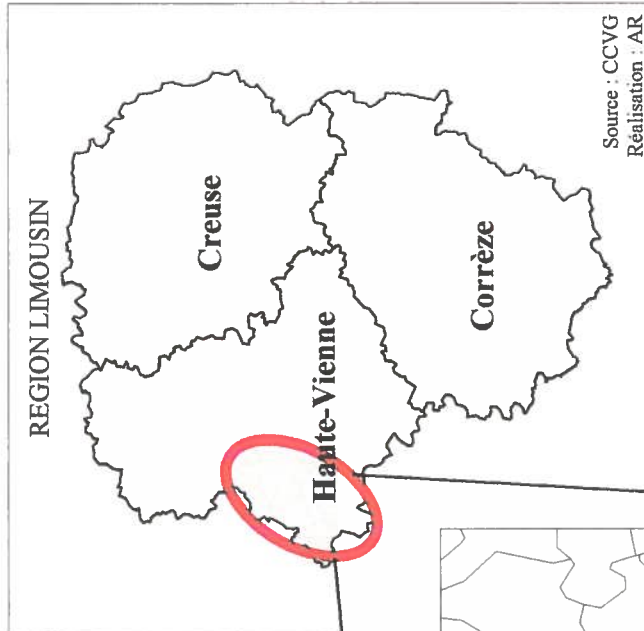
## PRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE-GLANE :

# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE-GLANE

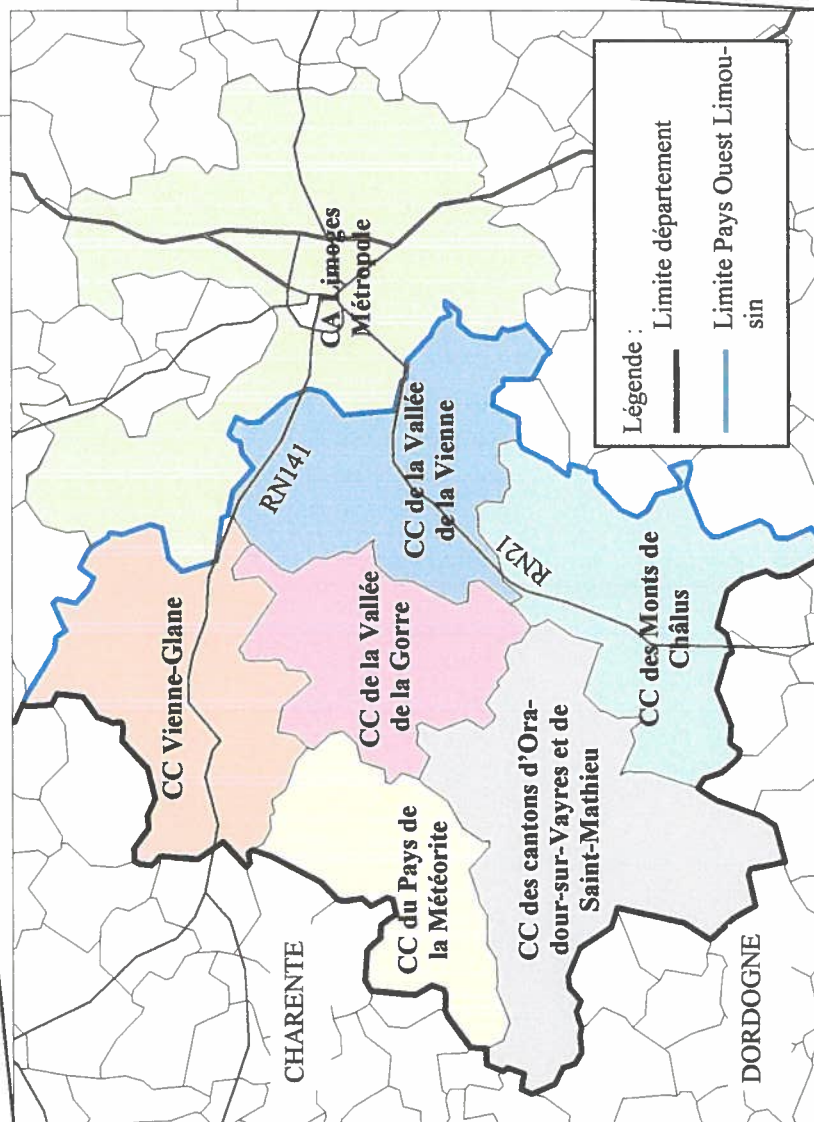
## INTRODUCTION :

Créée en décembre 2000, la Communauté de Communes Vienne-Glane se trouve à l'Ouest de la région Limousin et du département de la Haute-Vienne. Sa commune principale, Saint-Junien, est à une trentaine de kilomètres de Limoges, la capitale régionale.

Cette dernière a rassemblé 16 autres communes pour former la seule Communauté d'Agglomération du département, Limoges Métropole, limitrophe de la Communauté de Communes Vienne-Glane.



Source : CCVG  
Réalisation : AR



La CCVG :

Une Communauté au sein du Pays Ouest Limousin...

...Et limitrophe de Limoges Métropole.

Depuis 2003, les Communautés de Communes Vienne-Glane, du Pays de la Météorite, de la Vallée de la Gorre, de la Vallée de la Vienne, des cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu et des Monts de Châlus forment le Pays Ouest Limousin. Il rassemble 57512 habitants (recensement INSEE 1999) et 46 communes entre la Charente, la Dordogne et Limoges Métropole.

Il est irrigué par deux routes nationales : la 141 (de la CCVG à Limoges Métropole) et la 21 (des Monts de Châlus à la Communauté d'Agglomération).



# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

La Communauté de Communes Vienne-Glane regroupe huit communes : Chaillac-sur-Vienne, Javerdat, Oradour-sur-Glane, Saillat-sur-Vienne, Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Martin-de-Jussac, Saint-Victurnien et Saint-Junien (commune principale qui rassemble à elle seule plus des deux tiers de la population de la Communauté).

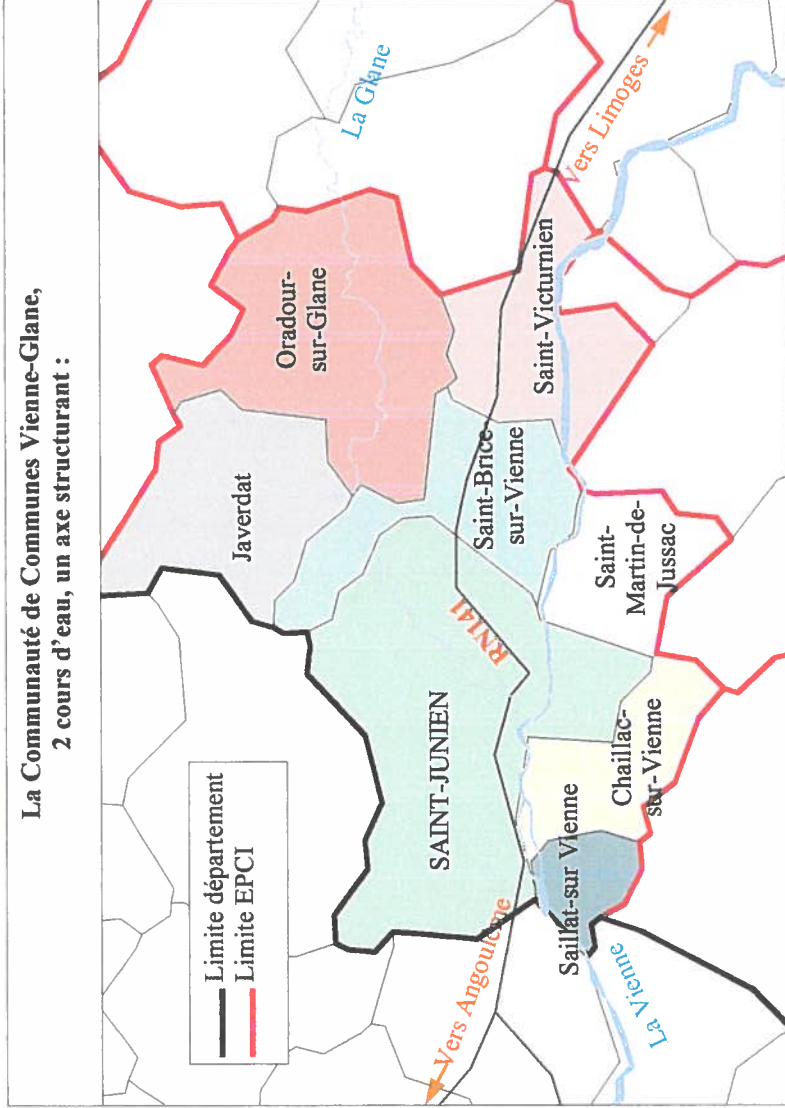
La Communauté de Communes tient son nom des deux cours d'eau qui la traversent : La Vienne et son affluent La Glane.

**La RN141** (future Route Centre Europe Atlantique), **l'axe principal** de la Communauté, la traverse d'Est en Ouest et la relie à Angoulême vers l'Ouest et à Limoges vers l'Est.

Saint-Junien est la seconde aire urbaine du département (13455 habitants en 1999) après Limoges (247944 habitants). Malgré le poids indéniable de la capitale régionale, **l'aire urbaine de Saint-Junien semble être le seul territoire du département à bénéficier d'une dynamique interne**. Au sens de l'INSEE, une aire urbaine est « un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaillent dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci ».

L'aire urbaine de Saint-Junien ne correspond pas au périmètre de la CCVG. Il faut y soustraire les communes de Saillat-sur-Vienne (qui n'est pas rattachée à une autre aire), de Javerdat (commune polarisée à la fois par Limoges et par Saint-Junien) et celles de Saint-Victurnien et d'Oradour-sur-Glane qui appartiennent à l'aire urbaine de Limoges (voir 3ème partie).

La spécificité de ce territoire se vérifie également en matière de pôle urbain (« unité urbaine offrant 5000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain »). **Avec ses 5134 emplois, la commune de Saint-Junien représente le seul pôle du département dans ce domaine en dehors de Limoges, même si encore une fois, le poids de la capitale régionale paraît écrasant (87237 emplois).**



**Saint-Junien constitue le deuxième pôle du département en terme démographique et d'emplois.**



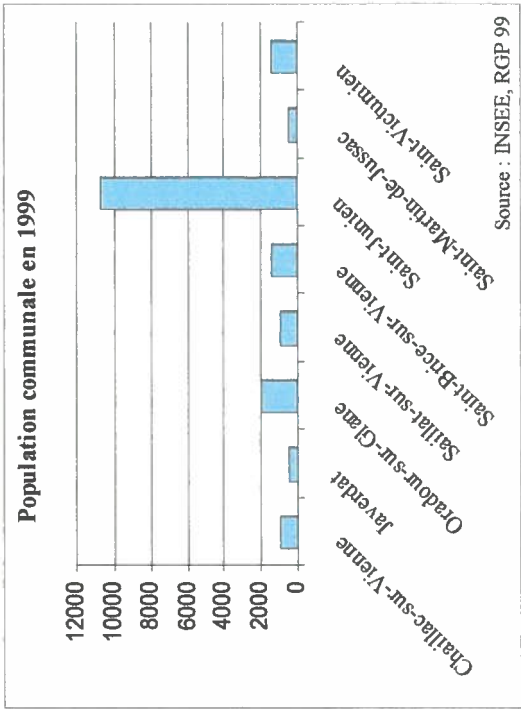
# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

## A. PROFIL SOCIO-DEMOGRAPHIQUE :

La Communauté de Communes Vienne-Glane totalise 18366 habitants au recensement de la population de 1999. La commune de Saint-Junien est de loin la plus peuplée avec 10666 habitants.

En ce qui concerne l'évolution démographique pendant la dernière période intercensitaire (1990-1999), on peut distinguer **quatre types de communes** :

- les communes dont toutes les évolutions (qu'elles soient naturelles ou dues aux mouvements migratoires) sont positives : Chaillac-sur-Vienne et Saint-Martin-de-Jussac.
- les communes dont l'évolution de la population est positive grâce à un solde migratoire qui compense le déficit naturel : Oradour-sur-Glane, Saint-Junien et Saint-Victurnien.
- les communes dont toutes les évolutions sont négatives : Saillat-sur-Vienne et Saint-Brice-sur-Vienne.
- Javerdat dont l'évolution globale est négative malgré un solde migratoire positif.



Saint-Junien maintient son nombre d'habitants. Son solde migratoire élevé lui permet de contrebalancer le plus gros déficit naturel de la Communauté.

Saint-Martin-de-Jussac est la commune qui a le plus progressé. Tout comme Chaillac-sur-Vienne, on peut supposer qu'elle bénéficie du **desserrement de la population de Saint-Junien**.

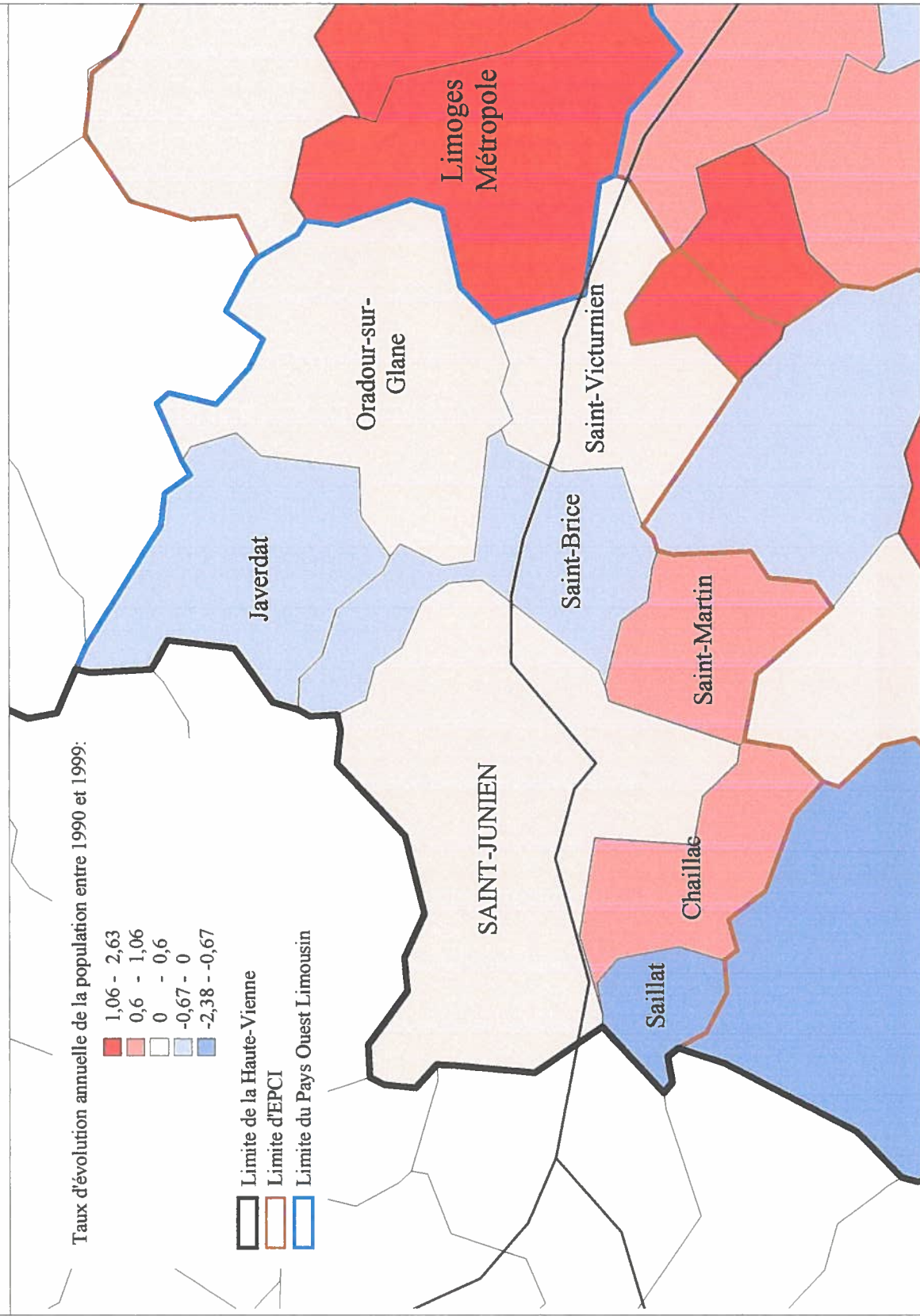
La région Limousin doit une grande partie de son solde migratoire « au retour au pays des retraités ». L'âge des nouveaux arrivés est déterminant pour la dynamique d'un territoire. Qu'en est-il sur celui de la Communauté de Communes Vienne-Glane ? La structure par âge des migrants de la CCVG suit-elle celle de la région ? Sont-ils retraités ? S'agit-il de jeunes couples avec enfants ?

## Des évolutions démographiques contrastées.

Communes	Taux annuel d'évolution de la population 90-99	Évolution annuelle due au solde naturel	Évolution annuelle due au solde migratoire
Chaillac-sur-Vienne	0,64 %	0,04 %	0,6 %
Javerdat	-0,11 %	-0,38 %	0,27 %
Oradour-sur-Glane	0,15 %	-0,34 %	0,49 %
Saillat-sur-Vienne	-0,68 %	-0,25 %	-0,43 %
Saint-Brice-sur-Vienne	-0,27 %	-0,24 %	-0,04 %
Saint-Junien	0,07 %	-0,47 %	0,54 %
Saint-Martin-de-Jussac	0,84 %	0,11 %	0,73 %
Saint-Victurnien	0,08 %	-0,42 %	0,5 %

# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

## Des évolutions démographiques contrastées :





# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

B. Les migrations résidentielles ont transformé....

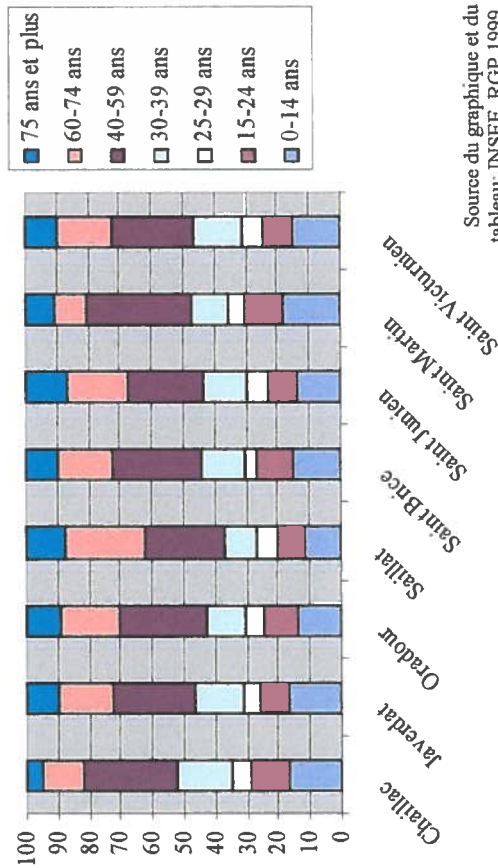
... la structure démographique de la population :

Au regard de la structure par âge de la population de chaque commune, on se rend compte que tous les membres de la communauté ne sont pas égaux dans ce domaine. **Deux communes se distinguent particulièrement pour leur jeunesse : Chaillac-sur-Vienne et Saint-Martin-de-Jussac.** Ce sont en effet les deux seules communes à avoir une part des moins de 25 ans supérieure à celle des plus de 60 ans. A noter également que Chaillac a la proportion la plus importante de 30-39 ans de la Communauté (ce qui lui donne le plus fort potentiel de jeunes couples avec enfants).

A l'inverse, Saillat-sur-Vienne a la plus forte représentativité des plus de 60 ans puisque ces derniers constituent plus d'un tiers de la population !

**Ce déséquilibre entre les deux classes d'âge a été aggravé par les migrations résidentielles réalisées pendant la dernière période intercensitaire (1990-1999).** En effet toutes les communes de la Communauté ont un solde migratoire négatif en ce qui concerne les 15-24 ans. La plus forte baisse a été enregistrée à Saint-Victorien puisque la perte recensée entre 1990 et 1999 représente une diminution de plus de 25% des effectifs de la tranche d'âge. Quant aux 30-39 ans, ils n'ont pas progressé partout au même rythme. En effet, alors que les nouveaux arrivants font augmenter de plus de 20% les effectifs de cette classe d'âge dans les communes de Chaillac, Javerdat, Saint-Martin et

Structure par âge de la population totale en 1999:  
Des communes plus jeunes que d'autres :



Source du graphique et du tableau: INSEE, RGP 1999.

**Deux communes « jeunes » : Chaillac et Saint-Martin.**

**Saint-Junien, ville centre de la communauté attire moins les jeunes couples que les autres communes (à l'exception de Saillat).**

Solde migratoire 90-99 (valeur absolue hors flux internes CCVG)

	0-14 ans	15-24 ans	25-29 ans	30-39 ans	40-59 ans	60-74 ans	plus 75 ans
Chaillac-sur-Vienne	29	-21	0	37	2	6	-3
Javerdat	28	-3	1	22	9	4	0
Oradour-sur-Glane	62	-14	-4	21	71	28	-7
Saillat-sur-Vienne	28	-9	3	9	20	0	-4
Saint-Brice-sur-Vienne	26	-24	-10	16	6	8	-4
Saint-Junien	91	-120	48	66	75	110	16
Saint-Martin-de-Jussac	14	-9	1	11	12	1	0
Saint-Victorien	79	-34	10	57	28	15	-11

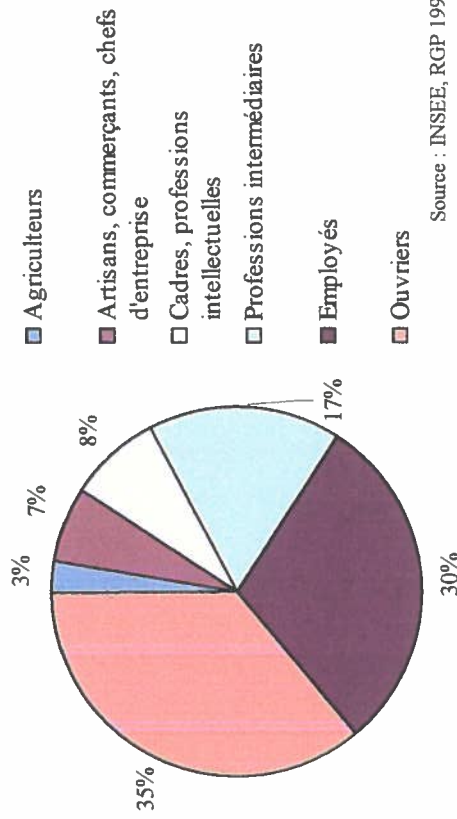
plus de 25% des effectifs de la tranche d'âge. Quant aux 30-39 ans, ils n'ont pas progressé partout au même rythme. En effet, alors que les nouveaux arrivants font augmenter de plus de 20% les effectifs de cette classe d'âge dans les communes de Chaillac, Javerdat, Saint-Martin et Saint-Victorien ; ils ne dépassent pas les 10% dans le reste de la Communauté. C'est la commune de Saint-Junien qui enregistre la plus faible part puisqu'elle n'accueille que près de 5% supplémentaires de 30-39 ans. Il semblerait que les communes périphériques de la Communauté deviennent plus attractives pour les jeunes entrants que la commune centre.

# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

Comme le montre le camembert ci-dessous, les ouvriers

représentent plus d'un tiers de la population active totale. Ce chiffre témoigne de la tradition industrielle qui baigne l'ensemble de la Communauté de Communes Vienne-Glane. Si

**La sur-représentation des ouvriers dans la population active totale de la Communauté...**



Source : INSEE, RGP 1999

Victorien est la seule commune à descendre sous la barre des 30% d'ouvriers, Saint-Martin-de-Jussac et Saillat-sur-Vienne dépassent les 50% et Chaillac-sur-Vienne s'en approche. Ces chiffres s'expliquent par la présence d'importantes industries papetières notamment à Saillat-sur-Vienne, comme International Paper.

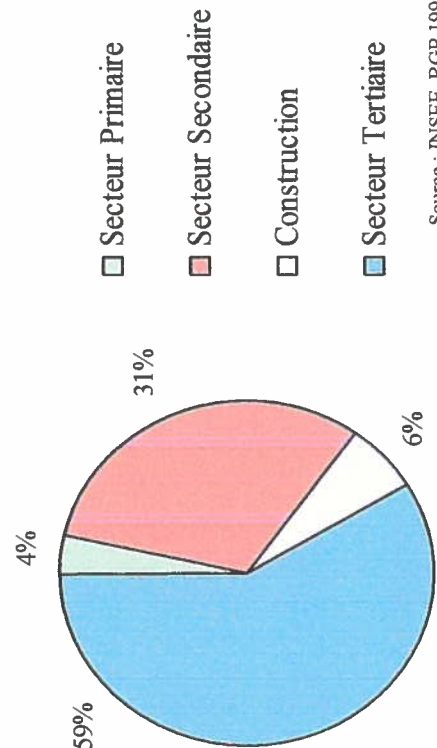
Au dernier recensement de 1999, on pouvait compter 8040 actifs sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes Vienne-Glane. Ces 8040 actifs représentent un peu plus de la moitié de la population en âge de travailler (c'est à dire au sens de l'INSEE toutes les personnes de plus de 15 ans). La population active ayant un emploi totalise 7130 individus ; ce qui place le taux de chômage de la Communauté à environ 11%.

... la structure socio-économique :

Les actifs se répartissent dans les secteurs d'activité comme dans le graphique tout en bas à droite de la page. Du fait du nombre important d'ouvriers, le secteur secondaire de la Communauté prend une part importante dans l'ensemble des secteurs d'activités et dépasse de dix points la moyenne départementale (20%).

Si les secteurs primaire et de la construction se placent au même niveau que la référence de l'ensemble de la Haute-Vienne, les actifs en plus du secteur secondaire se répartissent dans le tertiaire qui se singularise de la moyenne départementale (69%) par un déficit de dix points.

**... entraîne un secteur secondaire plus important en valeur relative que la moyenne départementale.**



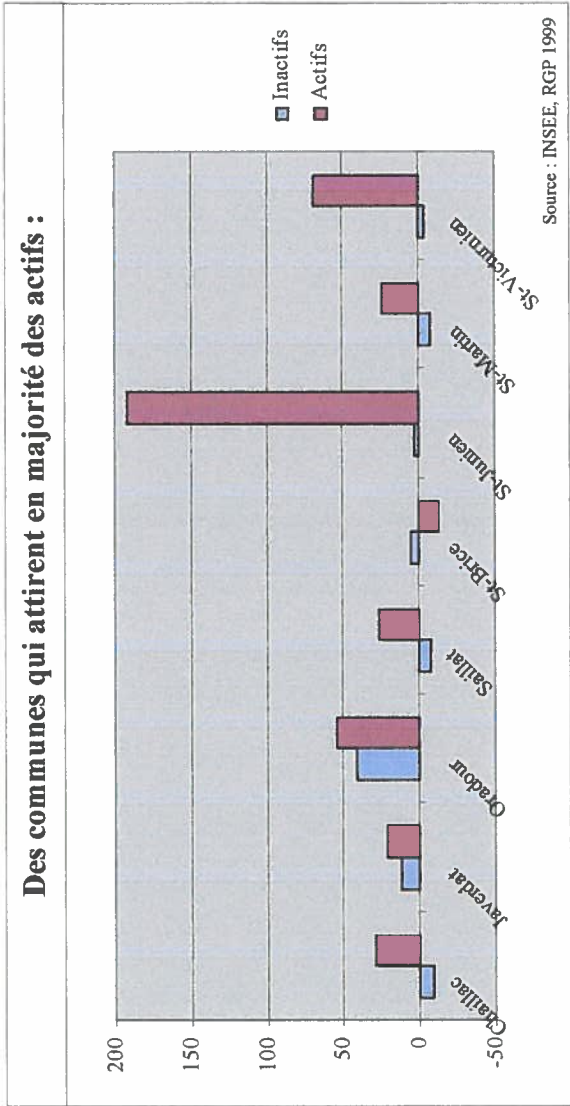
Source : INSEE, RGP 1999

**La tradition industrielle de la Communauté marque sa spécificité par rapport à la moyenne départementale.**



# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

Dans quel sens les migrations résidentielles enregistrées entre 1990 et 1999 ont-elles fait évoluer la structure de la population active ? Ont-elles accrues la spécificité de la Communauté de Communes Vienne-Glane évoquée à la page précédente ? Ou l'ont-elles rapprochée de la moyenne départementale ?



À l'exception de Saint-Brice-sur-Vienne, toutes les communes de la CCVG ont vu leur nombre d'actifs augmenter. À noter que quatre communes ont connu une diminution du nombre d'inactifs du fait des migrations résidentielles. Est pris en compte dans le graphique ci-contre l'en-semble de la population de plus de 15 ans. Les inactifs peuvent être des retraités, des lycéens, des étudiants, des personnes au foyer... Ces chiffres concernent la popula-tion résidente. Cela ne veut pas dire que ces actifs travaillent sur le territoire de leur commune de résidence. Nous traiterons des relations lieu de travail / lieu de résidence dans une partie ultérieure.

En ce qui concerne l'évolution des CSP, ce sont les agriculteurs qui ont perdu le plus d'actifs, puisque la perte due au solde migratoire représente plus de 11% du nombre d'agriculteurs de 1999. Le nombre d'ouvriers a légè-rement augmenté ; mais pas suffisamment pour que l'on puisse parler d'accroissement de la spécificité industrielle de la Communauté.

**Une arrivée importante de cadres et de professions intellectuelles supérieures :**

Catégories socio-professionnelles	Nb d'actifs 99	Solde mi-gratoire 90-99	% du nb d'actifs 99
Agriculteurs	212	-25	-11,79 %
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	496	-8	-1,61 %
Cadres, professions intellectuelles supérieures	596	75	12,58 %
Professions intermédiaires	1 256	41	3,26 %
Employés	2 476	47	1,90 %
Ouvriers	2 936	98	3,34 %
Retraités	5 164	203	3,93 %

Les migrations résidentielles ont participé à l'augmentation du nombre de retraités entre 1990 et 1999, mais dans des proportions assez faibles. Le plus marquant dans cette analyse est l'arrivée massive des cadres et des professions intellectuelles supérieures. Même si cette CSP n'est pas la plus nombreuse (environ 600 actifs), elle connaît la plus forte progres-

**Le nombre d'actifs de la catégorie socio-professionnelle des cadres augmente plus vite que celui de la CSP des ouvriers.**

# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

## C. Équipements :

**Le dernier inventaire communal date de mars 1998.** Il s'agit d'une enquête réalisée auprès des communes de moins de 30000 habitants. Le but de cette enquête est d'effectuer un inventaire complet des équipements, services et commerces afin de déterminer la densité d'implantation, la fréquentation des équipements mais également les **pôles d'attraction**.

L'INSEE met une partie de l'inventaire communal à disposition sur Internet. On peut y trouver le niveau d'équipements des communes françaises de moins de 30000 habitants. Ce niveau d'équipements est basé sur 36 équipements de proximité.

### Liste des 36 équipements :

Pompiers	Supermarché, hypermarché	Bureau de tabac
Gendarmerie nationale ou commissariat de police	Alimentation générale ou supérette	École primaire publique ou privée
Trésorerie	Boulangerie, pâtisserie	Collège public ou privé
Notaire	Boucherie, charcuterie	Établissement de santé
Vétérinaire	Bureau de poste	Ambulance
Garage	Banque ou Caisse d'Épargne	Dentiste
Distribution de carburant	Magasin de vêtements	Infirmerie ou infirmière
Maçon	Magasin de chaussures	Laboratoire d'analyses médicales
Plâtrier, peintre	Librairie, papeterie	Masseur kinésithérapeute
Électricien	Magasin d'électroménager	Médecin généraliste
Menuiserie, charpentier ou plombier	Magasin de meubles	Pharmacie
	Droguerie, quincaillerie	Salle de cinéma
	Salon de coiffure	

**L'inventaire communal : le document de référence des services et des équipements.**

L'INSEE a également réalisé une **classification des communes en trois catégories (A, B, C) en fonction du niveau d'équipements essentiels.**

La **catégorie A** regroupe les communes disposant simultanément :

- « - d'une part, soit d'un supermarché ou d'un hypermarché, soit à défaut, à la fois d'une boulangerie, d'une boucherie ou d'une charcuterie, d'un magasin d'alimentation générale ou d'une supérette, et d'un magasin de droguerie, quincaillerie, outillage ou d'une grande surface non alimentaire.
- d'autre part d'un café ou d'un restaurant, d'un point de vente de quotidiens, d'un bureau de tabac et d'un bureau de poste ou d'une agence postale ».

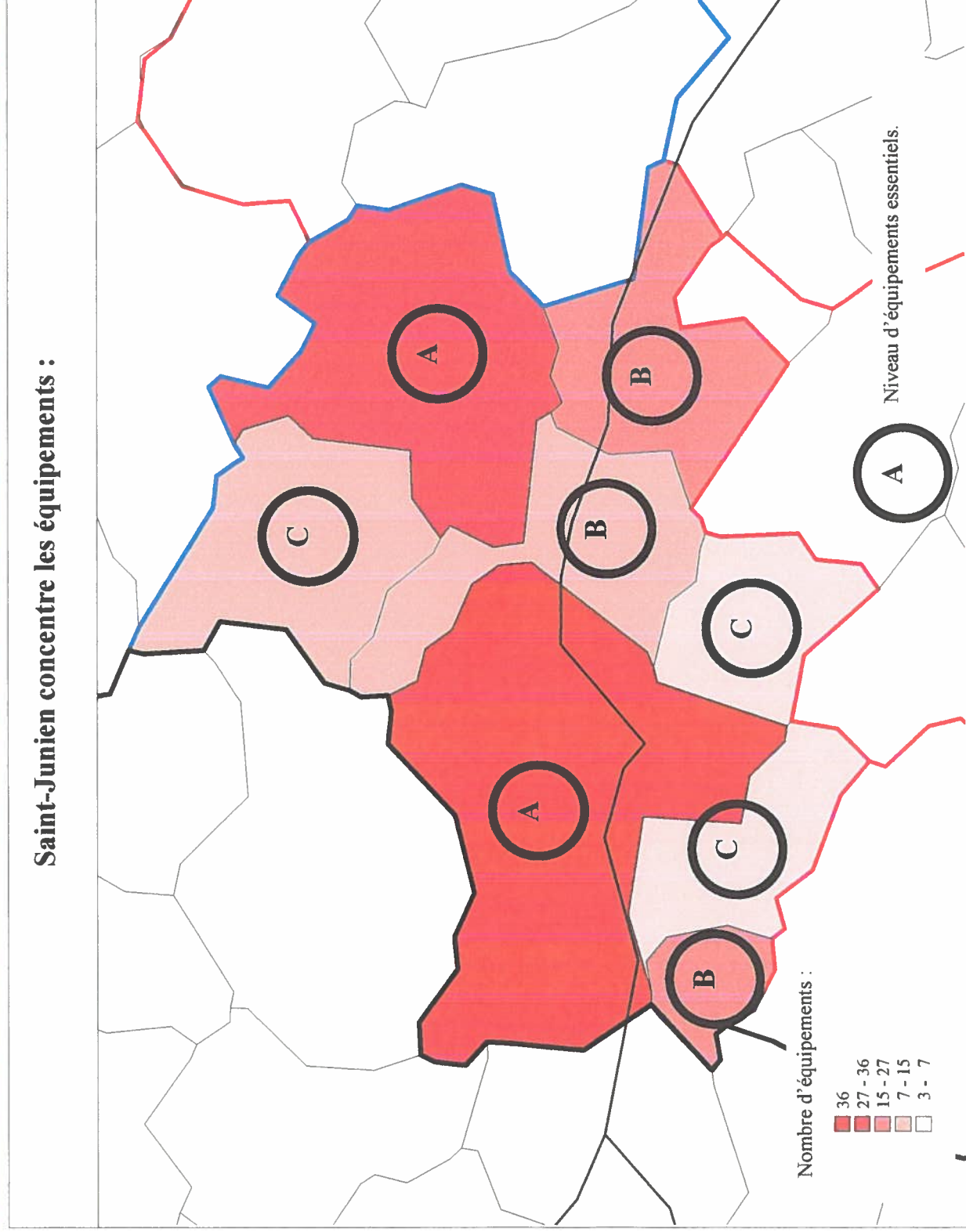
La **catégorie B** rassemblent les « communes non classées en A et disposant au moins des trois produits pain, viande et alimentation générale dans les magasins de la commune : il s'agit simplement de la présence des produits mais pas nécessairement de celle d'une boulangerie, d'une boucherie ou d'un magasin d'alimentation générale en termes d'équipements.

On trouve dans la **catégorie C** les autres communes non classées en B ou en A.



# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

Saint-Junien concentre les équipements :



Saint-Junien possède les 36 équipements de la liste de l'INSEE et est une commune de catégorie A.

Source : Inventaire communal 1998.

## I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

**Saint-Junien est la commune de la Communauté qui rassemble le plus d'équipements.** Cette situation fait d'elle un **pôle attractif pour les autres communes de la CCVG.** En effet, les habitants de la Communauté se rendent préférentiellement à Saint-Junien quand ils ont besoin d'un des 36 équipements de la liste de l'INSEE.

**Oradour-sur-Glane** regroupe 27 équipements et est également une commune de catégorie A. Elle **joue plus localement le rôle de pôle** et relaie Saint-Junien à l'Est de la Communauté.

D'après l'inventaire communal de 1998, Saint-Victurnien était également une commune de catégorie A. Cependant du fait de l'ancienneté de ce dernier, il était nécessaire de réactualiser les données. Après avoir consulté les pages jaunes et s'être rendu sur place, il s'est avéré que Saint-Victurnien est devenu une commune de catégorie B. Ainsi la commune est passée de la catégorie A à la catégorie B en ce qui concerne le niveau d'équipements essentiels du fait de l'absence de quincaillerie, de droguerie ou de grande surface non alimentaire. Quant aux communes de Saillat et de Saint-Brice, elles sont passées de la catégorie C à la catégorie B (seule la quincaillerie leur manque pour rentrer dans les critères de la catégorie A). Globalement les six années de 1998 à 2004 ont été mises à profit pour **augmenter la densité de services et d'équipement** sur le territoire de la CCVG.

Le pôle de Saint-Junien est renforcé par la présence d'équipements et de services plus spécifiques. En effet, **il accueille des structures clés de l'action sociale et de l'emploi** comme une Unité Territoriale d'Action Sociale (UTAS du Conseil général), une Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), l'Assefic... Saint-Junien élargit également son rayon d'action grâce à son **centre hospitalier** et à un accueil permanent dans la com-

mune de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Pour les équipements culturels et sportifs, les projets menés par la Communauté sont actuellement en cours de réalisation. Saint-Junien va prochainement accueillir un **centre culturel et une nouvelle piscine couverte**. D'après les chefs d'entreprise que nous avons rencontrés, ces équipements sont un atout de plus en plus indispensable pour attirer des salariés (notamment les cadres) et les fixer dans leur établissement. Ils considèrent qu'il est plus facile de recruter des gens compétents si ces derniers trouvent que le territoire est dynamique (c'est à dire capable de répondre à leurs besoins) et se sentent bien.

**En ce qui concerne les établissements scolaires, Saint-Junien joue également un rôle central.** Si toutes les communes de la Communauté ont une école primaire, les élèves doivent se rendre à Saint-Junien pour poursuivre leur scolarité au collège et au lycée. Cette commune a deux collèges (Louise Michel et Paul Langevin) et deux lycées (Paul Eluard et Édouard Vaillant). Si les collèges rassemblent les élèves de la Communauté, le lycée drainent également ceux des secteurs voisins, (notamment les élèves des collèges de Saint-Mathieu et de Rochecouart). Le lycée Paul Eluard dispense également un BTS « animation et gestion touristiques locales ».

**Tous ces équipements placent indéniablement Saint-Junien comme un pôle attractif** (voir diagnostic du CREHAM sur la définition d'un schéma de services réalisé en mars 2004). Cependant, l'inventaire communal n'est pas suffisamment détaillé pour connaître avec exactitude quelles sont les communes dont les habitants se rendent préférentiellement à Saint-Junien pour des motifs non professionnels. **On peut néanmoins supposer que l'attractivité de la commune dépasse les limites de la Communauté notamment vers la Charente et vers le Sud.**

**Saint-Junien rassemble les équipements en terme d'établissement de santé, d'action sociale, de loisirs et d'enseignement.**



# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

## D. ECONOMIE :

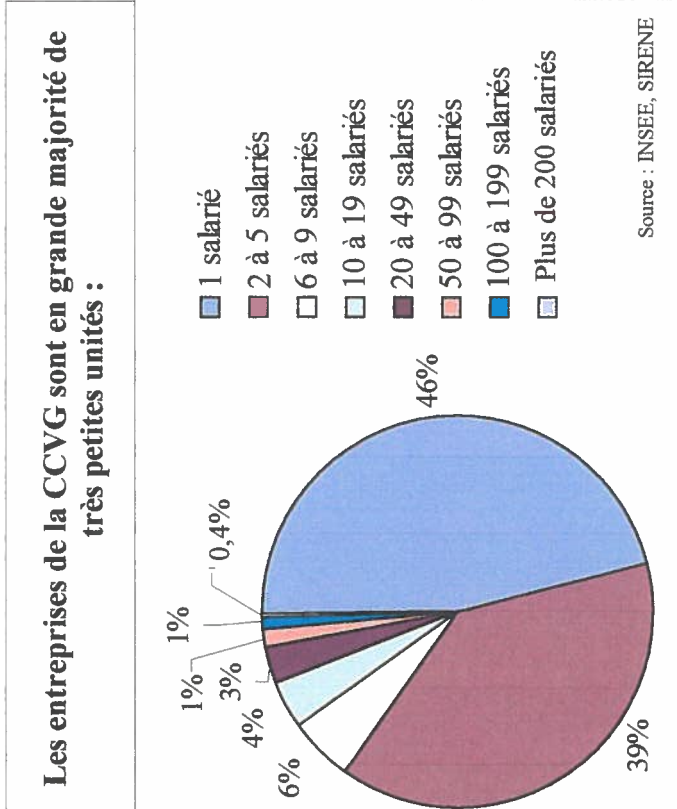
### 1. Présentation du tissu économique de la CCVG :

**Le tissu économique de la Communauté de Communes Vienne-Glane est surtout composé de très petites entreprises.** En 2003, plus de 600 établissements sur les 787 que comptent la CCVG emploient moins de 5 salariés.

Ces chiffres sont variables selon les communes. Le pourcentage d'entreprises de 1 salarié représente entre 43% et 69% du nombre total d'établissements. Les plus petites communes (en terme démographique) ne comptent que de petites unités. Chaillac et Javerdat n'ont pas d'entreprises de plus de 20 salariés tandis que celles de Saint-Martin-de-Jussac ne dépassent pas les 5 salariés.

**Les entreprises de grande taille (plus de 100 salariés) sont concentrées à Oradour-sur-Glane, à Saint-Junien et surtout à Saillat-sur-Vienne** dont près de 9% des établissements appartiennent à cette classe d'effectifs salariés. Ces chiffres s'expliquent par la présence dans les communes concernées d'industries importantes notamment dans les secteurs du papier et de la porcelaine.

Des entreprises inégalement réparties sur le territoire :	
Chaillac-sur-Vienne	2%
Javerdat	2%
Oradour-sur-Glane	10%
Saillat-sur-Vienne	4%
Saint-Brice-sur-Vienne	5%
Saint-Junien	69%
Saint-Martin-de-Jussac	1%
Saint-Victorien	7%



**De même, l'ensemble des établissements n'est pas réparti de la même façon** sur le territoire de la Communauté de Communes (voir tableau ci-contre). **Saint-Junien concentre les activités avec plus des deux tiers des entreprises.** Les plus petites communes (Javerdat, Chaillac et Saint-Martin) rassemblent une très faible proportion d'entreprises. Cette situation leur confère une vocation sur tout résidentielle.

**Une large majorité de très petites entreprises.**

**Une concentration des établissements à Saint-Junien**

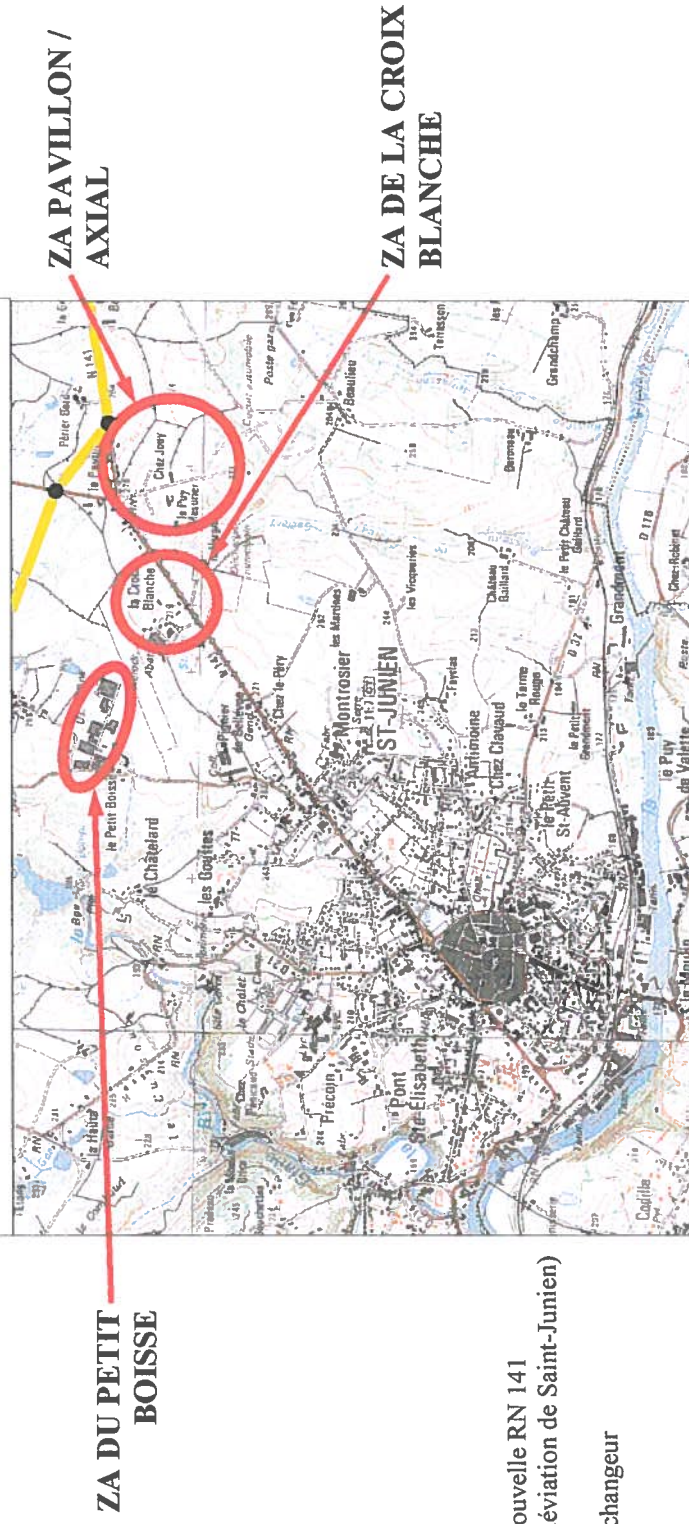
# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

## 2. Des zones d'activité essentiellement concentrées le long de la RN 141 (1) :

a. Les zones d'activité de Saint-Junien : un bon niveau d'équipement et des possibilités d'extension :

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la concentration d'entreprises à Saint-Junien place cette commune comme le principal pôle économique de la Communauté. Cette dernière possède trois zones d'activité situées au Nord-Est du centre-ville : la Croix Blanche et Pavillon / Axial le long de l'ancienne RN 141 (avant la déviation) et le Petit Boisse plus en retrait par rapport à l'axe.

Trois zones d'activités au Nord-Est du centre-ville :



Source : IGN

La nouvelle  
RN141 offre  
aux zones d'ac-  
tivité de la  
Croix Blanche  
et du Pavillon /  
Axial un accès  
rapide aux  
marchés de la  
Charente et de  
Limoges.

(1) Source de la partie : Cohéo, Diagnostic économique du POL, septembre 2003.



## I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

- LA ZONE D'ACTIVITE AXIAL / PAVILLON :



La localisation de la zone d'activité le long de la RN 141 est l'**atout majeur qui fonde son attractivité**. La proximité d'un échangeur permet aux entreprises installées en bordure de bénéficier d'une vitrine. Grâce à la RN 141, cette zone d'activité est **directement reliée aux marchés de Limoges et de la Charente**. Les aménagements à venir de la future Route Centre Europe Atlantique (RCEA), notamment la poursuite de la mise à 2x2 voies, devraient encore accroître l'attractivité (notamment grâce à un rapprochement temporel de l'autoroute A20) et l'accessibilité de la zone.

Avec ses 25 hectares, elle est la principale zone de la Communauté. **La demande est forte** ; de telle sorte que près de 10 hectares supplémentaires ont été achetés pour l'agrandir (notamment pour y installer l'entreprise de logistique Rouleau et l'industrie COFPA qui a déménagé de ces bâtiments des bords de Vienne). Elle accueille à l'heure actuelle essentiellement des **entreprises de grande taille du secteur secondaire** (papier, carton, chaudronnerie, logistique...).

**Son niveau d'équipement est tout à fait satisfaisant**. En plus de l'ADSL, du gaz et des voiries étudiées pour le passage des poids lourds, la proximité du centre ville de Saint-Junien offre aux entreprises tous les services dont elles ont besoin. Ce niveau d'équipement justifie un taux de Taxe Professionnelle (TP) élevé (bien que la mise en place de la TP unique (pacte financier entre les communes) fera prochainement diminuer le taux de 19,7 à 15,6%), qui ne semble cependant pas être un obstacle à l'installation d'entreprises.

Malgré l'aménagement du rond-point permettant d'accéder à la zone, le **manque de traitement paysager** de la zone reste une faiblesse, de même que le manque de dynamisme de l'association chargée de l'animer.



L'accès direct à la RN141 constitue un atout de taille pour la ZA Pavillon / Axial.

# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

- **LA ZONE D'ACTIVITE DE LA CROIX BLANCHE :**

Située en bordure de l'ancienne RN 141 (avant la déviation), la localisation de la zone à l'entrée de Saint-Junien explique sa **vocation commerciale**. Ses 17 hectares accueillent plusieurs grandes et moyennes surfaces et des commerces spécialisés. **La déviation de Saint-Junien** l'a rendu plus accessible et **lui a permis d'élargir sa zone de chalandise** ; les établissements déjà implantés s'agrandissent et de nouveaux viennent s'y installer (densification de l'offre commerciale).

Tout comme Pavillon / Axial, son **niveau d'équipement est bon**. Elle permet aux entreprises d'accéder au gaz, à l'ADSL et aux services qu'offrent le pôle de Saint-Junien.

Cependant, elle aurait **besoin d'un embellissement paysager** afin d'offrir une entrée de ville moins dénaturée que celles que l'on peut rencontrer trop souvent. Dans ce cadre, la ville de Saint-Junien fait actuellement réaliser des travaux au niveau du carrefour le plus important de la zone.

- **LA ZONE D'ACTIVITE DU PETIT BOISSE :**



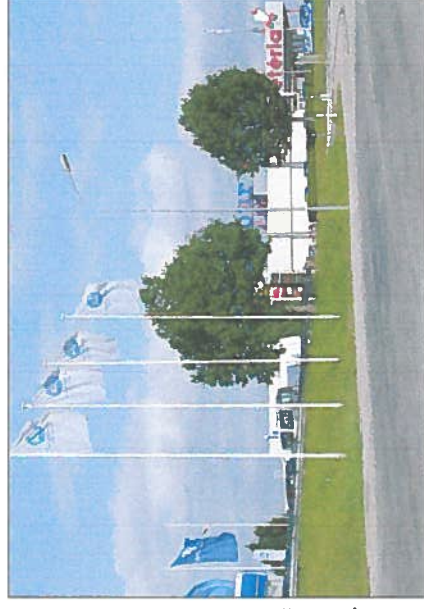
La zone d'activité du Petit Boisse est la plus petite des trois que comptent Saint-Junien. Elle accueille néanmoins des **entreprises de grande taille à vocation industrielle**. Les domaines d'activités de ces entreprises sont divers (emballage, conditionnement, appareillage électrique, menuiserie...). Les 6 à 7 hectares sur lesquels elle s'étend sont aujourd'hui entièrement remplis. Des projets sont actuellement en cours afin de multiplier les capacités d'accueil.

Tout comme les deux autres zones d'activité, celle du Petit Boisse bénéficie d'un **bon niveau d'équipement** (ADSL, voirie adaptée aux poids lourds, gaz).

Elle aurait également **besoin d'un traitement qualitatif** et d'une mise en cohérence pour **éviter le décalage qui existe aujourd'hui entre les entreprises installées depuis longtemps et celles qui viennent de s'y implanter**.

De plus, la zone d'activité du Petit Boisse est la seule sur la commune de Saint-Junien à avoir un **problème d'accessibilité**. Elle ne bénéficie pas d'un accès direct à la RN 141. Ceux qui veulent s'y rendre sont obligés de traverser une zone résidentielle et de passer devant une école. Le trafic génère des **nuisances pour les riverains** et pose des **problèmes de sécurité** aux abords de l'école.

Il est prévu d'agrandir cette zone et de lui attribuer un accès direct à la RN141 qui passerait alors sur un terrain de l'aérodrome Maryse Bastié.



**Besoin d'un traitement qualitatif des ZA de Saint-Junien.**





# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

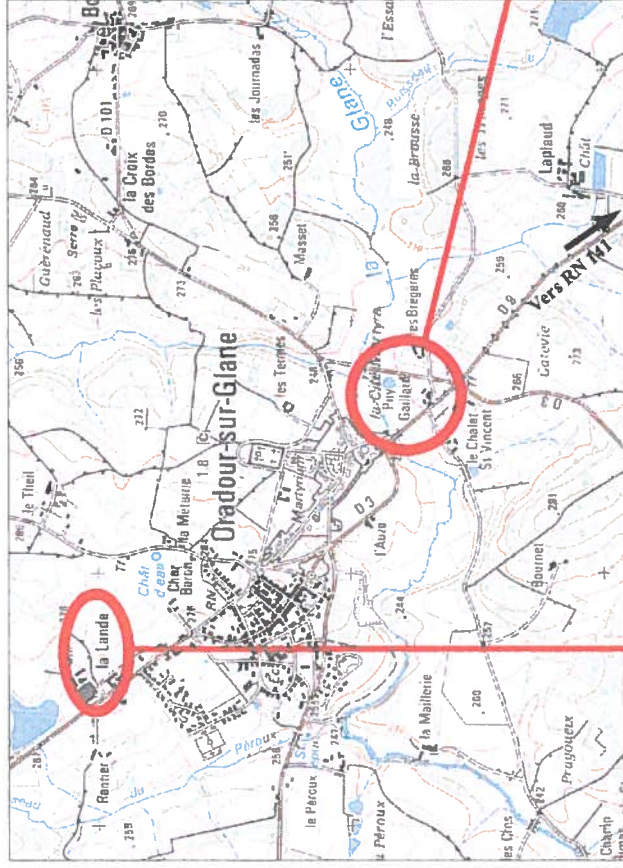
b. Les autres zones d'activité de la CCVCG :

Il existe trois autres zones d'activité sur le territoire de la Communauté de Communes : celles d'Oradour-sur-Glane et celle de Saint-Victorien.

## • LA ZONE D'ACTIVITE DE PUY GAILLARD A ORADOUR-SUR-GLANE :

Si les deux zones d'activité d'Oradour sont les seules de la Communauté de Communes à ne pas être situées le long de la RN 141, elles y sont bien reliées par la départementale 9.

À l'origine la zone de Puy Gaillard a été créée pour accueillir l'entreprise Coffret Création. Le reste des terrains disponibles a été occupé par des entreprises artisanales. À l'heure actuelle quelques hectares sont libres pour d'éventuelles installations ou extensions.



Source : IGN

## • LA ZONE D'ACTIVITE DE LA LANDE A ORADOUR :

Cette zone d'activité accueille deux entreprises : Bernardaud (atelier-relais créé il y a 25 ans environ) et Aura Plastic. Elle permet à ces deux établissements d'accéder au gaz (qui intervient dans le processus de production du porcelainier) et depuis peu à l'ADSL.



**Oradour-sur-Glane : une commune, deux zones d'activité**

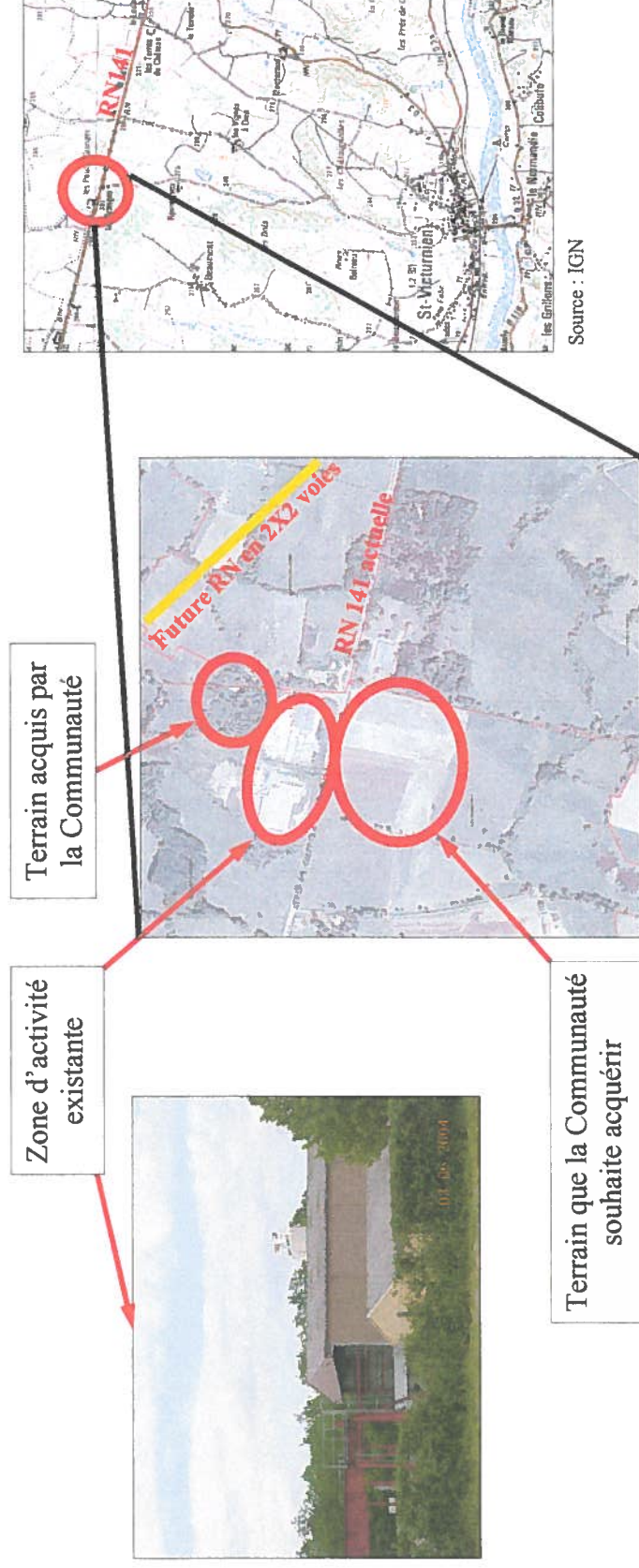




# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

- LA ZONE D'ACTIVITE DE SAINT-VICTURIEN :

Située le long de la RN 141 au lieu-dit des petites granges, cette ZA permet à ses entreprises de bénéficier d'une **vitrine en bordure de la nationale**. C'est là le **principal atout** de cette zone de 5 hectares qui accueille **deux entreprises**. Elle n'offre pas les mêmes équipements que celles de Saint-Junien.



La RN141 : un axe structurant où se concentrent les ZA.

Dans le cadre de sa compétence économique, la Communauté de Communes souhaite mettre en place une **nouvelle zone d'activité à Saint-Victurien**. Il est prévu de l'étendre en face et derrière la ZA existante sur environ 10 hectares. La Communauté a déjà acheté le bois derrière la ZA et est en pour-parler pour les terrains de l'autre côté de la nationale. La mise à 2X2 voies de cette dernière est programmée pour les années à venir. La future zone d'activité devrait bénéficier d'un échangeur. La **localisation de cette ZA, le long de la RN141 et à proximité de Limoges est stratégique**.



# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-GLANE

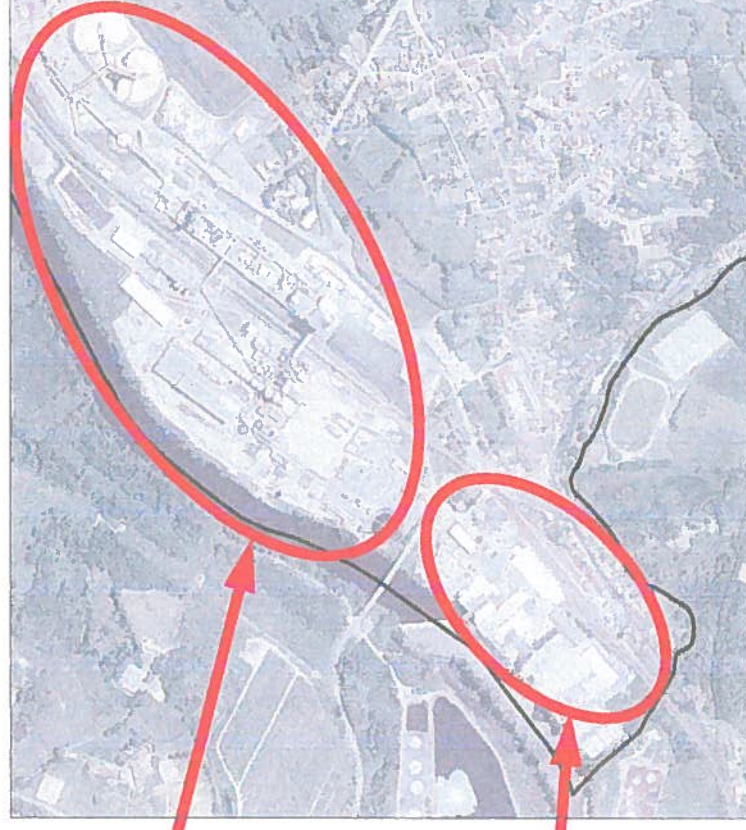
3. Saillat : un centre-bourg en zone industrielle :

Proportionnellement à sa population (905 habitants), Saillat a un nombre d'emplois très important. S'il ne représente que 14% de l'emploi total de la Communauté (Saint-Junien en concentre près de 70%), les 1032 emplois situés dans la commune sont plus nombreux que la population de Saillat en âge de travailler ! Ainsi, la commune est-elle un pôle économique, même si ce rôle paraît un peu secondaire en comparaison de celui exercé par Saint-Junien.

Cette situation est due à la présence sur le territoire communal de deux industries papetières : International Paper et Smurfit Limousin, qui regroupent à elles deux près de 800 salariés. Ces deux entreprises sont tellement étendues, qu'on a l'impression sur la photographie aérienne ci-dessous, que le centre bourg a été construit en zone industrielle !

**International Paper** (IP) est un groupe mondial américain qui a racheté le groupe français Ausseydat Rey dans les années 1990. IP est présent dans de nombreux pays : Écosse, Pologne, Russie... Le site de Saillat est une usine intégrée qui transforme le bois en pâte et la pâte en papier pour ramette. Dans cette spécificité, International Paper est le leader européen. C'est à partir du site de Saillat que sont fournis tous les clients d'Europe occidentale.

**Smurfit Limousin** appartient à un groupe mondial irlandais. Ce dernier est implanté en Europe et en Amérique du Sud et compte 30000 salariés, dont 130 à Saillat. Smurfit Limousin fabrique du papier pour carton ondulé pour les caisses en carton. La matière première est le papier ; Smurfit Limousin est un acteur majeur de la récupération en France.



Les usines papetières de Saillat font de la commune un pôle économique.



# I. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE-GLANE

## CONCLUSION :

D'après les données de l'INSEE, la Communauté de Communes Vienne-Glane est le seul territoire du département à disposer d'une dynamique interne en dehors de l'aire urbaine limougeaude.

Si l'EPCI est globalement attractif pour les populations, il existe des disparités en terme d'évolutions démographiques entre les communes (voir carte page 7). Ce sont celles en contact direct avec des pôles urbains qui progressent le plus. Oradour-sur-Glane et Saint-Victorien semblent tirer avantage de leurs échanges démographiques avec Limoges Métropole. Cette hypothèse sera à vérifier dans l'analyse des migrations résidentielles.

Chaillac-sur-Vienne et Saint-Martin-de-Jussac ont les structures de population « les plus jeunes » de la Communauté.

D'après l'analyse de l'âge et de la CSP des migrants, le type d'entrants qui progresse le plus vite serait les 30-39 ans (adultes souvent en couple avec de jeunes enfants) et les cadres et professions intermédiaires. On peut supposer que les migrants sont attirés par le cadre de vie agréable de la CCVG et des prix du foncier plus attractifs que dans l'agglomération de Limoges. Encore une fois, ces hypothèses seront à vérifier par la suite. Néanmoins, cette évolution de la structure de la population constitue un enjeu de taille pour la Communauté.

La partie B. a montré la spécificité industrielle de la Communauté par rapport au reste du département. Même si la plupart des entreprises de ce secteur est concentrée sur les communes de Saillat-

sur-Vienne et de Saint-Junien, la part des actifs travaillant dans l'industrie est importante dans chacune des communes de la Communauté. Cela laisse supposer l'importance des navettes domicile-travail à l'intérieur de la CCVG.

La CCVG possède six zones d'activité bien reliées à la RN141, véritable axe de développement pour le territoire. Les entreprises présentes sur ces zones et les usines papetière de Saillat forment un tissu économique dense et diversifié.

Mais quelle est l'attractivité de l'EPCI en terme démographique et économique par rapport aux Communautés voisines ? Est-il un territoire réserve ou un territoire d'accueil ? A-t-il une dynamique propre, plus proche de Limoges Métropole ou du reste du Pays Ouest Limousin ?

Voilà autant de thématiques à explorer et d'interrogations à lever dans les prochaines parties, pour déterminer le périmètre de SCOT le plus pertinent d'un point de

vue territorial.

Pour cela, il s'agira avant toute chose de récapituler dans la prochaine partie, le cadre d'intervention dans lequel les lois « Solidarité et Renouvellement Urbain » de décembre 2000 et « Urbanisme et Habitat » de juillet 2003 inscrivent le Schéma de Cohérence Territorial.

La collégiale de Saint-Junien

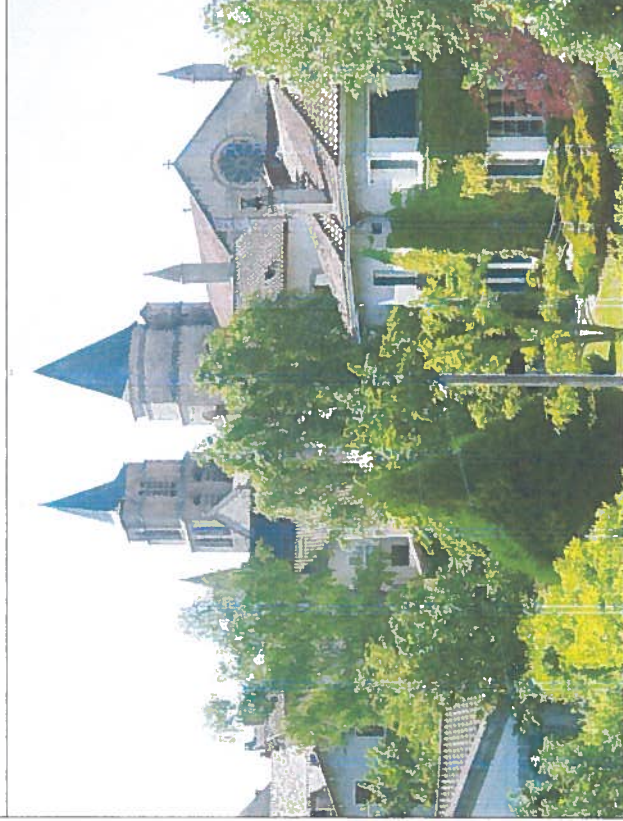


Photo : AR

## 2ÈME PARTIE : LE CADRE LÉGISLATIF DU SCOT :

## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### INTRODUCTION : A QUOI SERT UN SCOT ?

Avant de pouvoir établir un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), il est important de connaître le cadre législatif en la matière. Face aux interrogations des élus et avant même d'explorer les relations qu'entretiennent les territoires entre eux, il s'agit de déterminer clairement les principes que mettent en avant les lois « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000 et « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003, qui ont réformé profondément le Code de l'Urbanisme.

Pourquoi transformer les schémas directeurs (SD) en SCOT ? On a souvent reproché au SD de ne pas permettre un développement cohérent de l'urbanisation et d'être incapable de gérer les mutations. Le peu d'engouement des collectivités locales pour cet outil a été marqué quantitativement par sa rareté au Sud de la Loire. C'est pourquoi les auteurs de la loi SRU ont ressenti le besoin d'instaurer un nouvel outil.

**Le SCOT se veut plus transversal.** L'Établissement Public chargé de son élaboration et de sa gestion (contrairement au SD, il n'est pas dissous à l'approbation du document) doit réunir les personnes compétentes dans tous les domaines afin de lutter contre la sectorisation qui existe à l'intérieur des services

des collectivités locales et des administrations déconcentrées de l'État comme dans toutes les grandes structures. Le SCOT doit être capable « de **mettre en cohérence le mille-feuille** » que constitue toutes les politiques en matière d'aménagement de l'espace : Programme Local de l'Habitat, Plan de Déplacements Urbains, Plans Locaux d'Urbanisme... Toutes ces règles devant être compatibles avec le SCOT, qui devient alors le **document de référence permettant d'harmoniser ces politiques entre elles**.

Contrairement au SD, le SCOT n'a pas la possibilité de déterminer la destination des sols mais **fixe des grandes orientations**. Ces dernières sont encadrées légalement par **l'article L121-1** du Code de l'Urbanisme qu'a réformé la loi SRU. Cet article expose les **trois grands principes des SCOT** (qui prévalent également pour les Plans Locaux de l'Urbanisme et les cartes communales).

Tout d'abord, le SCOT doit assurer « **P'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part**, en respectant les objectifs du déve-

loppement durable ».

Ensuite le SCOT doit permettre « la **diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale** dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ».

Enfin, le SCOT doit mettre l'accent sur « une **utilisation économe et équilibrée** des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la **maîtrise des besoins de déplacement** et de la circulation automobile, la **préservation de la qualité** de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la **réduction des nuisances** sonores, la **sauvegarde** des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la **prévention des risques** naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

**Le SCOT, un document transversal de planification et de référence,**

**Avec des objectifs de développement durable,**

**Et qui met l'accent sur la prospective.**



## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### A. LE CONTENU DU SCOT :

Le SCOT doit contenir deux documents principaux : **le rapport de présentation** (article R122-2) et **le document d'orientation** (article R122-3).

### LE RAPPORT DE PRESENTATION

précise :

- Le diagnostic → « Etabli au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services » (article L122-1).
- L'analyse de l'état initial de l'environnement.
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) → « Fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile » (article L122-1). Il s'agit d'un projet politique partagé par les collectivités pour l'aménagement de leur territoire et la protection de leur environnement.
- Les principales phases de réalisation envisagées (le cas échéant)
- Les incidences prévisibles des orientations sur l'environnement → Prise en compte de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement.

**Un diagnostic basé sur la prospective et le recensement des besoins.**

**Le PADD, document phare du rapport de présentation.**

## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### LE DOCUMENT D'ORIENTATION

précise :

- Les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés. —→ Elles déterminent les grands équilibres entre les espaces urbains ou à urbaniser et les espaces naturels et agricoles et forestiers. Elles permettent la mise en œuvre du PADDD et la prévision des incidences éventuelles qu'elles pourraient avoir sur l'environnement.
- La localisation et la délimitation des espaces ou sites naturels ou urbains à préserver. —→ Réalisation de documents graphiques afin d'identifier les terrains situés dans ces limites.
- Les objectifs relatifs : —→ Le SCOT peut « définir les grands projets d'équipements et de services, en particulier de transport, nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs. Il précise les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs. Il peut, le cas échéant, subordonner l'ouverture à l'urbanisation de zones naturelles ou agricoles et les extensions urbaines à la création de dessertes en transports collectifs et à l'utilisation préalable de terrains situés en zone urbanisée et desservis par les équipements » (article L122-1).
  - A l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux
  - A la cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs
  - A l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces et des autres activités économiques
  - A la protection des paysages, à la mise en valeur des entrées de ville
  - A la prévention des risques.

➤ Les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs.

**Le document d'orientation et les documents graphiques qui l'accompagnent sont opposables aux autres règlements d'urbanisme.**

Les dispositions du document d'orientation et des documents graphiques qui l'accompagnent constituent les prescriptions opposables aux Programmes Locaux de l'Habitat, aux Plans de Déplacements Urbains, aux Schémas de Développement Commercial, aux Plans Locaux d'Urbanisme, aux Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur, aux cartes communales, aux opérations foncières et aux opérations d'aménagement.

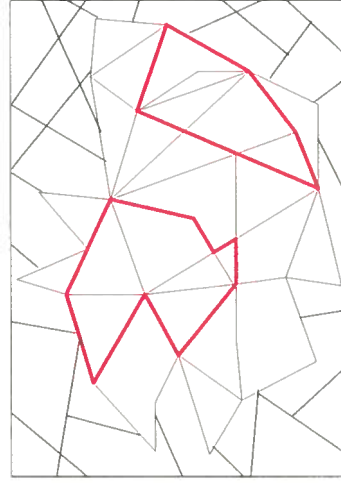
## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### B. COMMENT DETERMINER UN PERIMETRE PERMETTANT UNE « COHERENCE TERRITORIALE » ?

Que dit la loi en ce qui concerne le périmètre de SCOT ? C'est l'article L122-3 du code de l'urbanisme qui sert de référence en la matière. Les circulaires du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement, du 6 septembre 2001 (relative au rôle de l'État dans la relance de la planification) et du 18 janvier 2001 (portant présentation de la loi SRU) adressées aux services déconcentrés de l'État précisent le cadre d'action de ces derniers sur la question du périmètre.

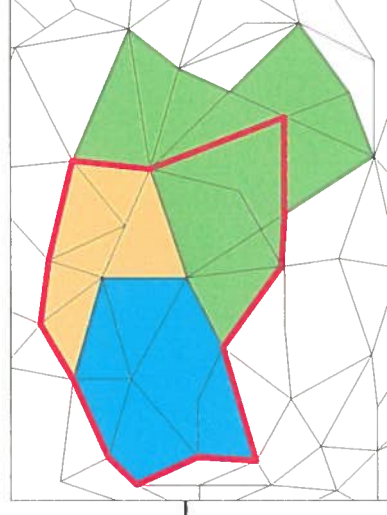
Dans un premier temps, le code de l'urbanisme fixe des conditions minimales. Le périmètre de SCOT doit être « **d'un seul tenant et sans enclave** ». De plus, « **lorsque ce périmètre concerne des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de SCOT, il recouvre la totalité du périmètre de ces établissements** ».

#### EXEMPLES DE PERIMETRES IRRÉALISABLES :



Les traits rouges regroupent les communes voulant travailler dans un seul et même SCOT. Cependant le territoire qu'ils rassemblent est discontinu. Pour que le périmètre soit accepté, il faut que suffisamment de communes situées entre les deux ensembles soient d'accord pour intégrer le périmètre.

Chaque couleur constitue un EPCI. Cependant l'EPCI vert ne fait pas partie en intégralité du périmètre. Ce dernier ne pourra être approuvé que si toutes les communes vertes voulant faire partie du SCOT se retirent ou si les communes à l'extérieur décident d'y rentrer.



La commune hachurée ne souhaite pas réaliser de SCOT. Elle constitue une enclave à l'intérieur du périmètre. Pour que ce dernier soit validé, il est indispensable que l'ensemble des communes se concertent pour trouver les conditions selon lesquelles chacune voudra adhérer au périmètre pour former un territoire sans enclave.

**Le périmètre de SCOT doit être d'un seul tenant et sans enclave et rassembler l'intégralité des EPCI.**



## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

En plus des règles minimales exposées à la page précédente, le périmètre de SCOT doit prendre en compte d'autres facteurs.

La circulaire du 6 septembre 2001 rappelle « qu'un des objectifs de la loi SRU est de **permettre aux élus de définir en commun les orientations du développement urbain** à une échelle suffisamment large pour aborder les questions de développement urbain de manière cohérente ».

Elle place **l'aire urbaine comme une échelle pertinente** pouvant servir de référence dans de nombreux cas. Dans ce contexte, les Communautés d'Agglomération et Urbaines sont pressenties pour devenir les noyaux des futurs périmètres. Le Ministre invite également ses services à s'appuyer sur les études prospectives qui ont pu être réalisées sur ces territoires dans le cadre des contrats d'agglomération. Cette circulaire n'instaure aucune obligation légale mais définit plutôt le cadre d'action des services de l'Etat que ce soit dans les Préfectures ou dans les Directions Départementales de l'Équipement.

Quelles orientations de développement pour Saint-Brice-sur-Vienne ?



De plus, le **périmètre de SCOT doit également correspondre aux réalités du territoire**. Il doit impérativement prendre en compte les comportements des individus.

Ainsi, le périmètre doit se rapprocher le plus possible des **déplacements urbains**, que ce soit en terme de migrations domicile-travail, de déplacements à l'intérieur des zones de chalandise et de loisirs. Il s'agit de définir l'aire d'influence d'un pôle en terme commercial, d'emplois, d'équipements ; de calquer le périmètre sur cette zone pour avoir une vision transversale et pluri-disciplinaire de l'ensemble des communes en relation avec le pôle. D'après la loi, le périmètre de SCOT doit se baser sur une véritable flexion territoriale dans les limites du territoire vécu des habitants.

Par contre, l'article L122-3 du code de l'urbanisme pose d'autres obligations légales. Tout d'abord **le SCOT doit tenir compte des autres périmètres préexistants** : Pays, Parcs Naturels Régionaux, autres SCOT déjà défini-

Ce point fait appel à des concepts de Géographie et d'Aménagement du Territoire. Il s'agit de s'appuyer sur les définitions admises dans le monde de la recherche pour bénéficier d'une vision commune de ces concepts et

**Autres facteurs à prendre en compte : les autres périmètres existants et le territoire-vécu des habitants.**

## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### DEFINITIONS PERMETTANT DE PRECISER LE CODE DE L'URBANISME :

**Aire d'influence** : zone polarisée par un centre pour un ensemble de relations (aire d'influence d'une ville) ou d'une catégorie de relations (aire d'influence culturelle ou commerciale, aire de chalandise). La notion d'influence est difficile à préciser. Elle se mesure à partir des fréquences (ou des probabilités) de déplacements des résidents de la périphérie vers le centre à l'occasion de leur recours aux services qu'il offre. Les aires d'influence ont des formes à peu près circulaires car la probabilité de fréquentation d'un centre décroît de façon exponentielle avec la distance au centre. Leurs limites sont floues car sur les marges, les populations se partagent entre plusieurs centres qui sont en concurrence. (1)

**Aire de chalandise** : zone habituelle ou théorique de provenance des clients d'un commerce, d'un centre commercial ou des commerces d'une ville. (1)

**Attractivité** : mesure d'une force d'attraction (en général d'après la somme des flux) exercée par les attributs d'un lieu (site, ressources, masse...) sur les acteurs d'un autre lieu. (1)

**Migrations pendulaires** (dites également migrations domicile/travail ou migrations quotidiennes) : déplacements quotidiens des actifs ayant un emploi entre leur lieu de domicile et leur lieu de travail.(2)

**Territoire vécu** : territoire identifié sur la base de déplacements quotidiens domicile/travail et de la zone d'attraction des services collectifs, des équipements et des commerces structurants ; ce territoire rendant compte du comportement des habitants. (2)

Le code de l'urbanisme fixe des orientations en matière de périmètre de SCOT en partie grâce à des concepts. Il laisse ainsi une marge de manœuvre pour l'application des textes sur le terrain. Les définitions généralement admises de ces termes (exposées ci dessus) restent elles-aussi un peu floues, notamment celle de l'aire d'influence.

Pourtant l'aspect transversal du SCOT conduit à prendre en compte une multitude de thématiques, auxquelles correspond une multitude de périmètres qui doivent se retrouver au sein de l'aire d'influence. L'État semble penser que l'aire urbaine correspond à l'aire d'influence. C'est son interprétation. Il est important que chaque territoire voulant s'engager dans l'élaboration d'un SCOT connaissent ses dynamiques pour savoir avec quelles autres communes ou EPCI et sur quelle thématiques il serait cohérent de travailler.

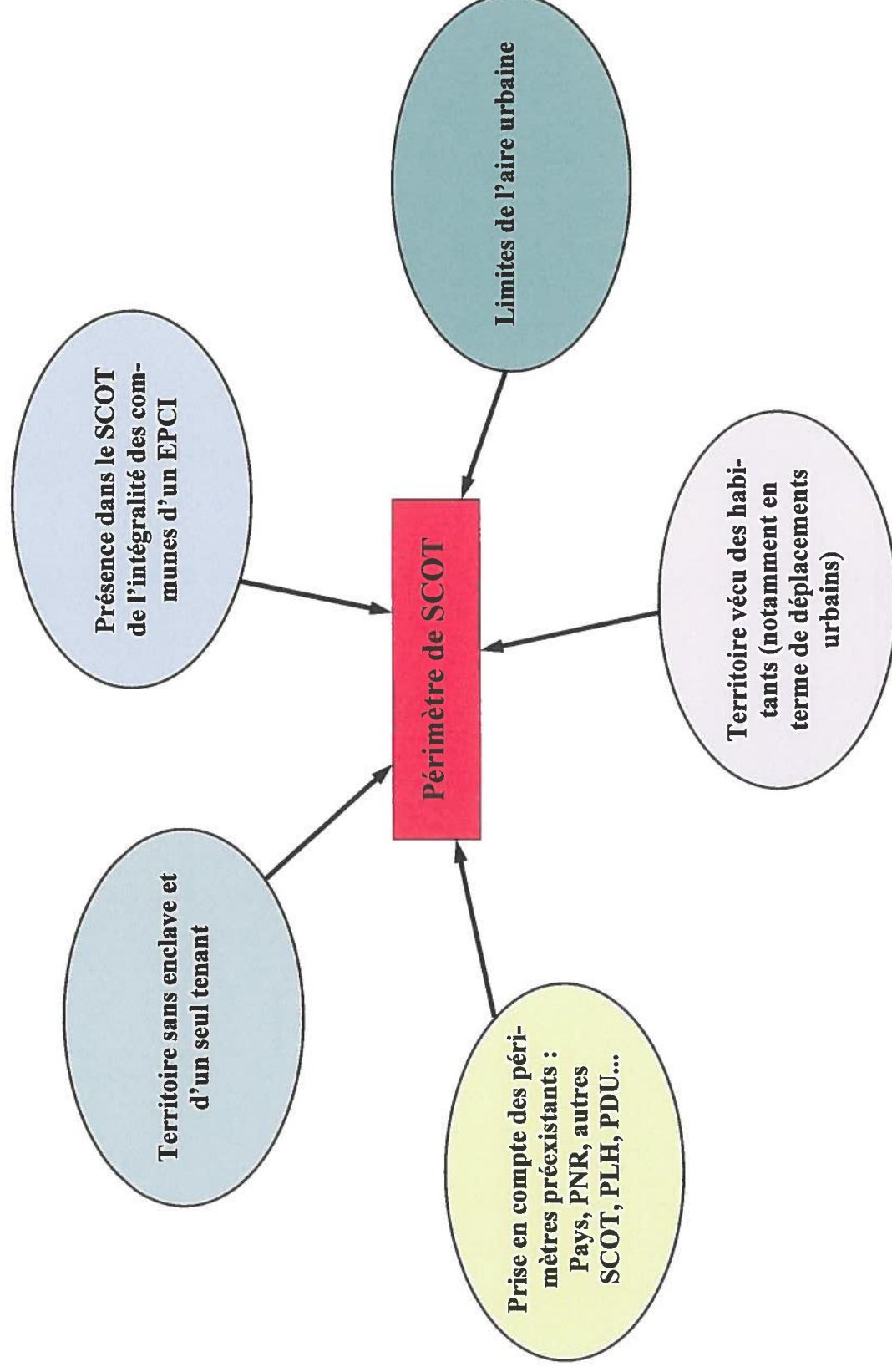
Sources des définitions :

- (1) site internet Hypergéô (encyclopédie électronique consacrée à l'épistémologie de la géographie)
- (2) INSEE



## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

CINQ ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE POUR ELABORER UN PERIMETRE DE SCOT :



## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### C. LES CHANGEMENTS APPORTÉS PAR LA LOI « URBANISME ET HABITAT » DU 2 JUILLET 2003 :

Après moins de trois ans d'application, la loi SRU est apparue trop rigide et trop contraignante. Bien que ses objectifs soient louables, certains élus n'adhéraient pas à la limitation des possibilités de construction qu'elle instaurait.

C'est pourquoi, la loi « Urbanisme et Habitat » (UH) du 2 juillet 2003 la modifie, notamment en ce qui concerne les Schémas de Cohérence Territoriale. La loi UH conforte deux des apports essentiels de la loi SRU : la démarche de projet et le

développement de la planification.

L'utilité du SCOT est réaffirmée, mais dans un nouveau cadre. La loi UH modifie la SRU sur trois aspects :

- la mise en place d'une subvention,
- la réaffirmation et la clarification des compétences des différents acteurs devant intervenir lors de l'élaboration du SCOT,
- la modification de la règle de constructibilité limitée.

**La subvention :  
un nouveau  
moyen d'inciter  
les collectivités  
à se lancer dans  
la démarche.**

#### 1. La subvention des SCOT :

La loi « Urbanisme et Habitat » réaffirme l'intérêt des SCOT par l'octroi d'une aide financière à l'élaboration des études de SCOT. C'est la circulaire du Ministère de l'Équipement du 30 janvier 2004 (relative au dispositif financier créé pour aider les établissements publics à financer les études nécessaires à l'élaboration ou à la révision d'un schéma de cohérence territoriale) qui précise les dispositions d'attribution de la subvention.

Cette subvention a vocation à « aider les établissements publics, et notamment ceux qui n'ont pas à leur disposition des moyens en ingénierie suffisants, tels qu'une agence d'urbanisme, à se lancer dans cet exercice de planification » que représente le SCOT.

Comment se fait le calcul de la subvention ? « Pour chaque SCOT, la subvention allouée ne peut dépasser un plafond de 1€ par habitant pour la tranche de population éligible inférieure à 100000 habitants et de 0,85 € par habitant pour la tranche de population éligible supérieure ou égale à 100000 habitants. Elle peut-être allouée en une ou plusieurs fois, dans la limite du plafond ci-dessus indiqué ».

Ce dispositif financier est déjà valable et le restera jusqu'au 31 décembre 2007.



## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

2. La clarification des compétences des différents acteurs :

### **La collectivité locale compétente en matière de SCOT (communes, communautés de communes) :**

- A l'initiative de l'élaboration.
- Détermine le projet de périmètre à la majorité qualifiée (majorité des deux tiers au moins des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou la majorité de la moitié au moins des communes intéressées regroupant les deux tiers de la population totale). Alinéa III de l'article L122-3.

### **Le Président de l'Établissement Public chargé de l'élaboration du SCOT :**

- Conduit la procédure d'élaboration.
- Soumet le projet de SCOT à enquête publique. Article R122-10.
- Signe une convention avec le Préfet l'engageant dans la limite de ces compétences à mettre en œuvre la mixité fonctionnelle. Article R510-5.
- Consulte les Présidents des EPCI et/ou les Maires des communes faisant partie de l'Établissement Public chargé de l'élaboration du SCOT à chaque fois que ces derniers le demandent pendant la durée de l'élaboration ou de la révision du schéma.

### **L'organe délibérant de l'Établissement Public chargé de l'élaboration du SCOT :**

- Approuve le SCOT après les éventuelles modifications apportées par l'enquête publique. La délibération publiée approuvant le schéma devient exécutoire deux mois après sa transmission au Préfet (dans le cas où le Préfet ne souhaite pas que des modifications soient apportées). Article L122-11.
- Décide de la révision du schéma. Article L122-13.

## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### Le Préfet :

- Vérifie la légalité du périmètre. Ce dernier respecte-t-il les règles minimales ? Tient-il compte des situations locales ? Permet-il la mise en cohérence des questions d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacements et d'environnement ? Alinéa IV de l'article L122-3.
- Approuve le périmètre par arrêté. Alinéa IV de l'article L122-3.
- Porte à connaissance du Maire ou du Président de l'EPCI les dispositions particulières applicables au territoire concerné (Directives Territoriales d'Aménagement, Servitudes d'Utilité Publique, Projets d'Intérêt Général, études techniques dont dispose l'État en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement...). Article R121-1.
- Peut subordonner l'approbation du schéma à la réalisation de modifications dans le cas où la version qu'il reçoit n'est pas compatible avec les renseignements du porter à connaissance ou des principes énoncés aux articles L110 et L121-1. Pour cela le Préfet doit envoyer une lettre motivée au Président de l'Établissement Public. Le SCOT devient exécutoire dès publication et transmission au Préfet de la délibération apportant les modifications demandées. Article L122-11.

### Les services déconcentrés de l'État :

- Sont associés à l'élaboration du schéma. Ils ont un rôle de conseil et font part lors des réunions des attentes et des objectifs qui résultent des politiques nationales et des réflexions stratégiques de l'État sur le territoire.
- Donnent un avis avant l'enquête publique. Cet avis devra être joint au dossier présenté pendant l'enquête.
- Peuvent être mis à disposition pour l'élaboration, la modification ou la révision du schéma, à la demande des collectivités. Cette mise à disposition dépendra de la situation des collectivités concernées et des moyens des services de l'État.

### La chambre d'agriculture :

- Donne un avis sur le projet de SCOT subordonnant son approbation. Article R122-8.

### Les départements et les régions dans lesquels s'inscrit le périmètre de SCOT :

- Peuvent être associés, à leur demande, à l'élaboration et à la gestion du SCOT. Il en est de même pour les Chambres de Commerce et d'Industrie.



## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### 3. Les changements de la règle de constructibilité limitée : un assouplissement de la loi SRU :

**C'est la loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » du 13 décembre 2000 qui a instauré la règle de constructibilité limitée** (mise en vigueur le 1er janvier 2002). En quoi consiste cette règle ? « En l'absence d'un schéma de cohérence territoriale applicable, les zones naturelles et les zones d'urbanisation future délimitées par les plans locaux d'urbanisme des communes ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation ». **Cette règle avait pour but de favoriser le renouvellement urbain et de freiner le phénomène d'extension urbaine effectif depuis quelques décennies.**

La constructibilité limitée était applicable dans un **périmètre de 15 km autour des agglomérations de plus de 15000 habitants, et dans les zones situées à moins de 15 km du rivage de la mer**. Des dérogations pouvaient néanmoins être accordées (pour des extensions limitées) par le Préfet, après avis de la commission départementale des sites et de la chambre d'agriculture chargées d'évaluer l'impact de l'urbanisation sur l'environnement et les activités agricoles. Les communes devaient motiver leur demande et prouver les besoins d'une extension urbaine.

Quelles sont les transformations apportées par la loi « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003 à l'article L122-2 du code de l'urbanisme qui encadre la règle de constructibilité limitée ?

« Dans les communes qui sont situées à moins de 15 km de la périphérie d'une agglomération de plus de 50000 habitants, ou à moins de 15 km du rivage de la mer, et qui ne sont pas couvertes par un SCOT applicable, le PLU ne peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1er juillet 2002 ou une zone naturelle ».

#### CHANGEMENTS PAR RAPPORT A LA LOI SRU :

• **Augmentation du seuil de population des agglomérations** (dont les périphéries sont concernées par la constructibilité limitée) de 15000 à 50000 habitants.

• Les zones à urbaniser (AU) délimitées avant le 1er juillet 2002 peuvent être ouvertes à l'urbanisation. Cependant celles définies après cette date sont toujours gelées à l'urbanisation.

**Un assouplissement de la règle de constructibilité limitée par la loi UH.**

**Les zones AU prévues avant le 1er juillet 2002 pourront être ouvertes à l'urbanisation.**

## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

Dans les communes mentionnées dans l'encadré de la page précédente, « il ne peut être délivré d'autorisation d'exploitation commerciale en application des 1° à 6° et du 8° du I de l'article L720-5 du code de commerce ou d'autorisation de création des salles de spectacles cinématographiques en application du I de l'article 36-1 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat ».

La règle de constructibilité limitée au sens de la loi SRU est maintenue pour « la création d'un **magasin de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à 300 m<sup>2</sup>**, résultant soit d'une construction nouvelle, soit de la transformation d'un immeuble existant ». Les communes comprises dans le périmètre des 15 km ne pourront également pas permettre « l'extension de la surface de vente d'un magasin de commerce de détail ayant déjà atteint le seuil des 300 m<sup>2</sup>, ou devant le dépasser par la réalisation du projet » ni « la création ou l'extension de toute installation de distribution au détail de carburants [...] annexée à un magasin de commerce de détail » mentionné plus haut. De même pour la réouverture au public, sur un même emplacement, d'un magasin de commerce de plus de 300 m<sup>2</sup> dont les locaux n'ont pas été exploités depuis plus de deux ans.

Les mêmes règles s'appliquent pour la « création d'un **ensemble de salles de spectacles cinématographiques comportant plus de 300 places** résultant soit d'une construction nouvelle, soit de la transformation d'un immeuble existant » et pour « l'extension d'un ensemble de salles de spectacles cinématographiques ayant déjà atteint le seuil de 300 places ou devant le dépasser par la réalisation du projet à l'exception des extensions représentant moins de 30% des places existantes et s'effectuant plus de cinq ans après la mise en exploitation ou la dernière extension ».

« La dérogation ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt que représente pour la commune la modification ou la révision du plan ».

Comme c'était déjà le cas avant la loi UH, les dérogations dépendent soit de l'accord du Préfet après avis de la commission des sites et de la chambre d'agriculture, soit de l'approbation d'un périmètre de SCOT incluant la commune.

Pendant la justification de la dérogation est inversée : ce ne sont plus les communes qui doivent motiver les raisons de la dérogation ; c'est le Préfet qui doit prouver les causes du refus. La dérogation peut donc être plus facile à avoir.

**Seules la création ou l'extension des commerces de plus de 300 m<sup>2</sup> et des cinémas de plus de 300 places seront limitées dans le périmètre de 15 km autour d'un territoire couvert par un SCOT.**

**Les motivations des dérogations sont inversées. C'est au Préfet de motiver les raisons de son refus.**



## II. LE CADRE LEGISLATIF DU SCOT

### CONCLUSION : QUELS SONT LES ENJEUX DE LA LEGISLATION EN MATIERE DE SCOT POUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE-CLANE ?

Pour résumer le cadre législatif du SCOT, le périmètre doit être d'un seul tenant et sans enclave et rassembler des EPCI dans leur intégralité. Il doit également tenir compte des périmètres préexistants et du territoire-vécu des habitants. Quant à la loi « Urbanisme et Habitat », elle assouplit considérablement les principes mis en place par la loi « Solidarité et Renouvellement Urbain ». Ainsi, en plus de la subvention qu'elle instaure, elle modifie considérablement la règle de constructibilité limitée. Dès lors, l'urbanisation sera limitée pour les surfaces commerciales et les cinémas au dessus de 300 m<sup>2</sup> et de 300 places et à l'intérieur des zones AU des PLU définies après le 1er juillet 2002. Les dérogations sont rendues plus faciles à obtenir par l'obligation faite au Préfet de motiver les raisons de son refus.

Ainsi la volonté de subordonner l'extension urbaine au renouvellement de la ville sur elle-même, instaurée par la loi SRU, est-elle considérablement entamée. Cette décision risque de coûter cher aux collectivités. En effet, de nombreuses études ont montré qu'à moyen terme, la construction, la réhabilitation

ou la rénovation de logements ou de locaux pour les entreprises à l'intérieur de la zone déjà urbanisée représentaient un moyen d'assurer la mixité fonctionnelle et de réaliser des économies. Sur le court terme une collectivité qui réalise un lotissement (par exemple) en périphérie dépense moins d'argent que si elle mène une opération de réhabilitation ou de (re)construction en zone urbanisée. Cependant, un tel aménagement entraînera un surplus de la longueur de la voirie et des réseaux à entretenir, ce qui fera augmenter à moyen terme le coût global de l'opération. Quant à la mixité fonctionnelle, elle permet aux individus de travailler à proximité de leur lieu de résidence. Elle réduit ainsi la distance des migrations pendulaires et le temps qui leur est consacré. Les problèmes de congestion sont réduits ainsi que les coûts d'entretien et d'augmentation de capacité des voiries.

Face à cela, Gilles de Robien, Ministre de l'Équipement, a décidé au travers de la loi UH de « faire confiance aux élus ». Les principes de la loi SRU, sont donc dépendants de la prise de conscience de ces derniers et de leur volonté d'action.

Dans ce contexte, il apparaît indispensable de doter la CCVG (territoire attractif et dynamique) d'un SCOT. La partie législative sur ce document d'urbanisme apporte un argument supplémentaire.

Comme cela a été dit dans la présentation de la CCVG, Saint-Junien constitue le noyau d'une des deux seules aires urbaines du département. L'État place l'aire urbaine comme un territoire de référence pour élaborer un schéma. A ce titre, le SCOT semble être un outil pertinent pour la CCVG et est en adéquation avec la volonté de l'État.

Mais sur quel périmètre doit se positionner le SCOT auquel appartiendra la Communauté ? Sur ce point le code de l'urbanisme met en avant le concept de territoire-vécu. Ainsi, le SCOT doit être un véritable projet territorial basé sur les comportements et les habitudes des habitants de la Communauté. C'est pourquoi la prochaine partie s'attache à analyser les différents types de relations que la Communauté entretient avec les territoires voisins.

## 3ÈME PARTIE :

### LE TERRITOIRE VÉCU DES HABITANTS :



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### INTRODUCTION :

Les élus de la Communauté de Communes Vienne-Glane ont eu des contacts informels avec ceux des EPCI voisins au sujet du SCOT. Plusieurs possibilités de périmètres ont été évoquées. La DRE Limousin souhaite voir la CCVG rejoindre l'agglomération de Limoges (un SCOT à l'échelle départementale a même été évoqué). Cependant, les élus de la Communauté de Communes craignent que la structure chargée de l'élaboration du schéma soit trop lourde à gérer et que la procédure soit trop longue. Ainsi, ils ont décidé de ne pas s'engager dans la démarche avec Limoges Métropole. C'est pourquoi ils se sont **par la suite orientés vers un périmètre Pays**. Enfin, la modification de la règle de constructibilité limitée par la loi « Urbanisme et Habitat » a arrêté les discussions entre les élus. Ces derniers n'ont pas forcément ressenti l'utilité de l'outil, s'ils n'étaient plus contraints par la zone des 15 kilomètres.

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, les lois « Solidarité et Renouvellement Urbains » et « Urbanisme et Habitat » ont mis l'accent sur l'importance du territoire-vécu des habitants dans la définition d'un périmètre de Schéma de Cohérence Terri-

toriale. C'est pourquoi cette partie va s'attacher à **définir le territoire le plus fréquenté par les acteurs** (que ce soient des particuliers ou des entreprises) de la Communauté de Communes Vienne-Glane. Ce sera donc l'occasion pour les élus et les techniciens de la Communauté d'avoir des données quantifiées sur les relations qu'entretiennent le territoire de la

Saint-Martin-de-Jussac, un bourg typé :



CCVG avec ses voisins.

Face aux habitudes des habitants et des entreprises de la CCVG, il existe **divers types de structures, qui ont des périmètres différents**. La Communauté de Communes Vienne-Glane appartient au Pays Ouest Limousin (POL). D'autres Communautés impliquées dans ce Pays appartiennent au Parc Naturel Ré-

gional Périgord-Limousin, à des Pays d'Accueil Touristique, au Syndicat d'Aménagement de la Vallée de la Vienne, au programme européen Leader+ Châtaigneraie. Les périmètres dans le Sud-Ouest de la Haute-Vienne sont nombreux, se chevauchent en partie et intègrent d'autres communes qui n'appartiennent pas au Pays Ouest Limousin. **Dans toute cette superposition de structures, il paraît difficile de tenir compte de tous les périmètres existants**. Ainsi seules les structures se recoupant avec le territoire-vécu des habitants seront à prendre en compte.

C'est pourquoi nous étudierons uniquement les relations de la Communauté de Communes Vienne-Glane avec les EPCI du POL et Limoges Métropole, c'est à dire les EPCI avec lesquelles la CCVG a déjà eu des contacts au sujet du SCOT.

Par ailleurs, **on peut s'interroger sur la pertinence et la cohérence du POL en matière de SCOT**. Faut-il prendre en compte le Pays dans son intégralité dans le périmètre du Schéma ? De nombreuses études à l'initiative du Pays ont montré la partition de ce territoire en trois sous-ensembles distincts (voir page suivante).

**Des contacts informels entre les élus au sujet du SCOT.**

**Une superposition de structures.**

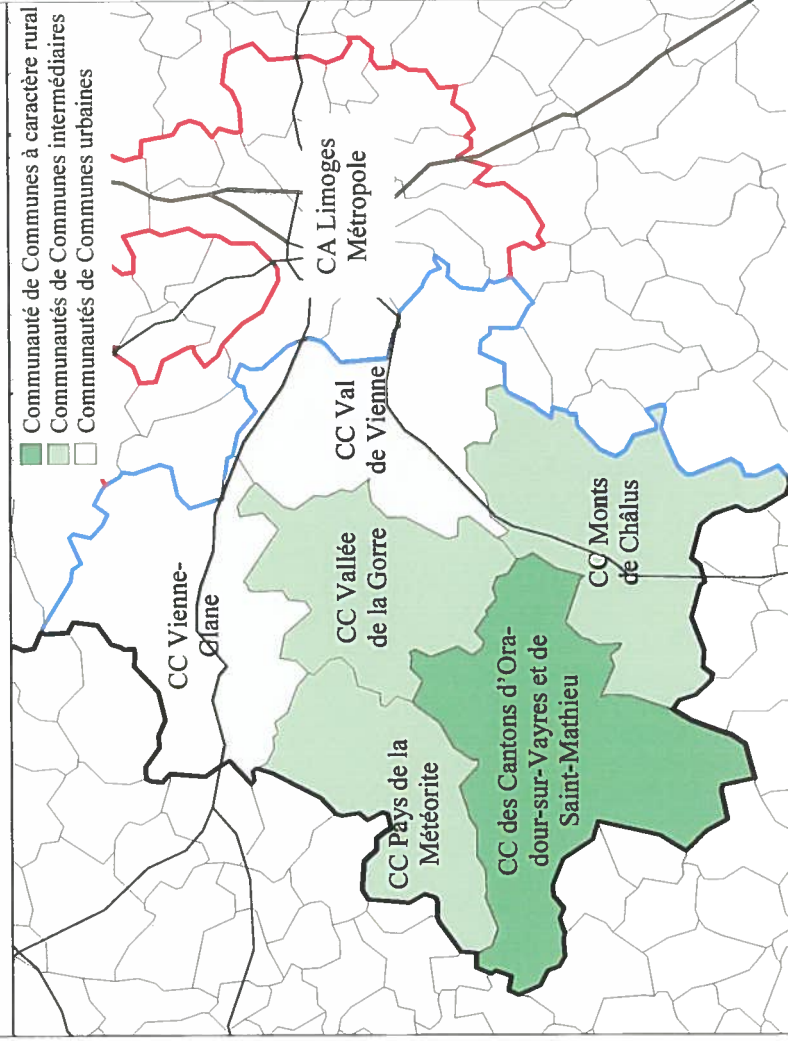
**Étude restreinte aux EPCI du Pol et de Limoges Métropole**

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Le territoire du POL se partage en trois sous-ensembles. Chaque sous-ensemble constitue une aurole autour de Limoges Métropole. Plus l'on s'éloigne de l'agglomération, plus les Communautés de Communes sont rurales.

Vienne-Glane et Val de Vienne constituent la première zone concentrique. Ces territoires connaissent un accroissement de population, d'autant plus facilité qu'ils sont directement reliés à Limoges par des routes nationales (la RN141 et la RN21). Leur solde migratoire est positif et près des deux tiers des arrivants du POL entre 90 et 99 se sont installés dans les communes de ces EPCI. Les densités de population sont relativement fortes et l'indice de jeunesse est élevé (à l'échelle du Pays). Bien que ces deux Communautés soient urbaines, elles ont des caractéristiques différentes. Val de Vienne tire parti de sa proximité avec Limoges, que ce soit en termes démographiques et économiques. Vienne-Glane a un fonctionnement plus indépendant de la capitale régionale. Saint-Junien possède en effet un bassin d'emplois suffisamment conséquent pour créer une dynamique interne.

Le POL : un territoire fragmenté en trois sous-ensembles :



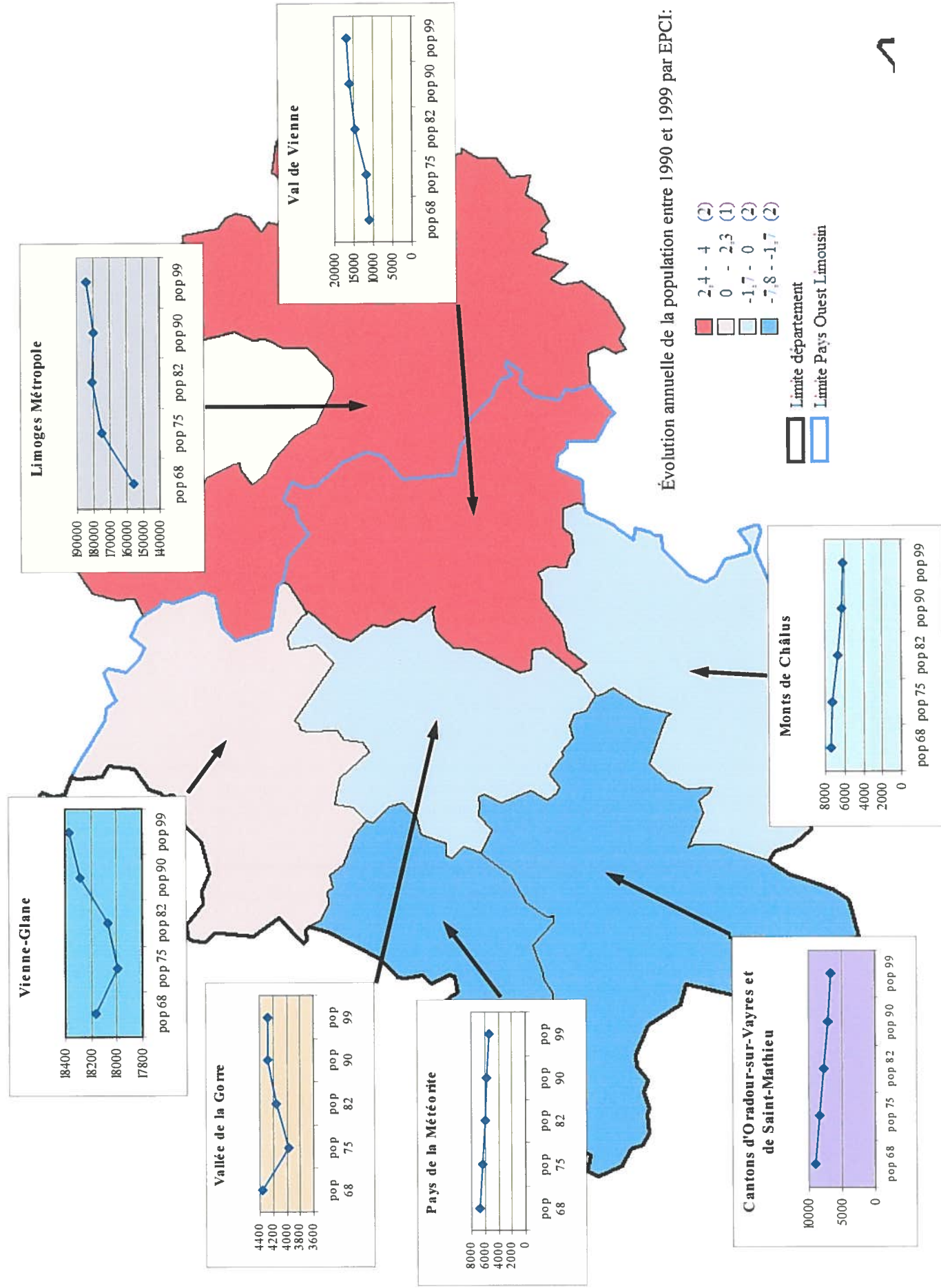
Les Communautés de Communes du Pays de la Météorite, de la Vallée de la Gorre et des Monts de Châlus sont qualifiées de Communautés intermédiaires. Leurs caractéristiques ne sont pas à proprement parler rurales, mais beaucoup d'indicateurs montrent des signes de dévitalisation du territoire. La population est en baisse et vieillissante ; il y a peu de migrations résidentielles ; et les densités de population faiblissent. À l'exception de la CC des Monts de Châlus traversée par la RN21, les autres Communautés sont à l'écart des grands axes.

Située au Sud-Ouest du département, éloignée des axes majeurs, la CC des cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu souffre de son enclavement. Bien que les migrations soient toujours positives, les nouveaux arrivants sont surtout des retraités insuffisamment nombreux pour contrebalancer un solde naturel largement déficitaire (l'accueil de retraités aurait même tendance à accroître à terme le déficit naturel). La population est donc très vieillissante

Le POL :  
3 sous-ensembles aux dynamiques disparates.

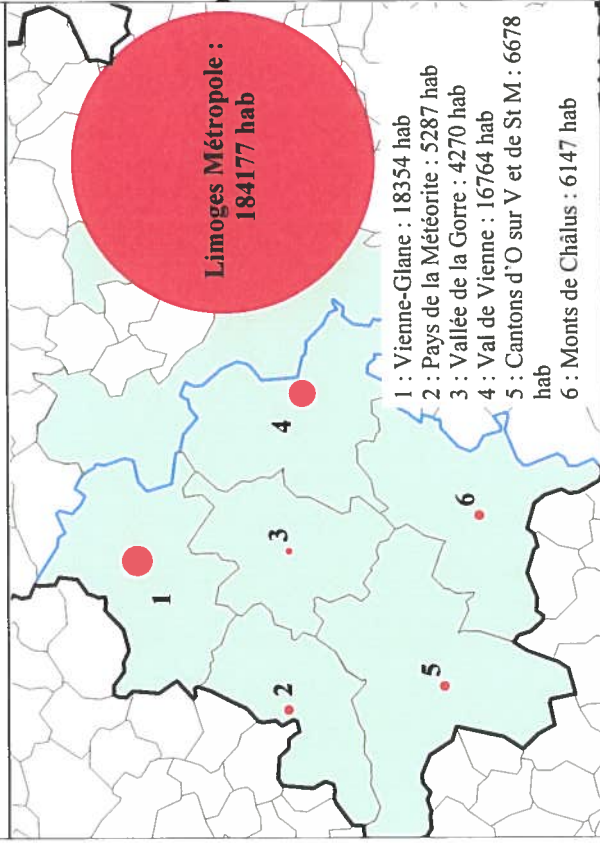


# Des dynamiques démographiques très contrastées :



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

**Limoges Métropole : un poids démographique écrasant :**

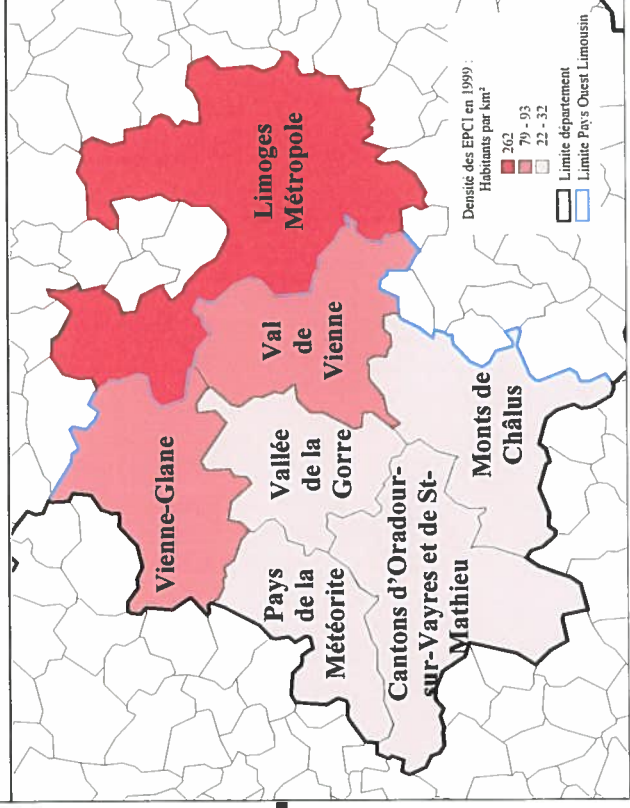


L'ensemble du territoire étudié regroupait en 1999 exactement 241 677 habitants. **La population de Limoges Métropole en représente plus des trois quarts !** Le POL, quant à lui, comptabilise 57 500 habitants. Néanmoins, **les deux CC urbaines (Vienne-Glane et Val de Vienne) concentrent plus de 60% de la population du Pays** avec 351 18 unités !

Sur l'ensemble du territoire cartographié ci-contre, Limoges Métropole a un poids démographique écrasant. Mais à l'intérieur du Pays Ouest Limousin, Vienne-Glane et Val de Vienne sont tout aussi prépondérantes.

**Val de Vienne et Vienne-Glane regroupent près des deux tiers de la population du POL et constituent ainsi les EPCI les plus denses du Pays.**

**Des densités de population de plus en plus faibles en allant vers le Sud-Ouest :**



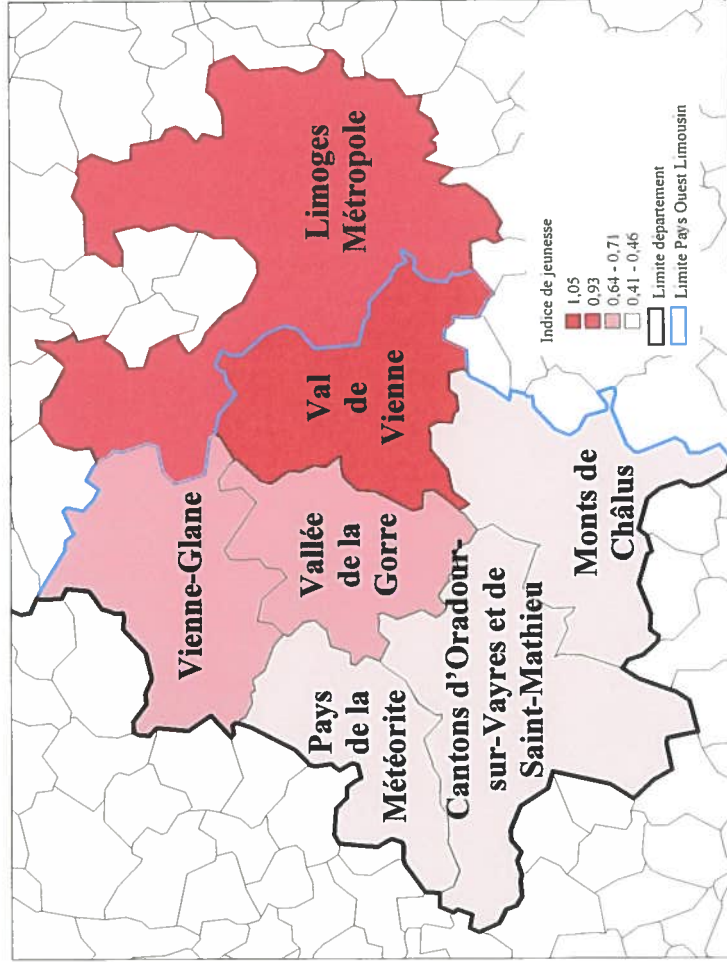
**Logiquement, les densités suivent le même schéma que la répartition de la population.**

Ainsi la Communauté d'Agglomération est-elle le territoire le plus dense de l'ensemble de l'espace cartographié alors que Vienne-Glane et Val de Vienne le sont à l'intérieur du Pays.

À noter que les autres Communautés de Communes sont en-dessous de la moyenne départementale (64 habitants par kilomètre carré).



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

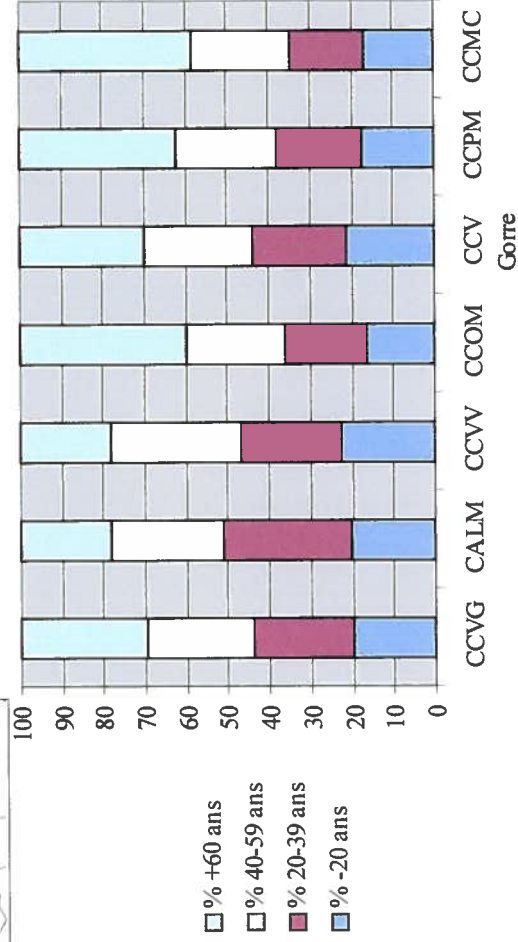


Source : INSEE. Réalisation : AR.

Les données cartographiées ci-dessus sont à rapprocher des chiffres à l'échelle départementale. L'indice de jeunesse de la Haute-Vienne est de 0,74. Ainsi, seules Limoges Métropole et le Val de Vienne sont au dessus de la moyenne départementale. Si Vienne-Glane et la Vallée de la Gorre s'en rapprochent, le Pays de la Météorite, les Cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu et les Monts de Châlus en sont assez éloignés.

**La Communauté de Communes du Val de Vienne a la structure par âge la plus jeune du territoire étudié :**

**La CCOM a une part de plus de 60 ans deux fois supérieure à celle de la CCVV.**





### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### A. LES MIGRATIONS PENDULAIRES, UN TYPE DE DEPLACEMENTS URBAINS PREPONDERANT :

Les migrations pendulaires (définies à la page 28 de la partie II) sont un type de déplacements urbains. Elles permettent de connaître les communes où travaillent les actifs habitant la CCVG et celles d’où viennent ceux qui y occupent un emploi. D’après une étude réalisée par l’INSEE (Déplacements domicile-travail : toujours plus nombreux et toujours plus loin, INSEE la Revue n°29, juin 2001), le nombre d’actifs travaillant en dehors de sa commune de résidence est en augmentation. Alors qu’en 90 un tiers des actifs migraient, ils sont aujourd’hui plus de la moitié. De plus la distance augmente elle aussi. En moyenne les Limousins parcourent 8,9 km (contre 7,2 en 90) et les Hauts-Viennois 9,1 pour se rendre à leur lieu de travail.

Tous les jours, **3664 actifs du territoire Vienne-Glane sortent de leur commune de résidence pour travailler** (ce chiffre tient compte des flux internes à la CCVG). Les navettes domicile / travail sont en faveur de la Communauté, puisque cette dernière a un **solde** (différence entre les entrées et les sorties) **positif de 289 actifs**. Cependant toutes les communes ne sont pas sur un pied d’égalité dans ce domaine. En effet, **le solde positif de la Communauté est entièrement dû à Saillat et à Saint-Junien** qui sont les deux seules à comptabiliser plus d’entrées que de sorties. Cette situation renforce la place de **pôle économique** de ces communes et prouve leur **attractivité**.

Mais quelles sont les destinations les plus fréquentes pour les actifs de la Communauté ? D’où viennent ceux qui occupent un emploi sur le territoire ? **Les migrations entre les communes de la CCVG sont importantes**. En effet, près de 40% des sortants travaillent dans une commune de la Communauté et un peu plus de 30% des entrants résident dans une commune de ce territoire. Ce pourcentage est variable selon les communes de la CCVG. On peut distinguer **quatre types de communes** :

- Celles dont la majorité des sortants et des entrants va ou vient d’une commune de la CCVG : Saint-Brice et Saint-Martin (type 1).
- Celles dont la majorité des sortants et des entrants va ou vient d’une commune qui ne fait pas partie de la CCVG et qui ont un solde positif avec ces communes : Saillat et Saint-Junien. Il n’est pas étonnant de retrouver ces deux communes dans cette catégorie. Cela montre que Saillat et Saint-Junien sont attractives pour les actifs au-delà des limites de la CCVG. Ce point sera développé plus loin lors de l’analyse des flux avec les EPCI voisins (type 2).
- Celles dont la majorité des migrants (entrants ou sortants) n’habite pas ou ne travaille pas dans une commune de la CCVG et qui ont un solde négatif avec les communes extérieures à Vienne-Glane : Javerdat, Saint-Victorien et Oradour (type 3).
- La commune de Chaillac dont les sortants se dirigent majoritairement vers une commune de la CCVG et dont les entrants viennent en majorité de l’extérieur (solde négatif avec l’extérieur) (type 4). Voir carte page suivante.

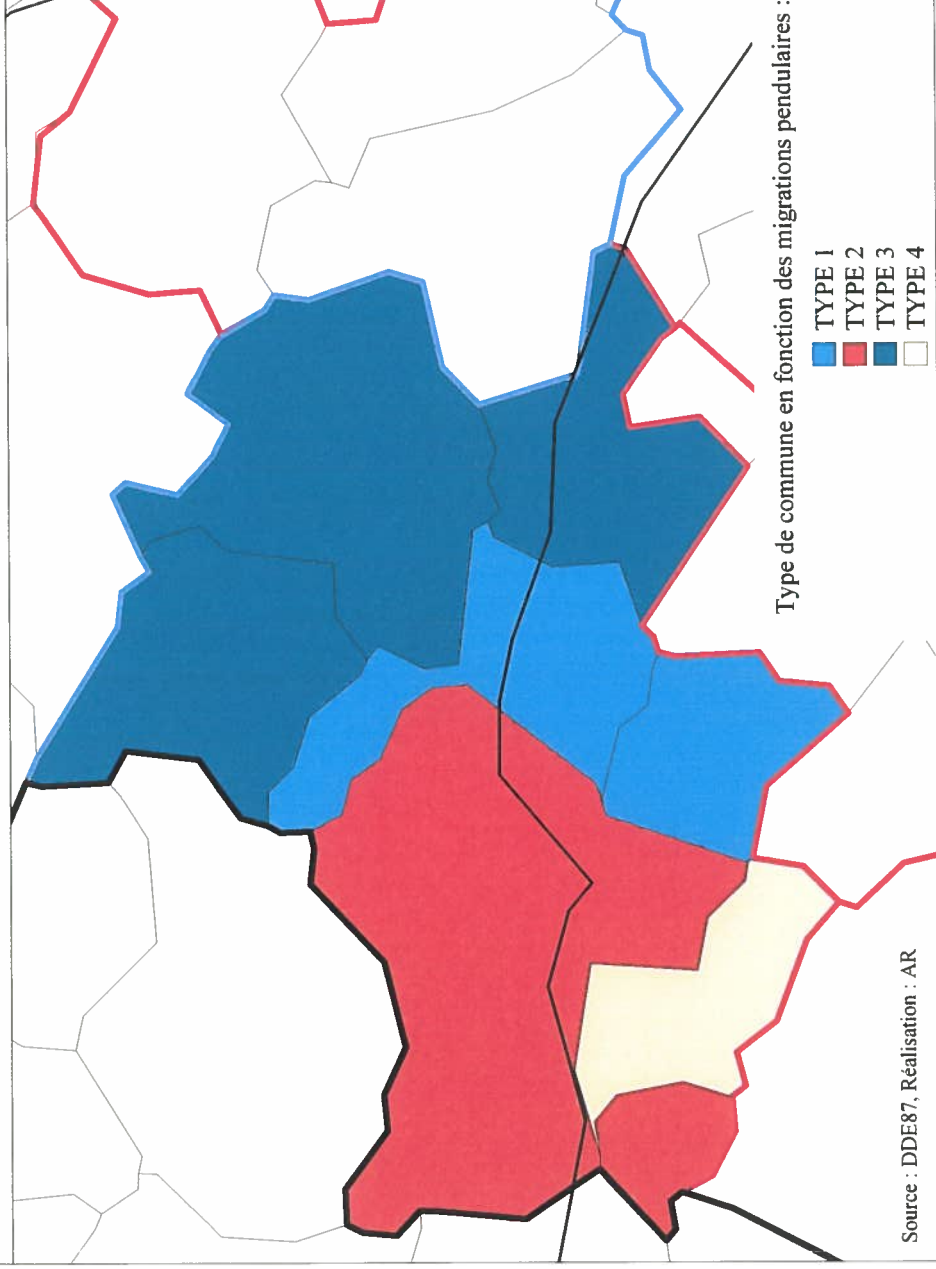
Les migrations pendulaires dans les communes de la CCVG (hors flux internes) :			
Communes	Entrées	Sorties	Solde
Chaillac	17	123	-106
Javerdat	22	84	-62
Oradour-sur-Glane	213	386	-173
Saillat-sur-Vienne	568	97	471
Saint-Brice-sur-Vienne	29	167	-138
Saint-Junien	1644	1015	629
Saint-Martin-de-Jussac	4	54	-50
Saint-Victorien	88	370	-282
TOTAL CCVG	2585	2296	289

Source : INSEE /

La CCVG a un solde des migrations pendulaires positif.

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Toutes les communes de la CCVG ne se comportent pas de la même façon en terme de migrations pendulaires :



Sur les 3664 actifs de la CCVG qui travaillent dans une autre commune que celle de leur lieu de résidence, 1375 occupent un emploi sur une autre commune de la CCVG. Ainsi, plus d'un tiers des actifs reste sur le territoire de la Communauté pour travailler.

Les communes de Type 1 : Saint-Brice et Saint-Martin, ont des migrations qui se font majoritairement à l'intérieur de la CCVG. Cependant le solde de ces migrations est négatif.

Les communes de type 2 (Saint-Junien et Saillat) sont les deux seules à avoir des soldes positifs avec les communes de la CCVG (à savoir que les migrations entre Saint-Junien et Saillat se font en faveur de Saillat), avec Limoges Métropole et avec la commune de Limoges seule.

Les communes de type 3 (Javerdat, Oradour et Saint-Victorien) ont surtout des relations avec les communes extérieures à la CCVG, notamment avec la Communauté d'Agglomération (solde migratoire négatif avec la CALM).

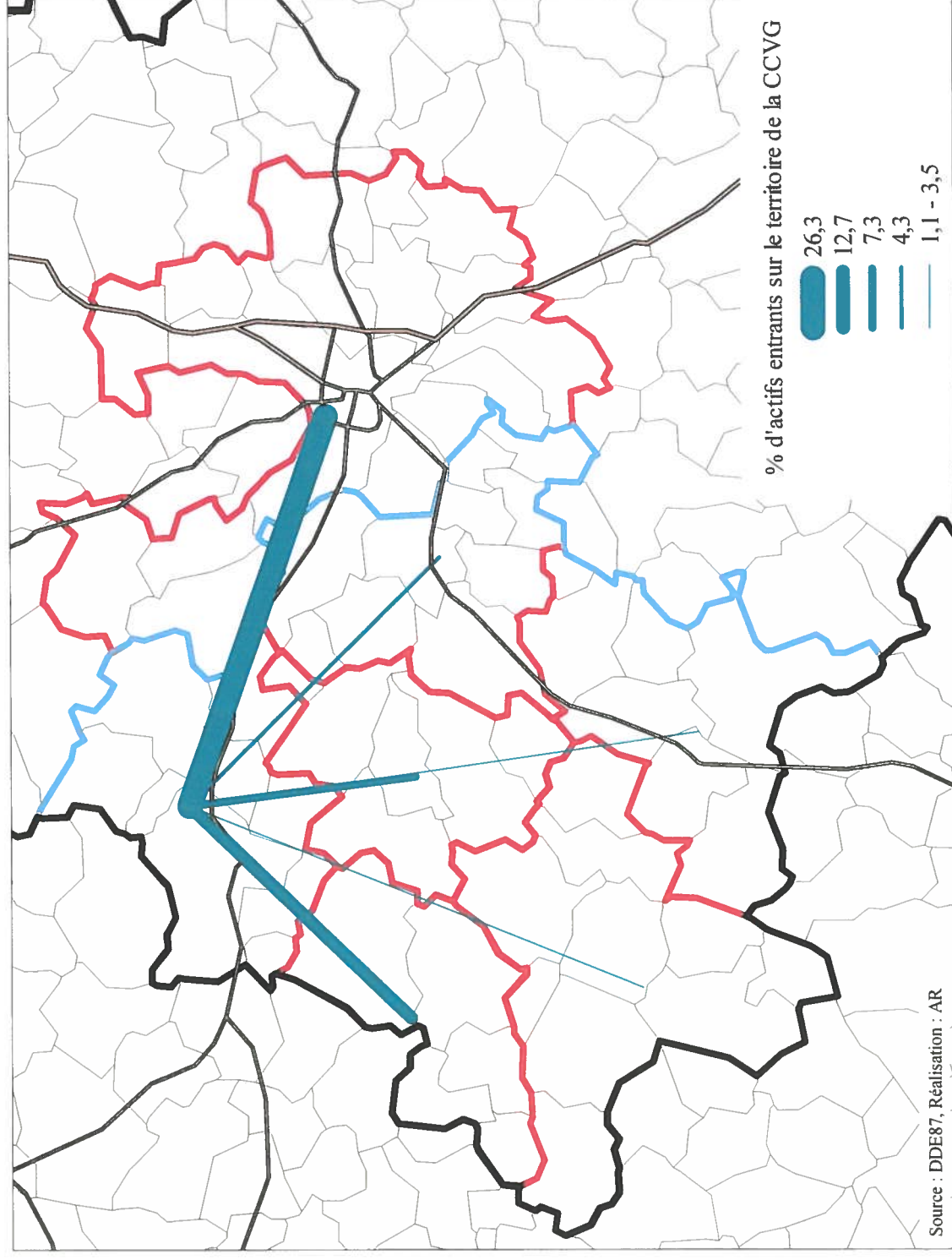
Chailac, la commune de type 4, a un solde migratoire très largement déficitaire que ce soit avec les communes de la CCVG ou avec les communes extérieures au territoire.

**Les deux tiers des actifs de la CCVG sortent du territoire de la Communauté pour travailler.**



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

La plus grande part des entrants vient de Limoges Métropole :

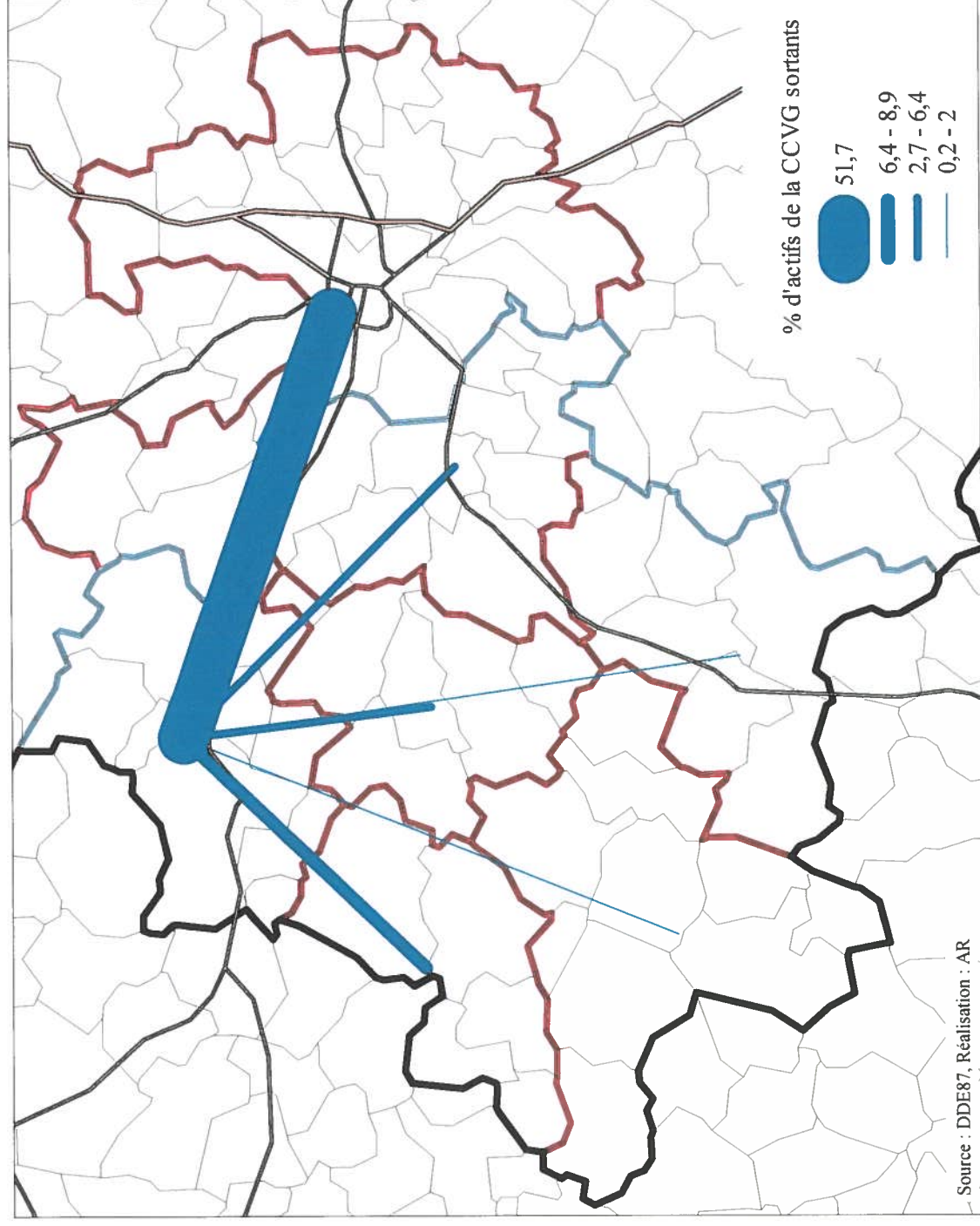


Dans plus d'un tiers des cas, les entrants habitent à Limoges Métropole ou au Pays de la Météorite.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

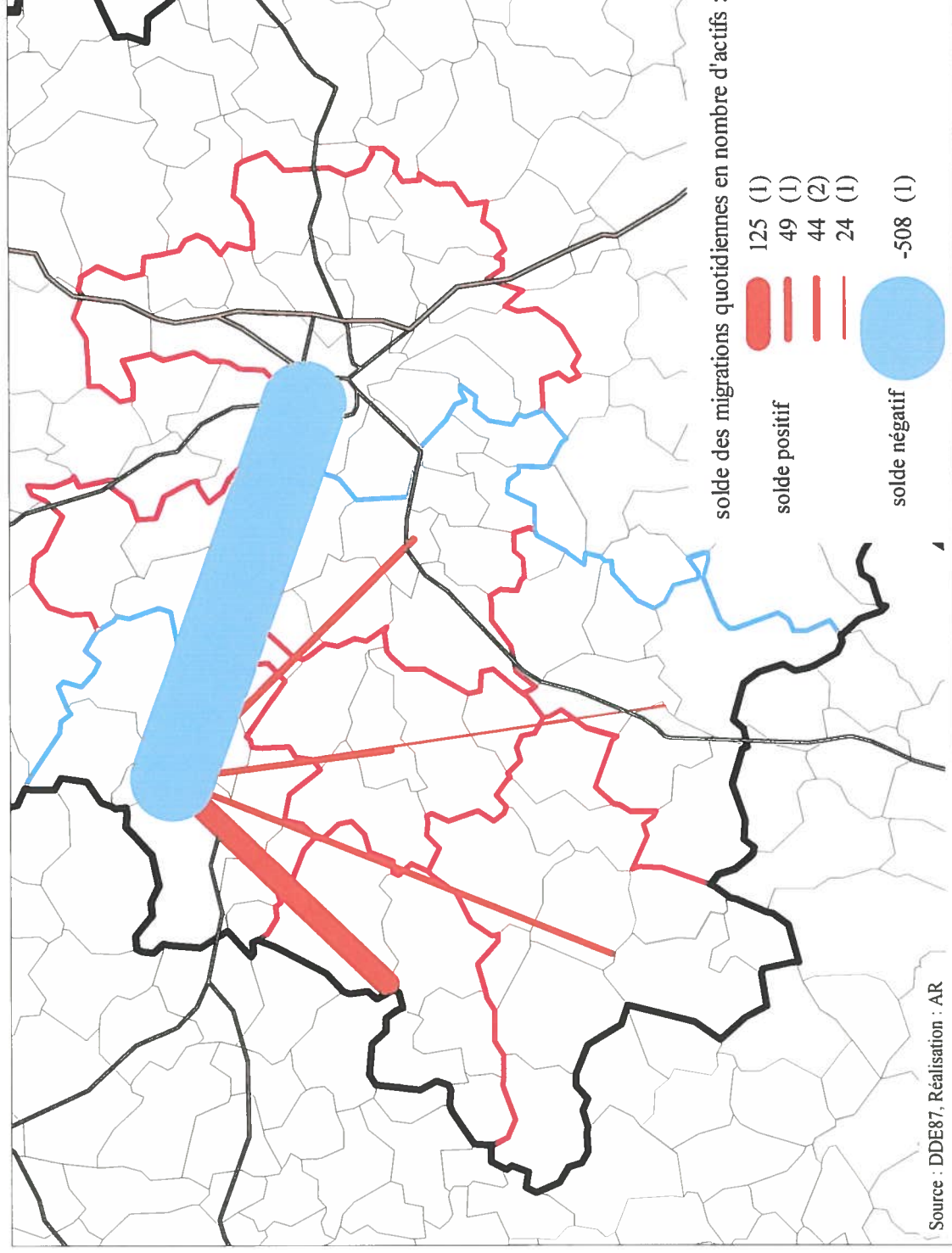
La moitié des actifs sortants de la CCVG va travailler à Limoges Métropole :



Les navettes domicile-travail sont très nombreuses entre la CCVG et Limoges Métropole...

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

La CCVG a un solde positif avec tous les EPCI à l'exception de Limoges Métropole en terme de migrations pendulaires :



... mais se font  
au détriment de  
la CCVG.

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### Migrations pendulaires internes à la Communauté de Communes Vienne-Glane :

	Vers Chail-lac	Vers Javer-dat	Vers Ora-dour	Vers Saillat	Vers Saint-Brice	Vers Saint-Junien	Vers Saint-Martin	Vers Saint-Victorien	Total des sortants
Chail-lac	/	0	1	64	4	213	3	9	294
Javerdat	0	/	8	5	2	52	0	1	68
Oradour	0	11	/	5	6	104	0	4	130
Saillat	1	0	2	/	0	76	0	4	84
Saint-Brice	1	0	5	23	/	247	0	17	293
Saint-Junien	4	5	41	213	28	/	5	21	317
Saint-Martin	2	0	3	15	5	68	/	4	97
Saint-Victorien	1	0	5	9	4	74	0	/	93
Total des entrants	9	16	65	334	49	834	8	60	1375

Source : DDE87.

Saillat et Saint-Junien sont les deux seules communes à avoir un solde positif des migrations internes à la CCVG.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### Entrées d'actifs venant des Territoires voisins :

	CALM (Limoges compris)	Limoges	CCOM	CCMC	CCVV	CCV Gorre	CCPM	CCPB	PCL	TOTAL
Chaillac	4	3	2	2	1	1	5	0	1	16
Javerdat	6	3	0	2	1	0	0	9	3	21
Oradour	107	75	2	3	11	3	7	27	16	176
Saillat	62	47	15	1	15	16	106	1	256	472
Saint-Brice	15	13	0	0	2	1	0	2	5	25
Saint-Junien	445	320	67	22	77	155	208	66	435	1475
Saint-Martin	4	2	0	0	0	11	0	0	0	15
Saint-Victorien	35	24	3	0	4	3	3	2	12	62
<b>TOTAL</b>	<b>678</b>	<b>487</b>	<b>89</b>	<b>30</b>	<b>111</b>	<b>190</b>	<b>329</b>	<b>107</b>	<b>728</b>	<b>2262</b>

Source : DDE87.

CALM : Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole

CCOM : Communauté de Communes des cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu

CCMC : Communauté de Communes des Monts de Châlus

CCVV : Communauté de Communes du Val de Vienne

CCV Gorre : Communauté de Communes de la Vallée de la Gorre

CCPM : Communauté de Communes du Pays de la Météorite

CCPB : Communauté de Communes du Pays de Bellac

PCL : Pays de la Charente Limousine

Près d'un tiers des entrants venant des territoires voisins est issu du PCL (surtout des communes de l'Est du Pays).

Le 2ème territoire pourvoyeur d'actifs est Limoges Métropole.

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### Sorties d'actifs de la Communauté vers les Territoires voisins :

	CALM (Limoges compris)	Limoges	CCOM	CCMC	CCVV	CCV Gorre	CCPM	CCPB	PCL	TOTAL
Chaillac	33	30	2	0	5	19	27	1	11	98
Javerdat	48	41	0	0	4	1	1	10	5	69
Oradour	284	253	1	0	12	6	8	21	10	342
Saillat	18	16	2	0	0	3	28	0	32	83
Saint-Brice	101	89	4	1	3	12	8	7	10	146
Saint-Junien	397	363	31	4	16	89	124	27	203	891
Saint-Martin	25	22	2	0	4	10	3	1	5	50
Saint-Victurnien	280	252	3	1	18	6	5	7	5	325
TOTAL	1186	1066	45	6	62	146	204	74	271	1994

Source : DDE87.

CALM : Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole

CCOM : Communauté de Communes des cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu

CCMC : Communauté de Communes des Monts de Châlus

CCVV : Communauté de Communes du Val de Vienne

CCV Gorre : Communauté de Communes de la Vallée de la Gorre

CCPM : Communauté de Communes du Pays de la Météorite

CCPB : Communauté de Communes du Pays de Bellac

PCL : Pays de la Charente Limousine

En ce qui concerne les sorties, la CALM (et sur-tout Limoges) est beaucoup plus attractif pour les actifs de la CCVG (60%), que le PCL (14%).

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### Soldes des migrations pendulaires des communes de Vienne-Glane :

	CALM (Limoges compris)	Limoges	CCOM	CCMC	CCVV	CCV Gorre	CCPM	CCPB	PCL	TOTAL
Chaillac	-29	-27	0	2	-4	-18	-22	-1	-10	-82
Javerdat	-42	-38	0	2	-3	-1	-1	-1	-2	-48
Oradour	-177	-178	1	3	-1	-3	-1	8	6	-164
Saillat	44	31	13	1	15	13	78	1	224	389
Saint-Brice	-86	-76	-4	-1	-1	-11	-8	-5	-5	-121
Saint-Junien	48	-43	36	18	61	66	84	39	232	584
Saint-Martin	-21	-20	-2	0	-4	1	-3	-1	-5	-35
Saint-Victorien	-245	-228	0	-1	-14	-3	-2	-5	7	-263
TOTAL	-508	-579	44	24	49	44	125	35	447	260

Source : DDE87.

CALM : Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole  
 CCOM : Communauté de Communes des cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu  
 CCMC : Communauté de Communes des Monts de Châlus  
 CCVV : Communauté de Communes du Val de Vienne  
 CCV Gorre : Communauté de Communes de la Vallée de la Gorre  
 CCPM : Communauté de Communes du Pays de la Météorite  
 CCPB : Communauté de Communes du Pays de Bellac  
 PCL : Pays de la Charente Limousine

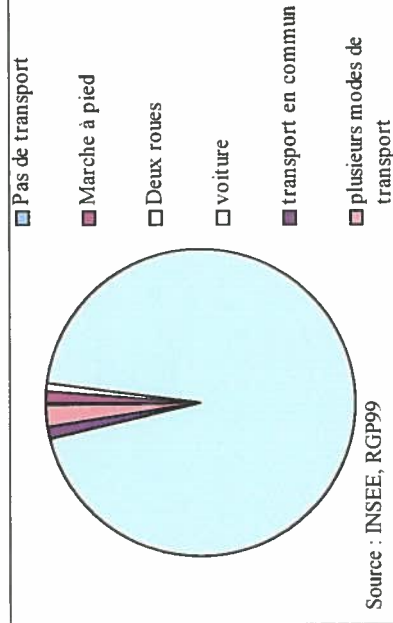
Saillat et Saint-Junien sont les deux seules communes de la CCVVG à avoir un solde des migrations pendulaires positif, mais également à avoir un solde positif avec la CALM.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

**Par quels moyens de transport s'effectuent les migrations ?** Les actifs migrants de la CCVG (en tenant compte des migrations internes à la Communauté) effectuent leurs déplacements domicile / travail à près de **95% en voiture particulière**.

La voiture : un mode de transport prépondérant :



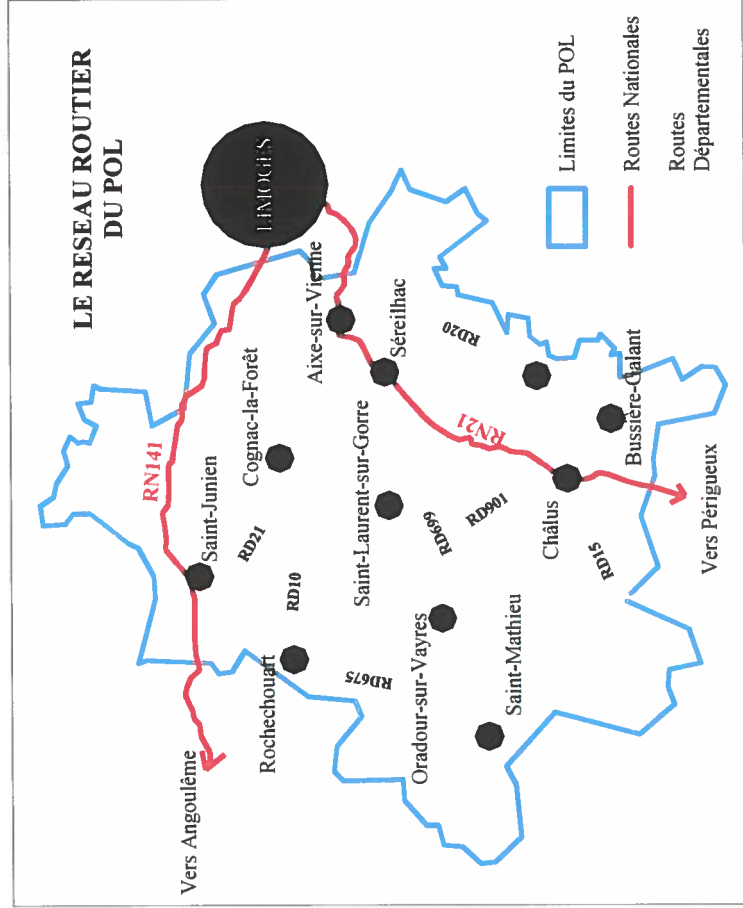
mieux que ce soit en terme de prix du foncier ou de cadre de vie. Il ne s'agit ici que de suppositions. Mesurer les effets induits par les aménagements de la RN141 est difficile ; aucune étude n'a été menée sur le sujet.

On trouve également un **réseau secondaire** (routes départementales) qui **maille l'intérieur du Pays Ouest Limousin**. Ce réseau est essentiel pour la partie Sud-Ouest du territoire étudié qui **n'est pas traversée par les routes nationales**. Ces dernières n'irriguent que les parties Nord et Est / Sud-Est du Pays. Cette situation peut être une **raison de leur isolement et de leur dévitalisation** en cours évoquées dans les pages introductives de la partie III. Cela peut également expliquer la faiblesse des migrations domicile-travail avec la Communauté de Communes Vienne-Glane (à l'exception du Pays de la Météorite bien relié à Saint-Junien par la RD675), alors que la très grande majorité de ces déplacements s'effectuent en voiture particulière.

Le réseau routier du territoire étudié est structuré par deux axes majeurs : la **RN141 (future RCEA)** qui relie Limoges à Angoulême en passant par la CCVG et la **RN21** qui permet aux véhicules de rallier Limoges à Périgueux (et vice-versa) en passant par Aixe-sur-Vienne. La mise progressive de la RN141 en **2x2 voies** améliore la liaison avec la capitale régionale et Angoulême et **diminue la distance temps** des territoires traversés vers les deux villes. **Les aménagements réalisés sur la future RCEA vont donc « rapprocher » Saint-Junien de Limoges**. Le territoire de la CCVG est potentiellement un territoire « réserve » et attractif pour les Limougeaux. La Communauté est donc susceptible de bénéficier du desserrement de l'Agglomération et d'attirer de nouveaux habitants et de nouvelles entreprises pour lesquels le territoire Vienne-Glane

Les migrations pendulaires sont effectuées à 95% en voiture.

Le Sud-Ouest du POL est à l'écart des grands axes de communication.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Les voies de communication évoquées à la page précédente ne sont pas surchargées. Il y a peu de points de blocage. On en recense deux sur le territoire étudié : un sur la RN141 à l'entrée de Limoges (plus de 20000 véhicules par jour en cumulant les deux sens de circulation) et un autre au niveau de la traversée d'Aixe-sur-Vienne sur la RN21 (plus de 12000 véhicules par jour en totalisant les deux sens). Il faut souvent plus de 25 minutes pour traverser Aixe-sur-Vienne. Ainsi, bien que Châlus soit relié à Limoges par la RN21, le temps d'accès à la capitale régionale à partir de cette commune est allongé du fait des embouteillages du centre-ville d'Aixe-sur-Vienne. Une déviation est actuellement à l'étude et devrait également permettre de relier la RN21 à la RN141.

La circulation aisée des usagers du réseau routier est un des facteurs explicatifs de la faible utilisation des transports en commun pour les migrations domicile-travail.

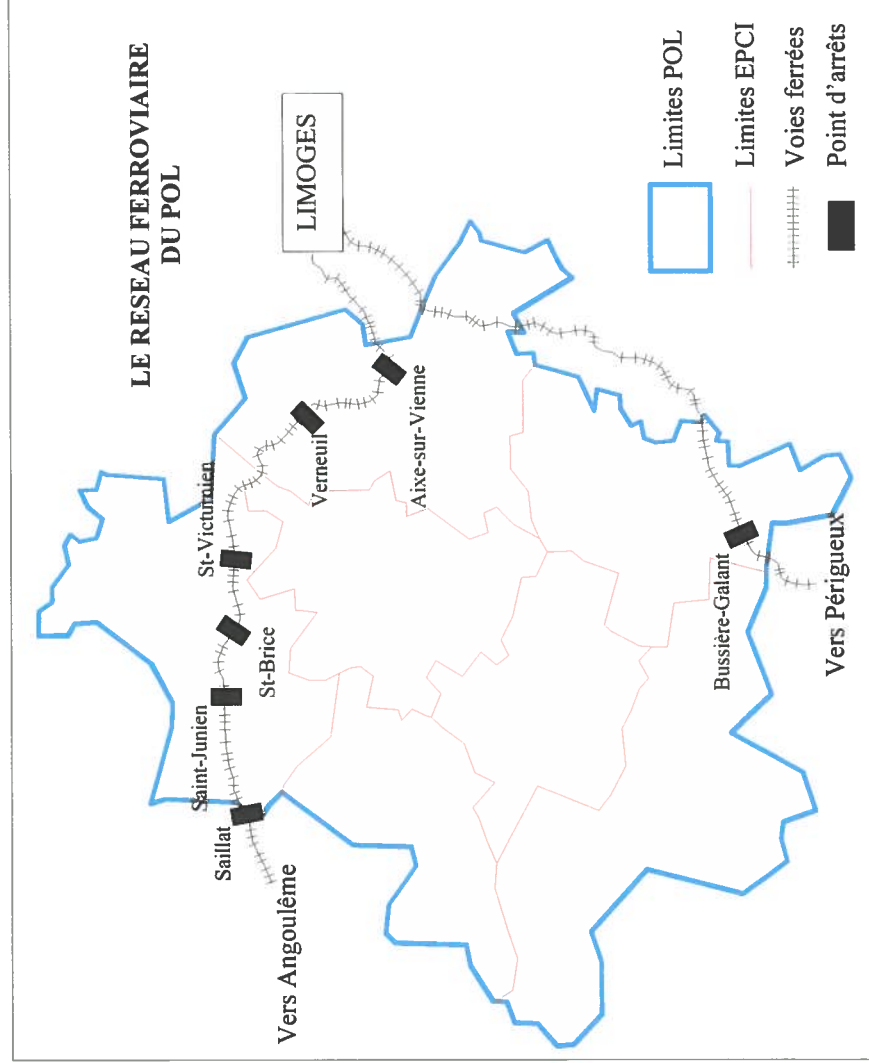
Le POL est traversé par deux voies ferrées, qui suivent à peu près le même tracé que les routes nationales. D'après l'étude

réalisée par le CREHAM (Définition d'un schéma de services, mars 2004), ces lignes sont surtout utilisées par des lycéens et des étudiants et très peu par les migrants alternants. Le CREHAM juge le fer peu concurrentiel par rapport à la route. Si les temps de parcours sont à peu près les mêmes pour se rendre en train ou en voiture de Saint-Junien à Limoges, ils s'allongent considérablement en ajoutant le trajet entre la gare et le lieu de travail (qui n'est pas forcément bien desservi par le réseau de bus de l'agglomération). Se rendre en train sur son lieu de travail nécessite d'avoir recours à plusieurs modes de transport en commun (intermodalité). Seules les personnes « captives » des transports en commun (c'est à dire celles qui n'ont pas d'autre choix) ont recours à ce mode de transport. C'est pourquoi, sur les 400 clients journaliers de la ligne Limoges / Angoulême, seulement 15% sont des migrants alternants.

La fréquentation de la ligne Limoges / Périgueux est plus occasionnelle et est surtout le fait des déplacements inter-régionaux.

4 CC sur 6 n'ont pas de desserte ferroviaire.

Le train : un mode de transport peu utilisé pour les migrations pendulaires.



Source : CREHAM, Définition d'un schéma de services, Mars 2004, Réalisation : AR.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

En ce qui concerne le **réseau de bus**, le Pays Ouest Limousin est irrigué par **18 lignes régulières**. 15 de ces lignes relient les communes du POL à Limoges. Les autres lignes desservent des localités du Pays ou des communes extérieures, principalement au départ de Saint-Junien vers Cussac, Saint-Mathieu, Saint-Yrieix-la-Perche et Bellac.

Bien que ce réseau de bus soit destiné à l'ensemble de la population, **les horaires proposés visent en premier lieu à desservir les collèges et les lycées**. Seulement la moitié des lignes offre des horaires adaptés aux actifs réalisant des migrations domicile/travail.

**Les communes du Val de Vienne**, en particulier Aixe-sur-Vienne et Verneuil-sur-Vienne, bénéficient de l'offre la plus performante du Pays en destination de Limoges. En effet, les horaires sont assez diversifiés en journée (ce qui permet d'utiliser le bus pour aller travailler, faire des courses, effectuer des démarches) et les temps de parcours ne dépassent pas 45 minutes. **Ensuite, le plus performant est celui entre Saint-Junien et la capitale régionale**. La fréquence est importante (environ 7 aller-retours par jour) et le temps de parcours est quasiment le même que le train.

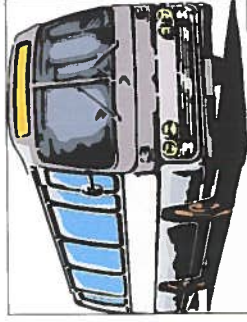
**Cinq lignes de bus sont prépondérantes. À elles seules, elles regroupent près des deux tiers des voyages** (évaluation basée sur le nombre de voyages en 1ère montée du 3 septembre 2001 au 3 juin 2002). Ces lignes relient toutes une commune du Pays et Limoges :

- Limoges / Aixe-sur-Vienne (Val de Vienne)
- Limoges / Bussière-Galant (Monts de Châlus) en passant par Oradour-sur-Vayres, Rochechouart et Saint-Junien (entre autres)

- Limoges / Verneuil-sur-Vienne (Val de Vienne)
- Limoges / Oradour-sur-Glane (Vienne-Glane)
- Limoges / Saint-Junien (Vienne-Glane).

**Les usagers réguliers des lignes de bus représentent à peine plus de la moitié de la clientèle**. Ce sont des personnes

« **captives des transports en commun** » (familles nombreuses, personnes handicapées ou invalides, demandeurs d'emploi, personnes de moins de 26 ans ou de plus de 60 ans). Néanmoins les acteurs du transport sur le territoire ont identifié les difficultés que ce public peut rencontrer. **Le réseau de bus n'est pas forcément adapté** pour des déplacements autres que les trajets scolaires et les migrations domicile/travail. Les captifs n'ont pas la possibilité de se déplacer par eux-mêmes. Ainsi les enfants et les adolescents ont du mal à accéder aux loisirs. Les publics en situation précaire ont des difficultés à effectuer les démarches de recherche d'emploi ; ce



qui constitue une entrave pour leur accès à l'emploi. Les personnes âgées sont également pénalisées pour leurs démarches de la vie quotidienne.

Pour essayer de contrecarrer les insuffisances du réseau de bus, un **système de transport à la demande expérimental** a été mis en place sur le Pays « Sud 87 Développement » situé au Sud-Est du POL, à l'extrémité méridionale du département. Le but de cette action est de proposer une offre de transport pour les **déplacements de proximité** et de permettre aux usagers de rejoindre le réseau de bus régulier. Il est envisagé d'étendre ce service à l'ensemble de la Haute-Vienne à l'horizon 2005. Mené de concert avec une réorganisation du réseau de bus, il sera alors développé en dehors des axes structurants afin de relier les lieux de résidence des usagers au lieu de passage des bus et favoriser les déplacements locaux.

**Un réseau de bus :**

- **tourné vers Limoges**

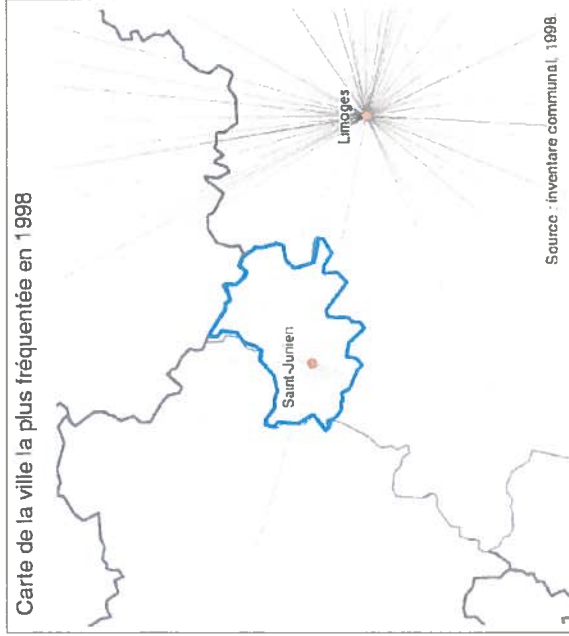
- **surtout utilisé par des personnes captives**

- **mal adapté pour les déplacements autres que scolaires ou professionnels.**



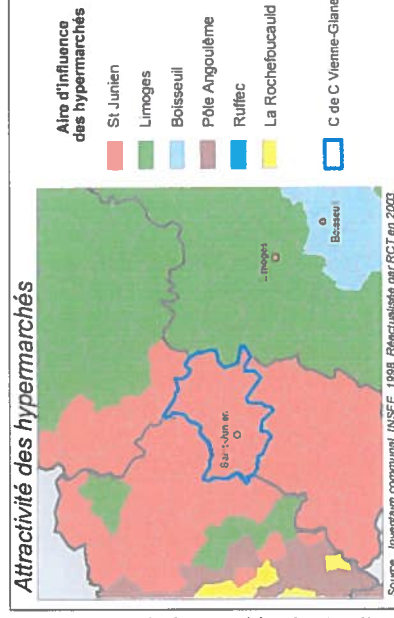
### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### B. QUELLE EST L'ATTRACTIVITE DE LA CCVG POUR DES MOTIFS NON-PROFESSIONNELS ?



ville de plus de 10000 habitants. On ne peut pas à proprement parler de concurrence entre Limoges et Saint-Junien. Cette dernière commune constitue plutôt une alternative au chef lieu de la Haute-Vienne pour les populations occidentales du département.

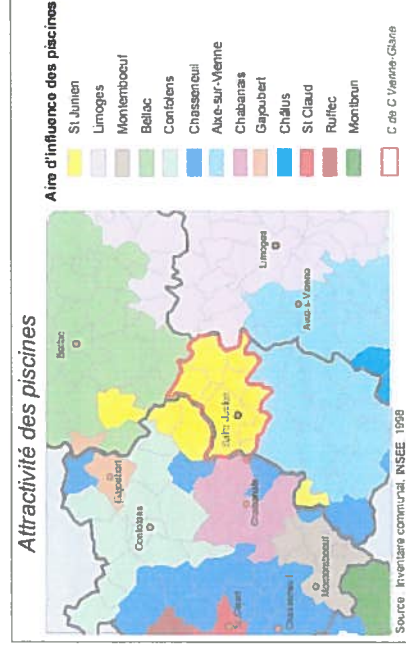
La carte ci-contre représente la ville de plus de 10000 habitants où se rendent préférentiellement les habitants pour des motifs non-professionnels. **Limoges a un rayonnement sur l'ensemble du département à l'exception du territoire drainé par Saint-Junien.** Saint-Junien est la seule commune de la Haute-Vienne à dépasser les 10000 habitants en dehors de la capitale régionale. À ce titre, elle attire des habitants du POL, mais également à l'Ouest des Charentais et au Nord quelques habitants de la Communauté de Communes du Pays de Bellac. Il faut néanmoins relativiser les résultats de la carte de gauche ; les données qui ont servi à sa réalisation datant du dernier inventaire communal de 1998. Il est impossible de savoir comment ont évolué les fréquentations des



**Saint-Junien concentre suffisamment d'équipements commerciaux et de loisirs pour drainer les territoires voisins et être indépendant de Limoges dans ces domaines.**

Le même partage du département entre l'agglomération de Limoges et Saint-Junien se retrouve en ce qui concerne les hypermarchés. **La zone de chalandise des hypermarchés saint-juniens s'étend sur l'ensemble du POL (à l'exception de la CC Val de Vienne qui appartient de celle de Limoges), sur une partie de la Charente et sur l'extrémité Sud-Ouest de la CC du Pays de Bellac.**

**Pour les équipements sportifs, la zone d'attractivité de Saint-Junien est moins étendue, même pour les équipements les moins fréquents comme une piscine. Les projets structurants menés par la Communauté de Communes Vienne-Glane que ce soit des équipements culturels ou sportifs sont susceptibles d'accroître l'attractivité de la deuxième ville du département.**



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

La Communauté de Communes Vienne-Glane a lancé plusieurs projets et chantiers d'équipements structurants pour renforcer l'offre culturelle et sportive du territoire.

Maquette du centre culturel



le projet de piscine couverte devrait aboutir dans une vingtaine de mois. Il prévoit d'intégrer la piscine plein air existante. Le centre aquatique, à la diffusion de la piscine actuelle, sera ouvert toute l'année ; ce qui devrait accroître la zone d'attractivité de l'équipement.

Le Ciné Bourse



Pour pallier en partie l'insuffisance de l'offre culturelle du territoire (identifiée par le bureau d'études RCT lors de l'« élaboration du cadre de référence pour un contrat de pôle structurant »), **un centre culturel est en construction**. Il accueillera une grande salle de spectacles et de concerts et des ateliers pour permettre aux artistes de répéter. Il sera géré par un Établissement Public de Coopération Culturelle. Le bâtiment sera constitué d'une partie neuve et d'une partie ancienne réhabilitée (anciens abattoirs entourés sur la maquette). Les travaux doivent être achevés en Mai 2005.

Le projet de piscine couverte



Des projets culturels et sportifs structurants menés par la Communauté.

Enfin, la CCVG doit **réhabiliter le cinéma actuel** (mise aux normes, réhabilitation du hall d'accueil, de la toiture, amélioration du son, climatisation, réouverture du porche en verrière) situé en centre-ville de Saint-Junien. Ce chantier, (début en novembre 2004), n'augmentera pas la capacité des deux salles du cinéma.

Ces équipements ne sont pas seulement importants pour le rayonnement de Saint-Junien et de la Communauté. **D'après les chefs d'entreprise que nous avons rencontrés, ces projets sont importants pour leur entreprise**. Ils rendent le territoire plus attractif et améliorent le cadre de vie. Ces éléments sont essentiels pour faire venir les cadres dont les entreprises du territoire ont besoin, pour les fixer et leur donner envie de rester.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### C. LES MIGRATIONS RESIDENTIELLES :

Les chiffres du tableau ci-dessous ne tiennent pas compte des flux internes à la Communauté. C'est pourquoi les soldes migratoires annuels de certaines communes indiqués à la page 6 de la première partie apparaissent négatifs alors qu'ils sont positifs ici. Cela veut dire que si ces communes (en l'occurrence Saillat et Saint-Brice) sont attractives vis à vis de l'extérieur, elles ne le sont pas par rapport aux autres communes de la Communauté. L'excédent qu'elles enregistrent avec l'extérieur ne suffit pas à combler le déficit interne.

Si toutes les communes de Vienne-Glane ont un solde migratoire positif, elles n'ont pas connu les mêmes apports migratoires entre 1990 et 1999.

En moyenne, **sur l'ensemble de la Communauté, un habitant sur cinq n'y résidait pas en 1990**. Cette proportion varie de 16 à 28 % selon les communes. **C'est à Saint-Victurnien que les entrants sont les plus nombreux** puisqu'ils constituent plus d'un quart de la population ! Ce sont les communes de Chaillac et de Saint-Brice qui ont attiré le

Communes	Population totale en 1999	Nombre d'entrants entre 1990 et 1999	Nombre de sortants entre 1990 et 1999	Solde migratoire en valeur absolue	Augmentation de la population due au solde migratoire	Part des entrants dans la population totale
Chaillac-sur-Vienne	951	161	111	50	5,26%	16,93%
Javerdat	523	117	56	61	11,66%	22,37%
Oradour-sur-Glane	2025	496	339	157	7,75%	24,49%
Saillat-sur-Vienne	905	204	157	47	5,19%	22,54%
Saint-Brice-sur-Vienne	1396	233	215	18	1,29%	16,69%
Saint-Junien	10666	2248	1962	286	2,68%	21,08%
Saint-Martin-de-Jussac	442	87	57	30	6,79%	19,68%
Saint-Victurnien	1458	421	277	144	9,88%	28,88%

moins de nouveaux habitants ; ces derniers représentant tout de même une personne sur six.

Du fait de son faible apport migratoire, Saint-Brice n'arrive pas à dégager un solde migratoire important (solde qui est même négatif en tenant compte des flux internes à la Communauté) et a l'évolution la plus réduite de la CCVG. Si Chaillac s'en sort mieux que Saint-Brice, avec un solde migratoire d'environ 5%, c'est Javerdat qui enregistre le meilleur score avec un peu plus de 11% de croissance. Malgré cela, la commune n'arrive pas à contrebalancer un solde naturel déficitaire et continue à perdre des habitants.

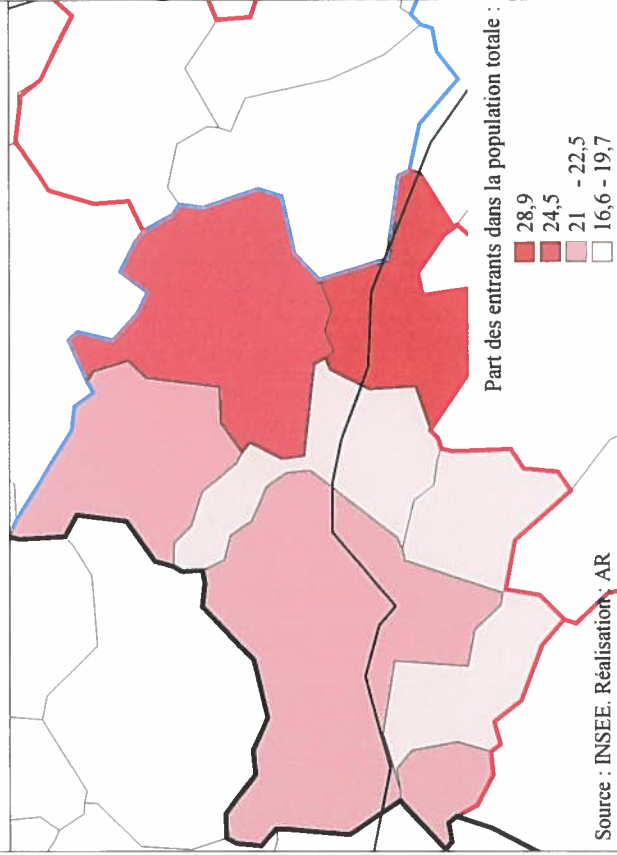
Toutes les communes ont un solde migratoire positif avec l'extérieur de la Communauté.

Proportionnellement à sa population, Saint-Victurnien est la commune la plus attractive.



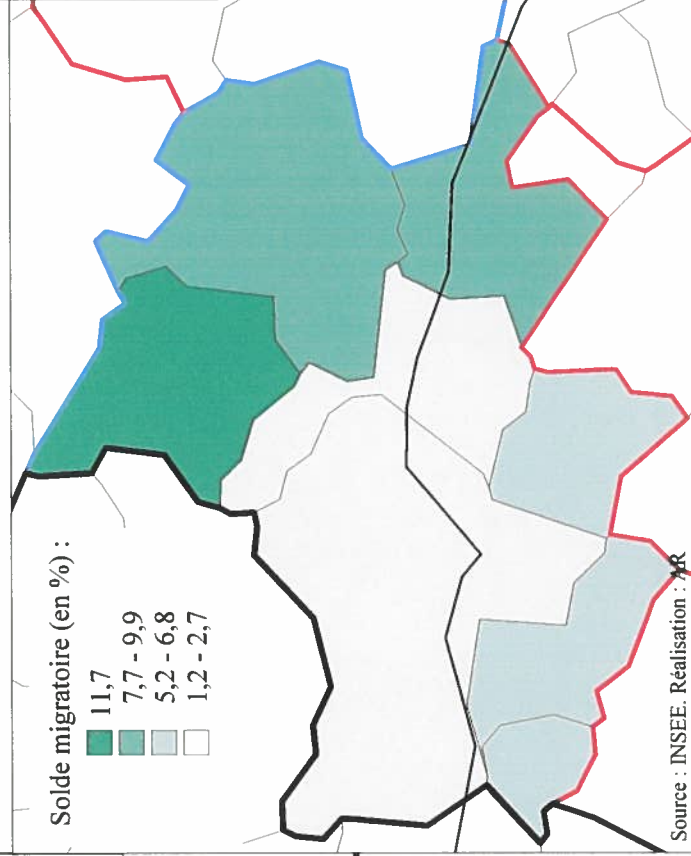
### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Des communes plus ou moins attractives pour les entrants :



Ce sont les communes occidentales de la Communauté (Saint-Victorien, Oradour-sur-Glane et Javerdat) et les deux pôles économiques (Saillat et Saint-Junien) qui ont enregistré la plus grande part d'entrants dans leur population totale. Le phénomène a une ampleur particulière dans les communes de Saint-Victorien et d'Oradour-sur-Glane, directement limitrophes de la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole.

Une rotation importante de la population :



Si Saint-Victorien et Oradour ont un solde migratoire élevé, c'est Javerdat qui a le meilleur score. Les soldes migratoires des communes sont moins importants que les parts des entrants puisqu'ils tiennent compte des sorties. Les communes qui enregistrent les soldes migratoires les plus faibles sont donc également celles qui ont eu en proportion de leur population le plus de sorties. Ainsi, **Saint-Brice et Saint-Junien ont les rotations les plus importantes. Plus d'un quart de la population a changé pendant la dernière période intercensitaire.**

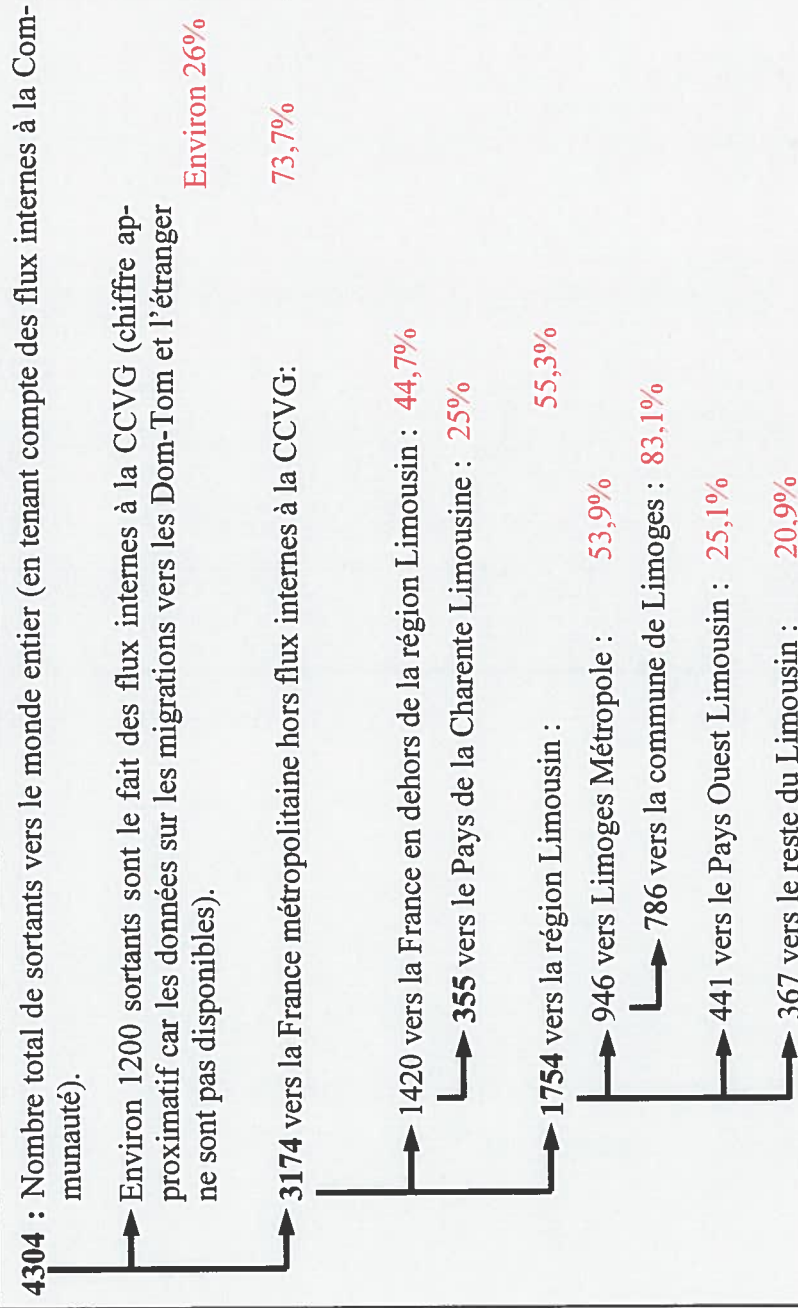
### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

D'où viennent les nouveaux habitants de la Communauté ? Où sont partis ceux qui l'ont quittée ?

Entre 1990 et 1999, un peu plus de 4300 personnes de la CCVG ont quitté leur commune de résidence. Sur ces 4300 personnes, un peu plus du quart a déménagé pour habiter dans une autre commune du territoire Vienne-Glane. Les flux internes à la Communauté ne sont donc pas négligeables.

Sur les 3174 sortants vers la France métropolitaine, plus de 70% d'entre eux restent en région Limousin. Quand les habitants de la CCVG sortent de la région, un quart d'entre eux se dirige vers le Pays de la Charente Limousine, directement limitrophe à la Communauté.

#### Destinations des sortants de la Communauté de Communes Vienne-Glane :



Source : INSEE

Communauté de Communes Vienne-Glane, Mai-juillet 2004

Les sortants se rendent en majorité vers des territoires proches.

Près de 30% des migrants vers la France vont habiter à Limoges Métropole.

Plus de la moitié des sortants vers la région (hors flux internes à la Communauté) vont habiter dans la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole (CALM). La commune la plus attractive de l'agglomération est celle de Limoges puisqu'elle absorbe plus de 80% des sortants de Vienne-Glane qui déménagent vers la CALM.

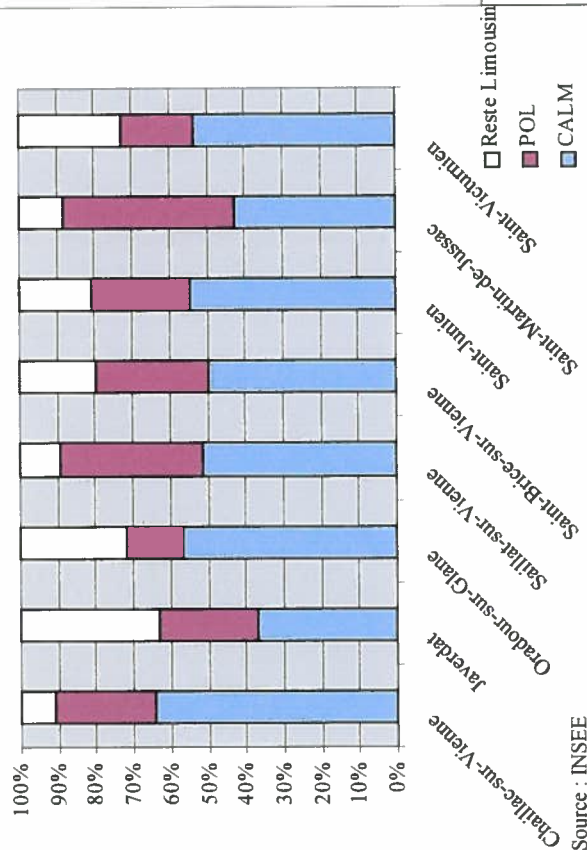
Un quart des sortants vers le territoire régional se rendent dans le Pays Ouest Limousin (POL).

Quant au reste des migrants vers la région Limousin, il représente 20% seulement des sortants.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Répartition des sortants de chaque commune vers le territoire régional :



fres disponibles) que la destination favorite des personnes qui quittent Javerdat est le Nord du département et notamment la Communauté de Communes du Pays de Bellac.

En ce qui concerne les relations avec l'extérieur de la région, le graphique de droite nous renseigne sur la proportion que représentent les sortants vers le Pays de la Charente Limousine dans le nombre total de sortants vers la France métropolitaine (hors flux internes à la région Limousin).

**C'est Saillat-sur-Vienne qui offre en proportion le plus de nouveaux habitants à la Charente Limousine** puisque la moitié de ses sortants quitte la commune pour le territoire charentais voisin.

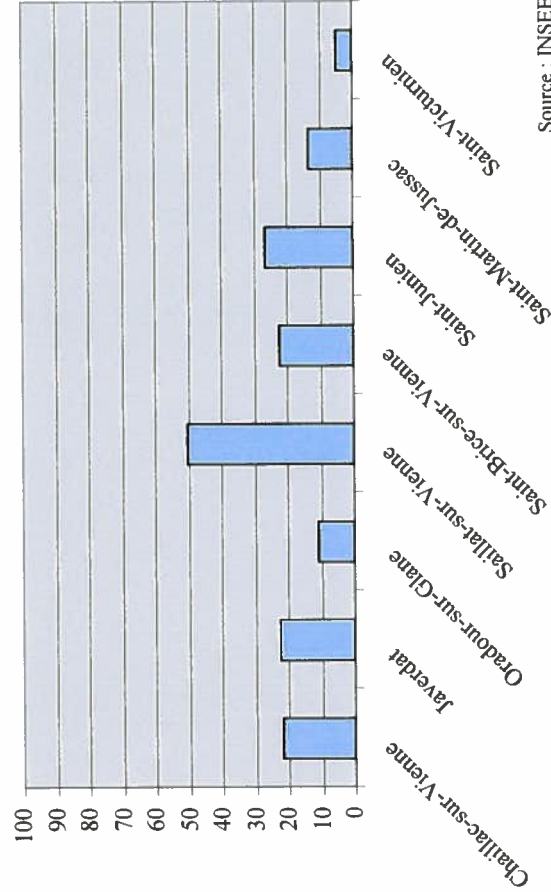
Les deux graphiques de cette page indiquent quelles sont les principales destinations des personnes qui ont déménagé de la Communauté de Communes entre 1990 et 1999.

En ce qui concerne les migrations internes à la région Limousin (graphique de gauche), **toutes les communes (à l'exception de Javerdat et de Saint-Martin de Jussac) ont une majorité de sortants pour Limoges Métropole**. C'est Chailac-sur-Vienne qui a le plus fort pourcentage, avec plus de 60% vers la CALM.

À Saint-Martin-de-Jussac, même si les sorties vers le POL ne représentent pas une majorité, elles constituent de peu la principale destination régionale des migrants.

Quant à Javerdat, les sortants se dirigent autant vers la CALM que vers le reste du Limousin (hors CALM et POL). On peut supposer (sans que cela soit vérifiable étant donné les chiffres

Part de migrants vers le Pays de la Charente Limousine dans le nombre total de sortants hors Limousin :



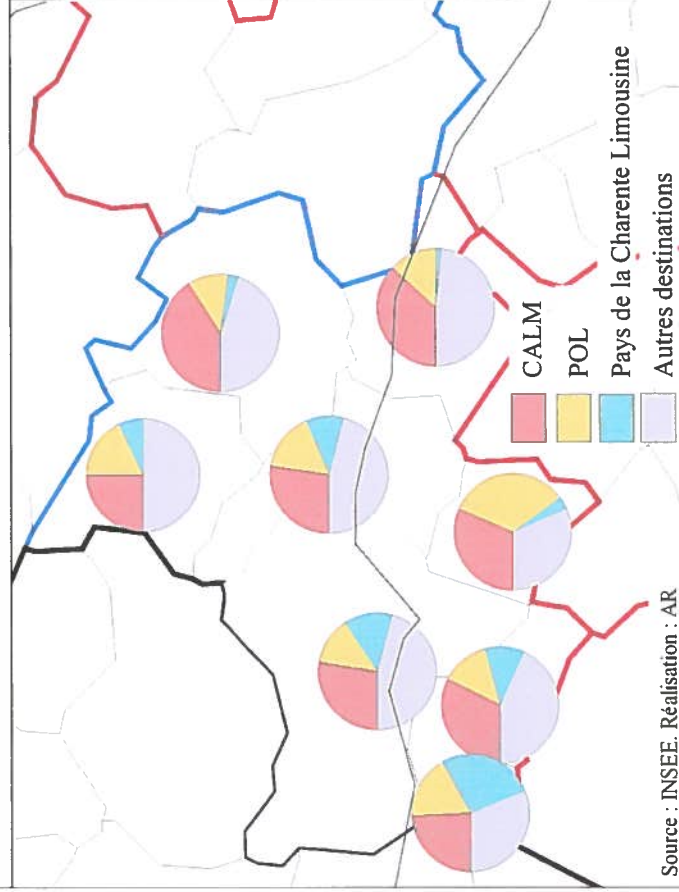
**La CALM : la principale destination des sortants à l'intérieur de la région Limousin.**

**Saillat-sur-Vienne est la commune qui, en proportion, perd le plus d'habitants au profit du Pays de la Charente Limousine.**



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

**Vienne-Glâne : un territoire scindé selon la destination principale des sortants de chaque commune :**



La carte ci-contre représente la part des sortants vers la CALM, le POL et le Pays de la Charente Limousine dans le nombre total de migrants vers la France métropolitaine (hors flux internes à la Communauté).

Dans toutes les communes, le nombre de partants vers ces trois destinations est supérieur ou égal à 50% (de 50% à Javerdat à 70% à Saillat et à Saint-Martin). Cependant les trois destinations n'ont pas les mêmes proportions dans toutes les communes.

**La Communauté d'Agglomération semble être un territoire attractif pour les partants de toutes les communes** puisque ceux qui déménagent vers la CALM constituent 25 à 40% de l'ensemble des sortants de chaque commune. **Ce sont Oradour-sur-Glâne et Saint-Victorien (directement limitrophes de Limoges Métropole) qui enregistrent les parts les plus élevées.**

**Le Pays Ouest Limousin attire des parts plus réduites que la CALM** (entre 10 et 18% des sortants) à l'exception de Saint-Martin-de-Jussac où 33% des sortants préfèrent se rendre sur le territoire du POL. Saint-Martin-de-Jussac est la seule commune de la CCVG où les sortants vont de préférence habiter dans le Pays.

**En ce qui concerne les sorties vers le Pays de la Charente Limousine, les communes offrant en proportion le plus de sortants sont logiquement celles situées à l'Ouest de la Communauté.** Ainsi plus d'un quart des sortants de Saillat se dirigent vers ce Pays, ce qui constitue pour la commune la destination la plus importante. Saillat se démarque également des autres communes de Vienne-Glâne par la plus faible proportion de partants vers Limoges Métropole. Tout à fait à l'Est de la CCVG, les communes d'Oradour et de Saint-Victorien ont une très faible part de sortants vers la Charente Limousine (respectivement 3% et 1,5%). Bien que plus proche que les deux communes précédentes, celle de Saint-Martin-de-Jussac a également un très faible score vers le territoire charentais (un peu moins de 4%).

**Le territoire Vienne-Glâne est donc scindé selon la destination principale des sortants de chaque commune.** Pour les communes d'Oradour, Saint-Victorien, Saint-Brice, Saint-Junien et Chaillac, la plus grande part des sortants se dirige vers Limoges Métropole. Les partants de Saillat se rendent de préférence dans le Pays de la Charente Limousine et ceux de Saint-Martin vers le POL. Quant à Javerdat, la part importante des « autres destinations » laisse à penser qu'une proportion non négligeable des sortants se rend sur le territoire de la CC du Pays de Bellac.

**Toutes les communes de Vienne-Glâne n'ont pas la même destination principale en ce qui concerne les sortants.**

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Entre 1990 et 1999, 5015 personnes (déjà résidentes ou non de la Communauté en 1990) se sont installées dans une commune de la CCVG. Les flux internes au territoire Vienne-Glane représentent 939 migrants, soit un peu moins d'une personne sur cinq.

Sans tenir compte des flux internes à la CCVG, les entrants viennent majoritairement de l'extérieur de la région, alors que les sortants restent sur le territoire régional. Quand une personne s'installe sur le territoire de la CCVG, elle vient en majorité de l'extérieur de la région ; quand elle le quitte, elle reste dans la plupart des cas en Limousin. On peut y voir un certain attachement des habitants à la région. Un migrant sur cinq qui ne vient pas de la région est originaire de la Charente Limousine. Si l'on rajoute cette part à ceux qui viennent de la région (hors flux internes CCVG), on constate que près de 60% des entrants sont issus des territoires proches.

**Les flux venant de la CALM représentent un peu moins de la moitié des entrants originaires de la région.** On remarquera que le solde migratoire entre la CCVG et la CALM est en faveur de Limoges Métropole. Bien que le solde migratoire global de la Communauté soit positif, l'Agglomération est le seul territoire avec lequel la CCVG perde des habitants, et cela surtout à cause des migrations avec la commune de Limoges.

Un peu plus du quart des entrants venant de la région est originaire du POL (solde en faveur de la CCVG).

En ce qui concerne le reste du Limousin, les arrivants sont au deux tiers issus du département.

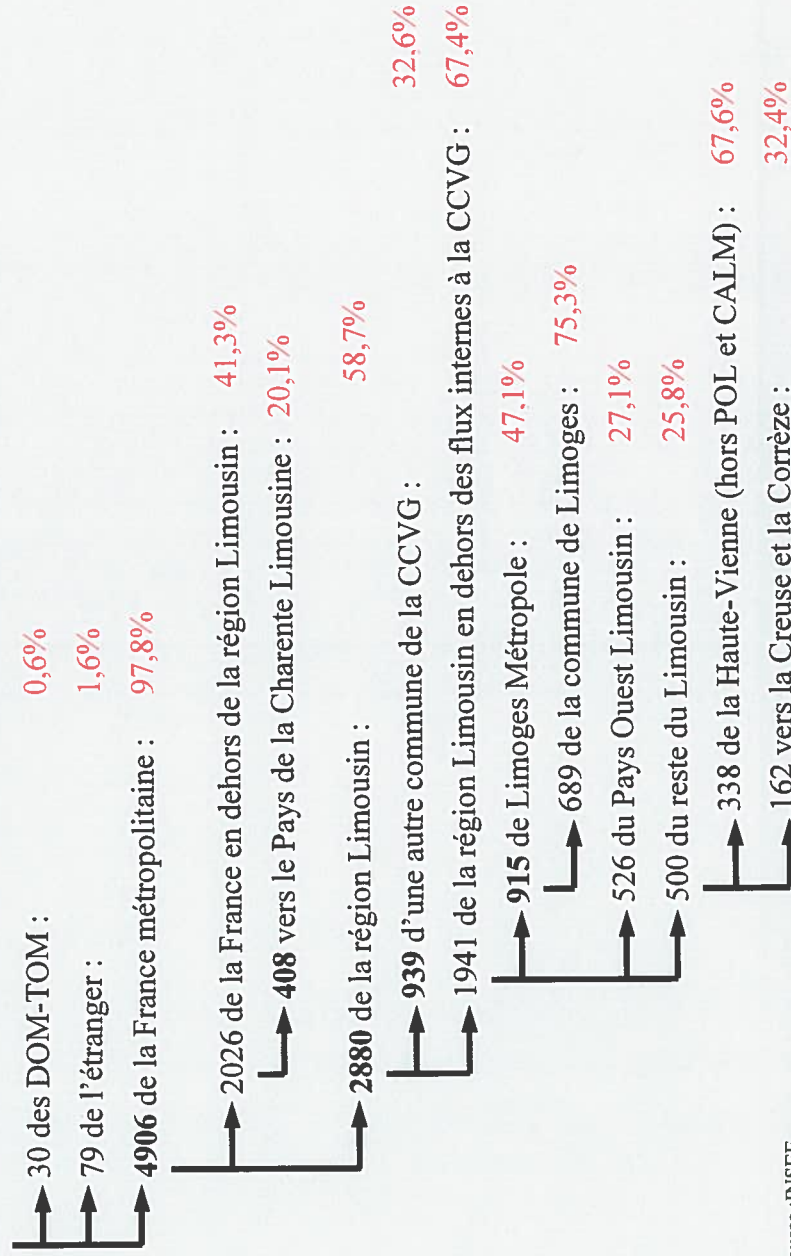
En règle générale, les migrations (entrées et sorties) sont le fait de déplacements proches.

**Un quart des entrants de la France métropolitaine (hors flux internes à la CCVG) vient de Limoges Métropole.**

**La CALM est le seul territoire avec lequel la CCVG a un solde migratoire négatif.**

#### Origine des entrants de la Communauté de Communes Vienne-Glane :

**5015** : Nombre total d'entrants (en tenant compte des flux internes à la Communauté).



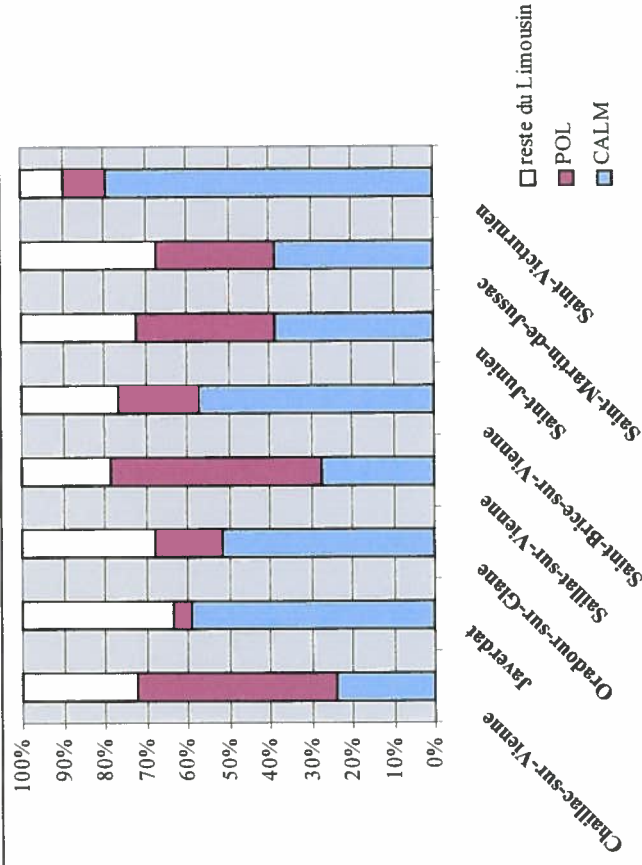
Source : INSEE

Communauté de Communes Vienne-Glane, Mai-Juillet 2004



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Répartition des entrants originaires de la région



Source : INSEE

Quant à Saint-Martin et Saint-Junien, la répartition de leurs entrants est plus équilibrée, avec tout de même un petit avantage pour Limoges Métropole.

Comme le montre le graphique de droite, ce sont les communes les plus proches du Pays de la Charente Limousine qui reçoivent le plus de nouveaux habitants de ce territoire.

Ainsi, plus d'un tiers des entrants (hors Limousin) de Saillat sont originaires de ce territoire charentais. C'est donc cette commune qui échange le plus (que ce soit en terme d'entrées et de sorties) avec le Pays de la Charente Limousine.

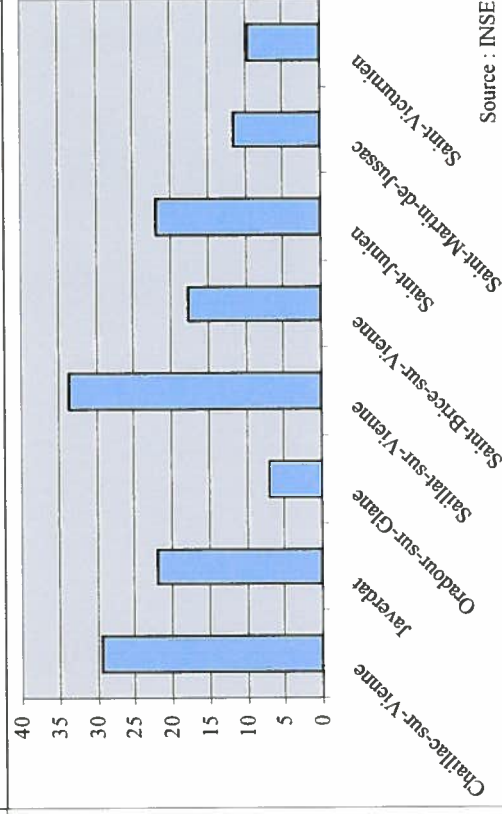
Les deux graphiques de cette page indiquent les territoires d'origine des entrants.

À la page précédente nous avons vu que plus de la moitié des entrants sont des Limousins. Quelles sont les principaux territoires d'origine des arrivants de la CCVG ? Comme le montre le graphique de gauche, le POL et la CALM fournissent dans toutes les communes de la CCVG plus de 60% des entrants originaires du Limousin. Cependant la répartition des entrants venant du Pays ou de l'Agglomération n'est pas la même dans toutes les communes de Vienne-Glane.

Ainsi, près de 80% des entrants limousins de Saint-Victurnien sont originaires de la CALM ! Cette part est d'un peu plus de la moitié à Javerdat, Oradour et Saint-Brice.

La proportion s'inverse en faveur du POL pour les communes de Chaillassur et de Saillat dont la moitié des entrants vient du Pays.

Part de migrants venant du Pays de la Charente Limousine dans le nombre total d'entrants français hors région



Source : INSEE

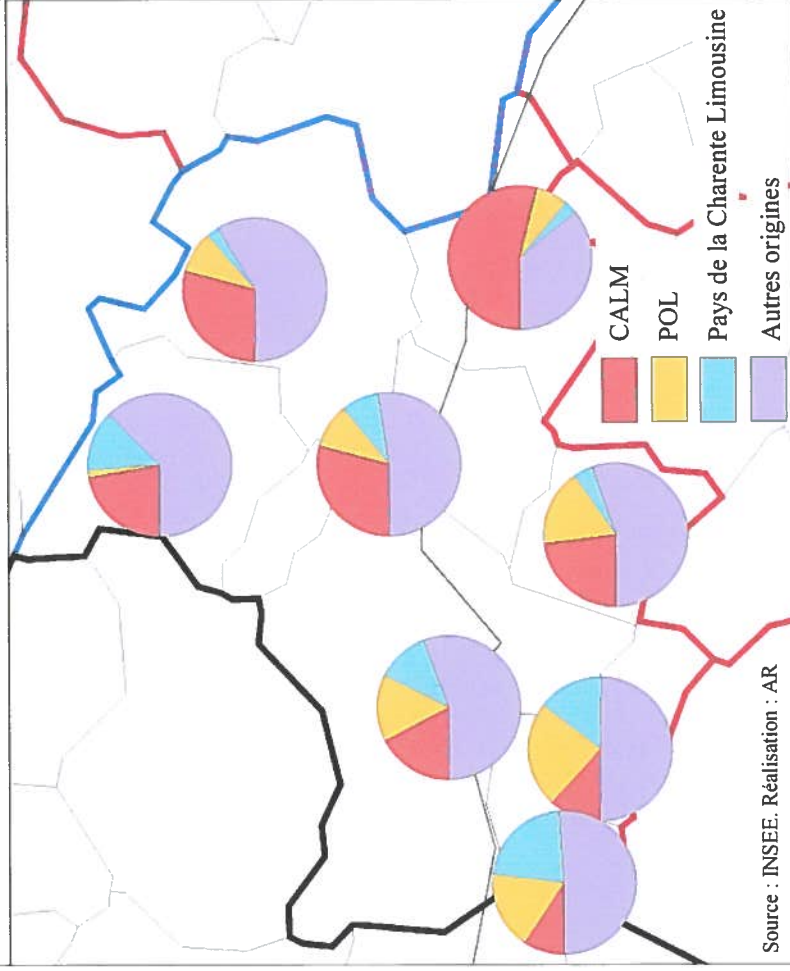
La CALM fournit plus de la moitié des entrants régionaux pour la moitié des communes de la CCVG.

La moitié des entrants de Chaillassur et de Saillat est issue du POL.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

À l'exception de Saint-Victurnien, les entrants ne viennent pas des territoires voisins



La carte ci-contre représente la part des entrants de la CALM, du POL et du Pays de la Charente Limousine dans le nombre total d'entrants hors flux internes à la Communauté de Communes Vienne-Glane.

Par rapport à la carte des sortants (voir page 60), la part cumulée des entrants de Limoges Métropole, du Pays Ouest Limousin et de la Charente Limousine est moins importante que celle des sortants. **Le territoire Vienne-Glane est donc plus attractif pour des territoires plus lointains que pour que les territoires voisins.**

Cela est vrai pour toutes les communes à l'exception de Saint-Victurnien. Cette dernière est en effet la seule dont la part cumulée des trois territoires cartographiés est supérieure à la moitié des entrants. Cette situation est essentiellement due au nombre d'entrants venant de la CALM (qui représente à lui seul plus de la moitié des entrants venant de la France entière). **Saint-Victurnien est la seule commune de Vienne-Glane à avoir un solde migratoire largement positif avec la Communauté d'Agglomération.** Ainsi on peut considérer que Saint-Victurnien est complètement entré dans l'espace périurbain de Limoges (et fait à ce titre partie de l'aire urbaine de la capitale). La commune bénéficie donc du desserrement de la population limougeaude.

Les autres communes sont un peu moins attractives pour les habitants de la CALM. Néanmoins les nouveaux habitants d'Oradour et de Saint-Brice sont originaires, dans plus d'un quart des cas, de Limoges Métropole.

À l'exception de Chaillac-sur-Vienne qui s'en approche, toutes les communes de la Communauté ont moins d'un quart d'entrants originaires du Pays Ouest Limousin. Plus l'on se déplace vers l'Est et le Nord de la Communauté, plus la part d'entrants venant du POL diminue. C'est Javerdat qui reçoit le moins d'habitants du Pays ; ces derniers représentant moins de 2% des arrivants dans la commune. On remarque également que Javerdat a la plus forte part d'autres destinations. Comme pour les sorties, on peut supposer que de nombreux entrants sont originaires de la CC du Pays de Bellac, voisin septentrional de Javerdat.

En ce qui concerne les entrants originaires du Pays de la Charente Limousine, la plus forte part est enregistrée à Saillat-sur-Vienne, avec un peu plus de 20%. Cette proportion diminue en allant vers les communes orientales de la Communauté.

**Comme pour les sortants, le territoire est scindé selon l'origine des entrants.**

**Saint-Victurnien est la commune qui bénéficie le plus largement du desserrement de la population de l'Agglomération.**

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

**TABEAU RECAPITULATIF DES SORTIES ENREGISTREES DANS LES COMMUNES DE  
VIENNE-GLANE**

	Chaillac	Javerdat	Oradour	Saillat	Saint-Brice	Saint-Junien	Saint-Martin	Saint-Victorien	TOTAL
Population totale sortante	111	56	339	157	215	1962	57	277	3174
Sorties vers CALM	36	14	139	38	59	540	18	102	946
Sorties vers Limoges	33	13	101	31	51	461	16	80	786
Sorties vers POL	15	10	37	28	35	260	19	37	441
Sorties vers le reste du Limousin	5	14	69	8	24	190	5	52	367
Sorties vers la Charente Limousine	12	4	10	42	22	259	2	4	355

Source : INSEE

 Territoire de destination des migrants le plus fréquent.

 Territoire de destination totalisant plus de la moitié des migrants vers la région et la Charente Limousine.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

**TABEAU RECAPITULATIF DES ENTREES ENREGISTREES DANS LES COMMUNES DE  
VIENNE-GLANE**

	Chaillac	Javerdat	Oradour	Saillat	Saint-Brice	Saint-Junien	Saint-Martin	Saint-Victorien	TOTAL
<b>Population totale en-trante</b>	161	117	496	204	233	2248	87	421	3967
<b>Entrées de la CALM</b>	19	26	145	19	68	391	20	227	915
<b>Entrées de Limoges</b>	16	17	89	13	64	295	18	177	689
<b>Entrées du POL</b>	38	2	46	36	23	336	15	30	526
<b>Entrées du reste du Limousin</b>	22	16	90	15	28	283	17	29	500
<b>Entrées de la Charente Limousine</b>	24	16	15	45	20	271	4	13	408

Source : INSEE

 Territoire d'origine des migrants le plus fréquent.

 Territoire d'origine totalisant plus de la moitié des migrants de la région et de la Charente Limousine.

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### SOLDE MIGRATOIRE DES COMMUNES DE VIENNE-GLANE

	Chaillac	Javerdat	Oradour	Saillat	Saint-Brice	Saint-Junien	Saint-Martin	Saint-Victorien	TOTAL
Solde migratoire total	50	61	157	47	18	286	30	144	793
Solde avec la CALM	-17	12	6	-19	9	-149	2	125	-31
Solde avec Limoges	-17	4	-12	-18	13	-166	2	97	-97
Solde avec le POL	23	-8	9	8	-12	76	-4	-7	85
Solde avec le reste du Limousin	17	2	21	7	4	93	12	-23	133
Solde avec la Charente Limousine	12	12	5	3	-2	12	2	9	53

Source : INSEE



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### D. LE TERRITOIRE VECU DES ENTREPRISES :

Les entretiens que nous avons réalisés auprès des entreprises nombreux emplois induits dans le territoire Vienne-Glane mais nous ont permis de savoir à quel niveau géographique se situent également en Limousin et en Charente. les partenaires des entreprises de la Communauté de Communes Vienne-Glane.

Beaucoup de chefs d'entreprise, pour la plupart originaires maine d'activité n'était plus viable en France. C'est pourquoi des alentours de Saint-Junien, nous ont confié leur **attachement** l'entreprise s'est spécialisée depuis 6 mois dans le secteur du textile **pour le territoire**. Ainsi, ils essayent dans la mesure du possible tile non tissé (produits d'hygiène, revêtements plastiques, pan-**d'avoir le plus souvent recours à des sous-traitants locaux** neaux de particules...) tout en restant à Saint-Junien. Cette spéc- (maintenance, entreprises de nettoyage...) situés dans le secteur cialisation a certainement sauvé le site saint-juniaux. Aujourd- de Saint-Junien. Néanmoins **les liens** 'hui, l'entreprise se porte bien et a des projets d'extension.

**avec Limoges sont incontournables.** Legrand (appareillage électrique) Tout d'abord, les entreprises de Vienne- est le seul groupe international d'origine Glane ont forcément recours aux admi- française présent à Vienne-Glane. L'u- nistrations de la capitale régionale nité de Saint-Junien fait partie du pôle (services déconcentrés de l'État (DRIRE, Val de Vienne avec Chabonais et DDE, DRE, DIREN...) mais également Confolens (Charente). Son siège social, entreprises trouvent plus facilement des à Limoges, est proche. Cependant, les prestataires de services à Limoges qu'à dirigeants du groupe ont déjà fermé des Saint-Junien (agences d'interim, services bancaires, maintenance unités de production en Limousin (à Limoges, à Saint-Yrieix-la- Perche).

**Le territoire Vienne-Glane compte quatre grandes en- treprises appartenant à des groupes mondiaux :**

- International Paper (Saillat)
- Smurfit Limousin (Saillat)
- Cofpa Albany International (Saint-Junien, ZA du Pa- ou irlandais qui ne sont pas ancrés au territoire. Bien que les res- ponsables des unités limousines que nous avons rencontrés nous aient affirmé qu'aucune délocalisation n'est envisagée à l'heure
- Legrand (Saint-Junien, ZA du Petit Boisse)

International Paper et Smurfit Limousin sont deux filiales actuelle, le risque demeure tout de même pour Vienne-Glane. de grands groupes papetiers mondiaux respectivement américain Legrand a beau être à la base une entreprise limougeaude, ses et irlandais. Toutes deux situées à Saillat (voir partie économie dirigeants actuels n'hésiteront pas à fermer les unités limousines de la Présentation de la CCVG page 20), elles sont à l'origine de en cas de contexte mondial défavorable.

**Une forte dépendance des entreprises du secteur de Saint-Junien à des grands groupes internationaux.**



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

**Ces grands groupes travaillent donc à une échelle mondiale et subissent les aléas de la conjoncture internationale.** Les décideurs politiques locaux et même nationaux ne peuvent rien faire ou presque pour agir contre cela. Les conséquences d'une délocalisation sont difficiles à évaluer quantitativement mais seraient de toute façon très lourdes pour le tissu économique du territoire.

Les papeteries actuellement présentes sur le territoire sont des industries traditionnelles (implantées sur le territoire depuis des décennies) au même titre que les entreprises de porcelaine ou du cuir. Leur survie est due à leur rachat par des groupes internationaux avec les reins solidaires. Ces groupes ont conservé ces sites pour être au plus près des marchés de l'Europe de l'Ouest. Leurs prix restent compétitifs grâce au fonctionnement des usines en 3x8 et grâce aux compensations que les entreprises peuvent réaliser entre leurs différentes productions. Par exemple, International Paper compense le faible bénéfice réalisé par la production de papier, par la vente de son supplément de pâte à papier ; produit sur lequel l'usine réalise une marge plus importante.

**Les industries traditionnelles dans le domaine du cuir (mégisseries et ganteries) et de la porcelaine sont en difficulté.**

De nombreuses mégisseries ont fermé ou ont délocalisé leur activité pour survivre, notamment en Asie. Les bords de Vienne sont parsemés de friches industrielles. Sur les deux mégisseries restantes, une va délocaliser dans les mois à venir et l'autre se spécialise dans le secteur du luxe, créneau qui nécessite un savoir-faire de haute-qualité que n'ont pas encore les pays émergents. La ganterie suit à peu près le même schéma. Les ganteries subissent de plein fouet la concurrence des pays asiatiques, d'Europe de l'Est, mais également de l'Italie et de l'Espagne. Le coût de la

main d'œuvre en France rend les produits peu compétitifs. C'est pourquoi les entreprises restantes se sont, elles aussi, spécialisées dans le luxe. Le « Made in France » fait toujours vendre dans ce créneau, mais jusqu'à quand ? Quant à la porcelaine, le secteur connaît également des difficultés. Si l'activité semble repartir quelque peu ces derniers mois pour l'entreprise Bernardaud (dont le site de production est à Oradour-sur-Glane), le nombre de porcelainiers ne fait que diminuer. Les années fastes de la porcelaine sont résolument terminées.

Les friches rappellent l'importance qu'ont eu les industries traditionnelles



**Impuissance des pouvoirs publics locaux et nationaux à agir sur la conjoncture internationale.**

**Des industries traditionnelles en difficulté qui travaillent de plus en plus à l'international.**

**Ces entreprises ont aujourd'hui moins d'impact sur le territoire qu'auparavant.** Si leur main d'œuvre est toujours locale (c'est elle qui a le savoir-faire), leurs fournisseurs et leur clientèle ont souvent délocalisé leur activité à l'étranger. Elles sont donc amenées à travailler de plus en plus à l'international.



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

En plus des industries traditionnelles et des grands groupes, on trouve sur le territoire Vienne-Glane beaucoup de petites et moyennes entreprises. Comme nous l'avons vu précédemment beaucoup travaillent dans les filières papier-carton (Cartonnages Thomas, Coffret Création), bois (Nougier scieries) et/ou dans le sillage des grands groupes (Aura-Plastic avec Legrand). **Tous les dirigeants de ces entreprises semblent assez pessimistes quant à l'avenir industriel de la France.** Ils pensent cependant que **le territoire Vienne-Glane comporte un certain nombre d'atouts** : proximité de Limoges, bon niveau d'équipements des zones d'activité, territoire dynamique par rapport aux voisins (à l'exception de l'Agglomération limougeaude) qui accueille des entreprises et a des projets intéressants qui fournissent du travail... Ce dernier point est important notamment pour les entreprises du domaine de la construction. En effet, les projets des collectivités locales (région, Communauté de Communes...) leur offrent du travail. Néanmoins ces entreprises s'interrogent sur leur avenir quand tous les projets auront été réalisés et nous ont confié leur volonté d'élargir leur rayon d'action en implantant des ateliers ailleurs en France, tout en gardant leur siège à Saint-Junien.

**Le territoire-vécu des entreprises dépasse donc largement les limites de la Communauté de Communes, voir même de la France et de l'Europe. La mondialisation de l'économie amoindrit les relations entre l'entreprise et le territoire.** Les entreprises semblent prêtes à s'en aller pour trouver de nouveaux marchés, malgré l'attachement de leur dirigeant au secteur de Saint-Junien. Les centres décisionnels sont pour la plupart partis à l'étranger ; la dépendance aux grands groupes mondiaux, qu'elle soit directe ou indirecte a augmenté. Même si à l'échelle de la région, Vienne-Glane semble être un territoire compétitif et attractif, les chefs d'entreprise regrettent que la région n'ait pas une politique économique plus offensive (elles sont fréquemment démarchées par des collectivités hors Limousin qui souhaitent les faire s'installer chez elles en leur promettant de nombreux avantages).

Néanmoins Limoges est un territoire incontournable que ce soit pour des raisons administratives ou pour avoir recours à des prestataires de service. Quelques dirigeants ont cependant le sentiment qu'il existe une **concurrence économique entre Limoges et Saint-Junien**. Pour eux, les deux villes ont tout intérêt à unir leurs forces.

**Les chefs d'entreprise s'interrogent sur la pérennité de la dynamique du territoire Vienne-Glane...**

**... et regrettent la concurrence entre Limoges et Saint-Junien.**

Javerdat, une commune appartenant à la fois à l'aire d'influence de Saint-Junien et à celle de Limoges

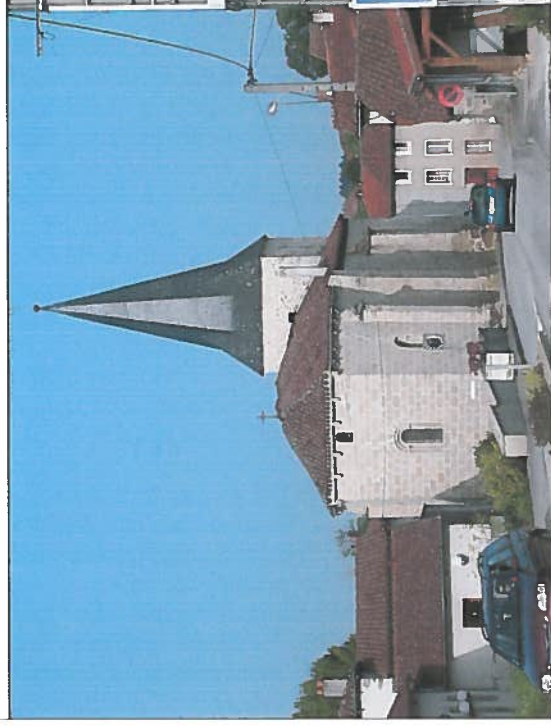


Photo : AR

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### CONCLUSION : QUEL EST LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS DE LA CCVG ?

##### Migrations pendulaires :

En ce qui concerne les entrées, les migrants résidant dans les territoires voisins sont plus nombreux que les migrants habitant la CCVG dans toutes les communes à l'exception de Saint-Brice. Les entrées sur la commune de Saint-Brice provenant de Saint-Junien sont plus nombreuses que celles venant des territoires voisins. Toutes les autres communes reçoivent plus d'actifs de l'extérieur. Si l'on rassemble les migrations internes et externes, les communes reçoivent une majorité d'actifs entrants d'un pôle situé à l'intérieur ou à l'extérieur de la Communauté (voir le tableau de droite).

Il faut néanmoins noter qu'en dehors de Saillat, de Saint-Junien (les deux pôles économiques attractifs) et d'Oradour, le nombre d'actifs venant travailler dans les communes de la CCVG est assez faible ; que les migrants soient originaires de la Communauté ou de l'extérieur.

Communes	Territoire vers lequel se dirige le plus grand nombre d'actifs d'une commune
Chaillac	Saint-Junien
Javerdat	Saint-Junien
Oradour	CALM
Saillat	Saint-Junien
Saint-Brice	Saint-Junien
Saint-Junien	CALM
Saint-Martin	Saint-Junien
Saint-Victorien	CALM

Le volume des sorties est en revanche beaucoup plus conséquent. Quatre communes enregistrent des flux de sortants plus importants vers Saint-Junien que vers l'ensemble des territoires voisins. Il s'agit de Chaillac, Javerdat, Saint-Brice et Saint-Martin. Comme le montre le tableau de gauche, Saint-Junien joue son rôle de pôle économique sur le territoire Vienne-Glane et est pourvoyeur d'emplois pour de nombreux actifs résidant dans les communes alentours. La CALM est le territoire de destination le plus fréquent des actifs de Saint-Victorien et d'Oradour mais également de Saint-Junien.

Communes	Territoire qui fournit le plus grand nombre d'actifs entrants dans la commune
Chaillac	CCPM
Javerdat	Oradour
Oradour	CALM
Saillat	PCL
Saint-Brice	Saint-Junien
Saint-Junien	CALM et PCL
Saint-Martin	CCV Gorre
Saint-Victorien	CALM

**Les deux pôles majeurs pour les communes de la CCVG sont Saint-Junien et la CALM.**



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Le tableau ci-dessous montre les différents fonctionnements des communes de la CCVG concernant les migrations pendulaires. Comme nous l'avons vu aux pages 7 et 8, **Chaillac, Saint-Brice et Saint-Martin** ont un nombre de sortants à destination d'une autre commune de la CCVG plus élevé que le nombre de sortants vers les territoires voisins. Cela est essentiellement dû au nombre d'actifs de ces communes qui partent travailler à Saint-Junien. Ces communes ne comptent pas beaucoup d'entreprises et **ont donc surtout une vocation résidentielle, alors que Saint-Junien est incontestablement un pôle économique**. Néanmoins le pôle extérieur le plus attractif de ces communes est la Communauté d'Agglomération.

Javerdat et Saillat sont dans une situation particulière. Si le nombre total de sorties internes de ces communes est quasiment égal aux sorties vers les territoires voisins, le pôle le plus attractif reste le pôle interne, en l'occurrence Saint-Junien. Le territoire voisin vers lequel se dirigent le plus les actifs de Javerdat est encore une fois la CALM. Le nombre d'actifs de **Javerdat** allant travailler à Saint-Junien et à Limoges sont très proches. Ce constat explique la qualification de **commune multipolarisée** que l'INSEE lui a attribuée.

Les actifs sortants de **Saillat** sont partagés entre le Pays de la Charente Limousine et la CC du Pays de la Météorite. La commune de Saillat enregistre plus d'entrées que de sorties (le nombre de sortants de la commune est très faible ; la plupart des personnes qui y habite, y travaille), du fait de la présence de grosses industries papetières (voir page 20). C'est pourquoi elle est **un pôle économique au même titre que Saint-Junien**.

Quant à Oradour et Saint-Victorien, le nombre d'actifs sortant à destination de la CALM est 2 à 3 fois supérieur aux flux internes. On peut donc considérer qu'**Oradour et Saint-Victorien sont deux communes résidentielles de l'Agglomération de Limoges** (même si ce constat est à nuancer pour Oradour qui possède quelques entreprises importantes).

**La CALM est incontestablement le pôle extérieur le plus attractif** pour les actifs de la Communauté. Cette situation est facilitée par les **modes de communication tous orientés vers l'Agglomération** (routes, train, bus). Malgré ce choix dans les modes de transport, la voiture reste de loin le plus prépondérant. La poursuite de la mise en 2x2 voies de la RN141 facilitera les migrations pendulaires entre la CCVG et Limoges Métropole en réduisant le temps de parcours entre les deux territoires.

Communes	Total des sorties internes	Pôle interne attirant le plus grand nombre d'actifs	Total des sorties vers les territoires voisins	Pôle extérieur attirant le plus grand nombre d'actifs
Chaillac	294	Saint-Junien 213 actifs	98	CALM 33 actifs
Javerdat	68	Saint-Junien 52 actifs	69	CALM 48 actifs
Oradour	130	Saint-Junien 104 actifs	342	CALM 284 actifs
Saillat	84	Saint-Junien 76 actifs	83	PCL 32 actifs CCPM 28 actifs
Saint-Brice	293	Saint-Junien 247 actifs	146	CALM 101 actifs
Saint-Junien	317	Saillat 213 actifs	891	CALM 397 actifs
Saint-Martin	97	Saint-Junien 68 actifs	50	CALM 25 actifs
Saint-Victorien	93	Saint-Junien 74 actifs	325	CALM 280 actifs

**L'analyse des migrations pendulaires confirme la répartition des communes entre les aires urbaines de Limoges et de Saint-Junien (répartition d'après de 1999).**

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

#### Autres déplacements urbains :

**Saint-Junien représente clairement une alternative à Limoges pour l'Ouest du département.** La commune est dans ce secteur la ville de plus de 10000 habitants la plus attractive pour le POL (à l'exception de la CC Val de Vienne), la partie méridionale de la CC du Pays de Bellac et l'Est du Pays de la Charente Limousine.

**Le rayonnement de la ville de Saint-Junien** est étendu en ce qui concerne l'attractivité des hypermarchés, et **va certainement continuer à s'accroître** grâce à la mise en 2x2 voies

#### Migrations résidentielles :

**Toutes les communes de Vienne-Glane ont un solde migratoire positif avec l'extérieur de la CCVG.** Les entrées aussi bien que les sorties sont en majorité le fait de déménagements proches, c'est à dire de la région Limousin ou du Pays de la Charente Limousine.

**La Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole est attractive.** Toutes les communes ont plus de 30% de leurs sortants à destination de la région qui partent vers la CALM. Ce pourcentage dépasse même les 60% à Chaillac.

La CALM est également un territoire pourvoyeur de nouveaux habitants pour la CCVG. **Pour six communes sur huit** (Javerdat, Oradour, Saint-Brice, Saint-Junien, Saint-Martin et Saint-

de la RN141 mais également grâce à l'arrivée de nouveaux commerces dans la zone commerciale des Martines qui jouxte la zone d'activité de la Croix Blanche.

**Ainsi l'offre commerciale est plus diversifiée mais également plus accessible.**

Quant aux communes de Vienne-Glane, la présentation des équipements dans la première partie a montré qu'elles étaient toutes polarisées par Saint-Junien du moins pour les services et équipements les plus courants.

**Victurnien), le territoire d'origine des entrants le plus fréquent est Limoges Métropole.** Sur ces six communes, seule celle de **Saint-Junien a un solde migratoire négatif avec l'Agglomération.** Le déficit saint-juniaud est suffisamment élevé pour qu'au final celui de l'ensemble de la Communauté soit négatif avec la CALM.

**Saint-Victurnien a le plus fort excédent dans ses échanges avec Limoges Métropole.** La commune est clairement un territoire d'accueil pour les anciens habitants de l'Agglomération et bénéficie du desserrement de cette dernière. **Les autres communes ont des soldes migratoires positifs mais faibles** (2 à 12 personnes). On peut supposer que ce solde va augmenter dans les prochaines années (si le desserrement de l'Agglomération se poursuit), notamment pour les communes orientales de la Communauté.

Le cadre de vie agréable est un des éléments explicatifs de l'attractivité de Vienne-Glane



**La CCVG a un solde migratoire négatif avec la CALM à cause du déficit enregistré par Saint-Junien.**



### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Locatif privé en collectif :		
	CCVG	CALM
Type II	290 € /mois	400 € /mois
Type III	450 € /mois	550 € /mois
Type IV	475 € /mois	582 € /mois

Les prix du foncier et de l'immobilier sont un des facteurs attractifs d'un territoire pour les populations nouvelles. La Communauté de Communes Vienne-Glane a des prix plus bas que ceux de Limoges Métropole en ce qui concerne les loyers du parc collectif privé, du m² de l'immobilier, mais également du m² de terrain à bâtir non viabilisé.

Ces chiffres sont issus des annonces, disponibles sur Internet, des agences immobilières . Ils sont à prendre avec précautions puisqu'il s'agit de moyennes. À l'intérieur de chaque territoire, les prix sont très hétéroclites selon la localisation de l'habitation ou du terrain et selon le standing de l'immeuble pour les logements locatifs en collectif. Il est donc difficile de comparer les prix de produits différents.

Les prix du foncier et de l'immobilier sur le territoire Vienne-Glane étant attractifs, on peut s'attendre à ce que le desserrement des habitants de Limoges Métropole se fasse par vagues successives d'Est en Ouest, en commençant par Javerdat et Saint-Brice. Le fait que ces deux communes, bien que petites, aient un solde positif avec la CALM est peut-être un signe annonciateur de cette tendance. L'amélioration de l'accessibilité des communes de Vienne-Glane grâce à la poursuite de la 2x2 voies devrait permettre aux habitants de conserver leur emploi à Limoges Métropole.

Ce scénario risque d'engendrer un accroissement des migrations domicile-travail (déjà importantes, entre la CCVG et la CALM) et d'augmenter le nombre de communes sous l'influence du pôle économique de Limoges (en commençant par Javerdat et Saint-Brice qui reçoivent une part importante de nouveaux habitants originaires de Limoges Métropole).

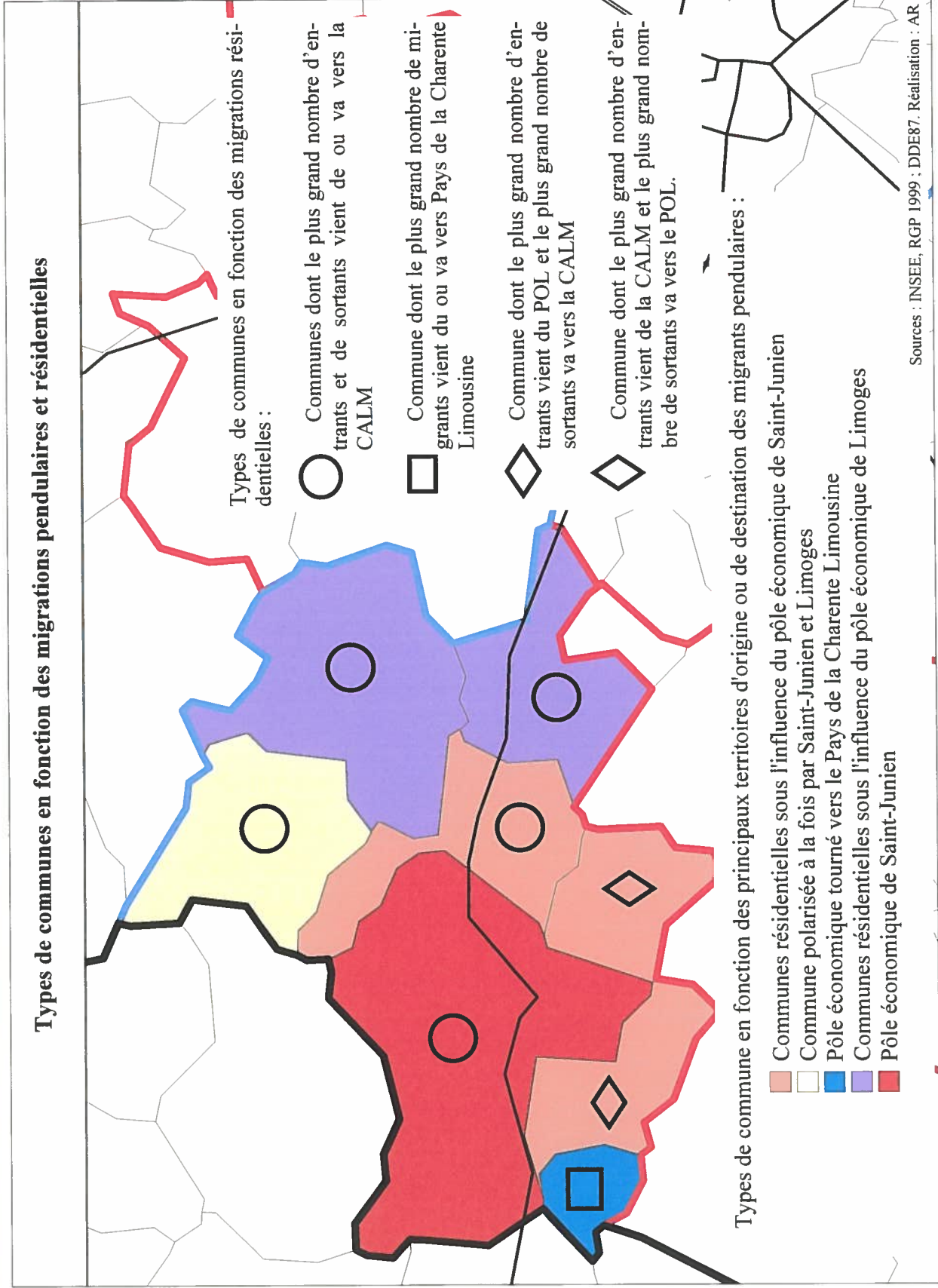
Prix au m² de terrain à bâtir non viabilisé		
	CCVG	CALM
5,2 €/m²		36 €/m²

Pour résumer, les prix attractifs combinés à l'amélioration de l'accessibilité routière et au fait que les actifs n'hésitent pas à augmenter la longueur de leurs déplacements domicile-travail pour trouver un cadre de vie plus agréable, font que la part de nouveaux habitants originaires de la CALM et de migrants alternants entre la CCVG et l'Agglomération est susceptible d'augmenter.

Des prix de l'immobilier et du foncier plus bas dans la CCVG que dans la CALM.

Prix au m² de l'immobilier (maisons individuelles)		
	CCVG	CALM
	953 €/m²	1407 €/m²

### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS





### III. LE TERRITOIRE VECU DES HABITANTS

Et les entreprises ?

**Beaucoup d'entreprises de Vienne-Glane connaissent des difficultés.** Ces dernières ne sont pas dues au territoire mais plutôt à la **conjoncture économique défavorable**. Dans un contexte mondial, les entreprises industrielles françaises subissent la concurrence des pays d'Europe de l'Est et des pays émergents. Les activités traditionnelles du territoire ont été rachetées par des grands groupes internationaux, connaissent des difficultés plus importantes que les autres secteurs, ou ont d'ores et déjà disparues. Les friches industrielles font désormais partie du décor des bords de Vienne.

Face à cela, **les pouvoirs publics locaux et nationaux semblent impuissants**. Le pouvoir de décision leur échappe ; ils sont malheureusement incapables d'agir à l'échelle voulue.

Dans ce contexte mondial, **quelle pourra être la pérennité du tissu économique de la CCVG ?** Les entreprises de la Communauté de Communes résisteront-elles à la concurrence ? Seront-elles obligées de transférer leur activité dans des pôles plus importants, comme ceux de Limoges, Bordeaux ou Toulouse ? Même si cela ne semble pas d'actualité pour le moment pour la majorité des entreprises, la délocalisation ne sera-t-elle pas l'ultime solution pour leur allonger leur durée d'existence ?

**Les anciens bâtiments industriels des bords de Vienne sont difficilement reclassables :**



Photo : Az

Les chefs d'entreprise voient la **mise en place d'une stratégie commune de développement économique avec la CALM** comme un premier pas pour assurer la pérennité de leur activité sur le territoire Vienne-Glane. La concurrence entre les deux EPCI ne serait que néfaste pour eux.

Cette coopération est d'autant plus pertinente que les entreprises de la Communauté de Communes ont très souvent recours aux prestataires de services ou aux administrations présents dans l'Agglomération.

Les chefs d'entreprise souhaitent également activement qu'un **animateur économique** au niveau de la Communauté de Communes soit à même de les aiguiller dans les méandres de l'administration. Ce dernier devra être un interlocuteur relais entre les différentes collectifs, les services de l'État et les entreprises.

C'est de cette façon que la Communauté de Communes peut aider les entreprises de son territoire.

## 4ÈME PARTIE :

### PÉRIMÈTRE ET ENJEUX DU SCOT :



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### INTRODUCTION :

Après avoir dans les parties précédentes, présenté la CCVG, défini le cadre législatif du SCOT et analysé le territoire-vécu des habitants, il est temps dans cette quatrième partie de répondre à la question : **quel périmètre de SCOT pour la Communauté de Communes Vienne-Glane ?**

Tout d'abord nous rappellerons les éléments fondant la pertinence de l'élaboration de cet outil pour la CCVG. Il s'agira également dans cette partie de préciser ce qu'apporte le SCOT en plus des différents documents existants.

Ensuite la deuxième partie répond à la problématique. Elle définit clairement quel est le périmètre le plus pertinent d'un point de vue territorial.

Le jeu d'acteurs politiques n'est pas pris en compte. Le périmètre ne tient pas compte des relations entre les élus. Néanmoins, ces derniers ont émis des remarques et des réserves selon la solution envisagée. Cette partie répond aux remarques

Après avoir dans les parties précédentes, présenté la CCVG, défini le cadre législatif du SCOT et analysé le territoire-vécu des habitants, il est temps dans cette quatrième partie de répondre à la question : **quel périmètre de SCOT pour la Communauté de Communes Vienne-Glane ?**

Après avoir dans les parties précédentes, présenté la CCVG, défini le cadre législatif du SCOT et analysé le territoire-vécu des habitants, il est temps dans cette quatrième partie de répondre à la question : **quel périmètre de SCOT pour la Communauté de Communes Vienne-Glane ?**

### Oradour-sur-Glane, une commune de plus en plus tournée vers Limoges Métropole



Photo : AR

La dernière partie intitulée « prospective et enjeux » essaie de définir des perspectives d'évolution démographique et économique. Deux scénarii sont élaborés : un qui poursuit la tendance actuelle et un autre essayant de mettre en avant ce que sera Vienne-Glane sans document de planification à l'échelle du territoire-vécu des habitants. Ce dernier scénario n'est pas très poussé mais permet de dégager des tendances. Il a pour but d'interpeller les acteurs du territoire sur ce que risque de devenir le territoire sans SCOT. Les constats, hypothèses et risques sont repris dans un tableau de synthèse qui permet par la suite de définir des enjeux qui permettent aux acteurs de Vienne-Glane quelles sont les problématiques de leur territoire à défendre lors de l'élaboration du SCOT.

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### A. POURQUOI EST-IL PERTINENT POUR LA CCVG DE FAIRE PARTIE D'UN SCOT ?

1. La CCVG est un territoire urbain dynamique et attractif :

« La loi a introduit avec les Schémas de Cohérence Territoriale l'instrument central de planification des territoires urbanisés ou sous influence urbaine ». Circulaire du 6 septembre 2001 relative au rôle de l'Etat dans la relance de la planification.

→ C'est pourquoi « l'aire urbaine [...] pourra constituer dans une majorité des cas la référence autour de laquelle vous incitez les élus à s'engager dans une réflexion commune ». Circulaire du 6 septembre 2001.

Saint-Junien, Saint-Martin, Chaillac et Saint-Brice constituent une aire urbaine ; la seule du département en dehors de Limoges.

Saint-Junien, le centre urbain de cette aire urbaine, est le 2ème pôle du département en terme d'emploi et de population (5159 emplois et 10666 habitants).

→ Saint-Junien, Saint-Martin, Saint-Brice et Chaillac font partie de l'aire urbaine de Saint-Junien. Saint-Victorien et Oradour appartiennent à celle de Limoges. Javerdat est une commune multipolarisée.

Le fait que la CCVG soit un territoire urbain rend pertinente l'élaboration d'un SCOT.

L'ensemble du territoire de la CCVG est donc un espace urbain (ou sous influence urbaine). Cet espace urbain est important à l'échelle départementale mais également à l'échelle régionale puisque sur les six aires urbaines du Limousin, celle de Saint-Junien a le solde migratoire le plus élevé.

En tant qu'ensemble urbain, la CCVG est un territoire sur lequel il est pertinent d'élaborer un SCOT.



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

→ La CCVG est dotée de deux pôles économiques (Saillat et Saint-Junien) et d'un pôle majeur de services et d'équipements (Saint-Junien) qui drainent des habitants extérieurs à la Communauté. Les déplacements urbains (migrations domicile-travail ou pour des motifs non-professionnels) sont nombreux et susceptibles de s'accroître encore. En effet, les projets structurants menés par la Communauté élargiront certainement l'aire d'attraction de Saint-Junien dans les domaines culturels et sportifs. De plus, l'augmentation du nombre de migrants quotidiens et l'allongement des déplacements sont deux tendances que l'INSEE a détectées à l'échelle de la région. Il n'y a aucune raison que la CCVG aille à l'encontre de cette tendance si rien n'est fait pour la contrer.

→ Toutes les communes de la CCVG ont un solde migratoire positif. Elles accueillent tous les ans des populations nouvelles qui modifient les structures démographiques et sociales originelles de la Communauté. Sur l'ensemble du territoire Vienne-Glane, un habitant sur cinq en 1999 n'y résidait pas en 1990. Ces migrations accroissent le nombre d'actifs résidents. La Catégorie Socio-Professionnelle (CSP) qui progresse le plus vite est celle des cadres et des professions intellectuelles supérieures. Les arrivants sont surtout des 30-39 ans, c'est à dire des jeunes couples avec enfants.

Tous ces nouveaux résidents ne travaillent pas forcément sur le territoire Vienne-Glane. Les migrations résidentielles (et en particulier les entrants) sont surtout le fait de déplacements proches. En venant s'installer dans la Communauté, les nouveaux résidents de la CCVG ont pu conserver leur emploi sur leur territoire d'origine, d'autant plus que la RN141, est un axe majeur, directement relié aux bassins de Limoges et de la Charente.

La CCVG est attractive pour les territoires voisins du fait de ses fonctions de pôle économique et de pôle d'équipements. Une partie importante de ses actifs résidents part également travailler à l'extérieur. De plus, elle accueille beaucoup de nouveaux habitants.

La CCVG est donc ancrée dans des dynamiques (en liaison avec les territoires qui l'entourent) qui ont des conséquences sur sa structure économique et sociale. Ces transformations soulèvent des problématiques et des enjeux augmentant l'incertitude sur le développement futur du territoire Vienne-Glane. La Communauté ne peut pas mettre en place seule les moyens de planifier et d'encadrer les éléments de son développement futur. Elle doit mener une réflexion avec les territoires qui font partie du territoire-vécu de ses habitants.

La question est de savoir si le SCOT est l'outil adéquat pour mener cette réflexion. Les différents documents ou contrats existants à l'heure actuelle en sont-ils capables ? C'est à cela qu'essaiera de répondre la partie suivante.

La CCVG ne fonctionne pas en autarcie. Les relations avec les territoires voisins sont nombreuses. Une réflexion doit être menée avec ces territoires pour prévoir les conditions du développement futur de la Communauté.

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### 2. Que apporte le SCOT par rapport aux autres documents existants ?

La Communauté de Communes Vienne-Glane est sous l'influence de deux documents majeurs :

- le contrat de pôle structurant (CPS)
- la charte de développement du Pays Ouest Limousin.

**Le contrat de pôle structurant**, signé entre la région, la commune et la Communauté concernées, est ouvert aux petites agglomérations, villes et bourgs centres de la région Limousin. Le but est de « prendre en compte le rayonnement spatial des pôles structurants comme élément moteur de l'organisation de l'espace régional. [...] La politique des pôles structurants concourt à un objectif de développement durable qui, au-delà des aspects financiers, intègre des aspects plus complexes et interdépendants comme l'urbanisme, les choix en matière de déplacement, la réflexion sur la mixité sociale, la dynamisation commerciale, la création d'emploi, la protection de l'environnement... Elle doit, de même, prendre en compte la participation de la société civile à l'élaboration du projet stratégique global et à sa mise en œuvre ».

Le contrat de pôle structurant signé entre la région Limousin, la commune de Saint-Junien et la Communauté de Communes Vienne-Glane se décline en quatre axes stratégiques :

<b>1. Maintenir l'attractivité résidentielle du territoire</b>	Mise en place d'un PLH intercommunal
	Étude préalable à la mise en place d'un PLU intercommunal
	Lotissements sur la CCVG (hors Saint-Junien)
	Lotissements de Saint-Junien
	Logements collectifs et semi-collectifs
	Aménagement de la traverse de Saint-Junien + desserte Est de la ville
	Aménagements urbains des centres bourgs
	Étude requalification des bords de Vienne

La CCVG est sous l'influence de deux documents majeurs : le contrat de pôle structurant et la charte de développement du P.O.L.

Le CPS définit quatre axes stratégiques.



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

<b>2. Accompagner la diversification de l'activité économique</b>	Poste d'animateur du développement économique
	Création et viabilisation des zones industrielles et d'activités (Boisse).
	Création et viabilisation des zones industrielles et d'activités (du Pavillon)
	Accès des communes au réseau très haut débit
	Étude sur l'artisanat
	Création d'une pépinière d'entreprises
	Étude sur la valorisation des savoir-faire industriels.
	Étude touristique du territoire
	Étude Maison du cuir à Saint-Junien
	Construction de la Maison du cuir
<b>3. Structurer une politique de développement touristique</b>	Maison de la vallée de la Vienne (Saint-Martin-de-Jussac)
	Maison de l'industrie du papier (Saillat)
	Maison des troubadours (Chaillac)
	Étude et mise en valeur des chemins de randonnée
	Itinéraire cyclable le long de la Vienne
	Base nautique à Saint-Victorien
	Base de départ VTT à Saint-Martin-de-Jussac
	Hameau de gîtes à Saint-Victorien
	Hébergement touristique pour les groupes
	Étude ville-porte du PNR Périgord Limousin
	Office de tourisme intercommunal

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

4. Maintenir une qualité de service satisfaisante pour la population	Étude sur les transports collectifs
	Étude pôle d'échange intermodal de Saint-Junien
	Salle des congrès de Saint-Junien
	Requalification de salles pour des manifestations culturelles en réseau avec le centre culturel
	Maison des associations
	Réhabilitation du Ciné-Bourse (cinéma)
	Réhabilitation du Ciné-Bourse (brasserie)
	Complexe sportif de Saint-Junien
	Complexe sportif d'Oradour-sur-Glane
	Centre aquatique de Saint-Junien
	Convention de développement culturel
	Centre culturel de Saint-Junien

Le CPS est une base solide pour l'élaboration du SCOT.

Le SCOT est plus axé sur la prospective, agit sur une échelle plus large, et est opposable aux autres règles d'urbanisme.

Tout comme le contrat de pôle structurant, le SCOT s'inscrit dans une logique de développement durable. Cependant, le **contrat de pôle n'a pas la vision prospective du schéma**. Il permet surtout à la Communauté et à la commune de Saint-Junien de définir des axes stratégiques et d'obtenir des financements régionaux pour la réalisation de leurs projets.

Le diagnostic du rapport de présentation du SCOT est le document qui prend en compte la prospective. Il est établi « au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services » (page 24). Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADDD) fixe les objectifs des politiques publiques en tenant compte des prévisions. Le document d'orientation précise les orientations générales permettant de mettre en œuvre les objectifs du PADDD.

De plus, **le SCOT est un document qui positionnera la CCVG au sein du territoire vécu de ses habitants** et aura une flexion à une échelle plus large que le contrat de pôle structurant. Le schéma permettra de planifier les politiques d'aménagement avec les territoires extérieurs qui influent sur le fonctionnement de Vienne-Glane.

Toutes les études programmées par le CPS pourront constituer une base très utile lors de l'élaboration du schéma.

**Le SCOT** (notamment le document d'orientation) présente également l'intérêt **d'être opposable aux autres règles d'urbanisme** et de permettre ainsi une harmonisation sur des objectifs communs.



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

La charte de développement du Pays Ouest Limousin a été adoptée en assemblée générale en juin 2004. La stratégie de développement du territoire qu'elle instaure met en place deux axes se décomposant en objectifs et en actions.

### Axe 1 : Mettre en place une politique économique offensive

Constituer et organiser une offre économique du territoire clairement identifiée

Développer une pépinière d'entreprises de Pays.

Développer ou requalifier des zones d'activités économiques stratégiques.

Développer une offre de locaux adaptés, complémentaire à la pépinière.

Mettre en place un outil de veille sur l'évolution de l'offre économique

Répondre aux besoins spécifiques des entreprises existantes ou à accueillir

Apporter un soutien renforcé et différencié aux entreprises en création, en développement ou en difficulté.

Identifier les nouveaux potentiels d'activités : repérage des besoins non satisfaits, activités manquant, opportunités d'emplois...

Valoriser les ressources humaines du territoire : pôles de formation locaux adaptés et évolutifs en fonction des besoins recensés ; développement d'actions d'insertion par l'économie prenant appui sur les potentiels du territoire...

Se connaître, se faire connaître et reconnaître

Faire connaître entre elles et faire fonctionner les entreprises en synergie.

Apprendre à travailler ensemble et à assurer l'opérationnalité des actions liées à l'accueil d'entreprises (Pôle Local d'Accueil).

Se faire connaître à l'extérieur du territoire.

Favoriser la qualification et l'adaptation des entreprises agricoles

Accompagner l'installation et la diversification en agriculture : aide à la reprise d'exploitations ; développement de la pluri-activité, soutien à la diversification ; communiquer sur le métier d'agriculteur.

Favoriser les investissements à finalité économique et environnementale en complémentarité des Contrats d'Agriculture Durable, actions de modernisation visant la qualité des productions et l'intégration environnementale ; diffusion des NTIC chez les agriculteurs.

Développer et qualifier l'offre touristique et culturelle

**Offre de moyenne saison :**  
Mise en réseau de lieux de visite basés sur des pôles forts  
Développer l'événementiel, les animations, les hébergements de courts séjours, l'accompagnement de la découverte des sites.

**Offre estivale :**  
Qualifier et professionnaliser l'hôtellerie de plein air.  
Accompagner la création et le développement des entreprises de tourisme vert.  
Qualifier les lieux de balade, les randonnées pédestres, équestres et cyclistes.

Développer les loisirs de pleine nature gérés par des professionnels (vallée de la Vienne), et les animations estivales en semaine.

La charte de développement instaure une stratégie pour le POL.

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### Axe 2 : Assurer la présence de tous les éléments nécessaires à l'accompagnement de cette politique

Offrir un habitat adapté et de qualité	Organiser une offre globale et différenciée des services et d'équipements de proximité	Développer et qualifier les fonctions touristiques permanentes	Développer et adapter l'offre de transport en interne et externe
<p><b>Garantir le logement des personnes fragiles et modestes :</b> Personnes âgées et à mobilité réduite, ménages aux revenus modestes, gens du voyage, propriétaires impécunieux...</p> <p><b>Favoriser le maintien et l'accueil d'une population jeune et active :</b> Développer une offre de logements de transit, développer le parc locatif, favoriser l'accès à la propriété, améliorer la connaissance du marché.</p> <p><b>Favoriser la qualité architecturale et environnementales des opérations :</b> Favoriser la qualité et la durabilité des constructions, préserver la qualité du bâti ancien, informer et sensibiliser les acteurs de l'habitat.</p>	<p>Accompagner les communes et communautés de communes face à l'évolution des services publics et au public (cellule de coordination et de négociation, création d'espaces relais de proximité...).</p> <p>Accompagner le maintien et le développement de l'offre commerciale et artisanale de proximité (Rôle Local d'Accueil, ORAC multipolaire...).</p> <p>Promouvoir une politique d'accueil favorisant l'intégration au territoire en direction notamment des nouveaux arrivants, des publics précaires, des nouvelles populations résidentielles, s'appuyant sur les équipements culturels existants ou en projet (centres culturels d'Aixe-sur-Vienne et de Saint-Junien, réseau de médiathèques rurales...).</p>	<p>Organiser la mise en réseau touristique pour développer une offre spécifique en direction des groupes et des itinéraires permanents de découverte.</p> <p>Qualifier l'offre de villages : charte de qualité de l'offre de services dans les centres bourgs de type « villages étapes » ; mise en place d'un réseau d'offices de tourisme pérenne performants ; développement de l'hébergement localif saisonnier dans les centres bourgs.</p> <p>Soutenir les éditions d'accueil et d'animation de qualité à l'échelle du Pays.</p>	<p><b>En interne :</b> Développement et optimisation d'une offre de transport adaptée à l'offre de services existante (transport à la demande...) Mise en place d'une offre spécifique de transport adaptée aux publics les plus fragilisés.</p> <p><b>En externe :</b> Développer une offre de transport en commun adaptée aux déplacements domicile-travail sur les axes les plus fréquentés (zones périurbaines Aixe-sur-Vienne, Saint-Junien...).</p>

Sources : Pays Ouest Limousin, Charte de développement, une ambition : un développement solidaire, avril 2004.



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

La charte du Pays, au même titre que le SCOT est un **projet de développement durable**. C'est un outil de développement local « destiné à développer les atouts du territoire considéré et à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural » (Loi relative à l'Aménagement et au Développement du Territoire (LOADT) du 4 février 1995).

La charte du POL n'a pas de **vision prospective** au contraire du rapport de présentation du SCOT. Ses enjeux sont développés non pas à partir de scénarii prévisionnels mais plutôt à partir d'un ressenti du territoire ou des évolutions passées. Elle ne prolonge pas les tendances. Ainsi il apparaît difficile de savoir ce que deviendra le territoire sans intervention, ni dans quelles proportions se feront les évolutions.

Les Plans Locaux d'Urbanisme devront intégrer les orientations de la charte de développement (comme celles du SCOT).

Ainsi, **la charte semble rassembler les mêmes éléments que le SCOT** (à l'exception de la prospective). **Reste à savoir si le POL correspond au territoire vécu des habitants** sur lequel la loi fonde la détermination du périmètre de SCOT d'un point de vue territorial.

Chaillac-sur-Vienne est la commune de la CCVG qui échange le plus avec le reste du POL



Photo : AR

Le périmètre d  
la charte du  
POL est-il le  
plus pertinent  
pour élaborer  
un SCOT ?



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### B. QUEL PERIMETRE POUR LE SCOT ?

#### Deux possibilités de périmètre ont déjà été évoquées :

- Une première possibilité intégrant la Communauté de Communes au futur périmètre de Limoges Métropole,
- Une deuxième coïncidant au Pays Ouest Limousin.

Comme nous l'avons vu, il n'est pas cohérent d'élaborer un SCOT à l'échelle de la Communauté. La CCVG ne vit pas en autarcie. Ses habitants ne se limitent pas aux « frontières » du territoire Vienne-Glane. Ces dernières ne sont pas hermétiques ; des individus extérieurs pratiquent également le territoire.

D'après l'introduction de la partie III concernant le territoire vécu des habitants, les six Communautés de Communes qui constituent le POL ont des dynamiques très différentes qui fragmentent le Pays en trois sous-ensembles (voir page 38). Est-il utile pour les Communautés de communes rurales (cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu) et intermédiaires (Pays de la Météorite, Vallée de la Gorre, Monts de Châlus) de se doter d'un SCOT ? Comme l'indique la circulaire du 6 septembre 2001, le SCOT est un outil de planification essentiellement destiné aux espaces urbains. La charte de développement du POL n'est-elle pas suffisante pour les Communautés rurales et intermédiaires ?

**En terme de territoire vécu** (notion sur laquelle la loi fonde la détermination du périmètre de schéma), la CCVG **fonctionne assez peu avec le POL**. Tout d'abord concernant les migrations pendulaires, la répartition des communes entre les aires urbaines de Limoges et de Saint-Junien montre avec quel pôle les communes fonctionnent (voir définition de l'aire urbaine page 5). Si Chailliac, Saint-Martin et Saint-Brice font partie de l'aire urbaine de Saint-Junien ; Saint-Victorien et Ora-

dour sont résolument tournées vers Limoges. Quant à Javerdat, la commune est multipolarisée, c'est à dire que plus de 40% de ses actifs résidents se dirigent soit vers Limoges, soit vers Saint-Junien. Saillat a un fonctionnement plus indépendant et n'appartient à aucune aire urbaine.

Aucune commune n'a une part importante d'actifs allant travailler vers les autres Communautés du POL, à l'exception de Saillat qui envoie un tiers de ses actifs vers le Pays de la Météorite directement limitrophe de la commune (voir tableau page 49). En ce qui concerne les entrants, la CCVG reçoit plus d'actifs qu'elle n'en perd dans ses relations pendulaires avec le POL. Cependant, les actifs originaires du Pays viennent en majorité des CC les plus proches de Vienne-Glane, c'est à dire la Vallée de la Gorre et surtout le Pays de la Météorite.

Néanmoins ces flux semblent anecdotiques par rapport à ceux qu'entretient la Communauté avec le Pays de la Charente Limousine et surtout avec Limoges Métropole. Ces deux territoires offrent autant d'actifs (environ un tiers des entrants chacun) à l'ensemble de la Communauté de Communes. Les actifs originaires de la Charente Limousine sont surtout attirés par les deux pôles économiques, à savoir Saint-Junien et Saillat. Les autres communes de Vienne-Glane ont une part importante (voire majoritaire pour Oradour et Saint-Victorien) d'actifs originaires de la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole. Les sorties, quant à elles, sont plus faciles à analyser. Sept communes sur huit enregistrent leur pourcentage le plus élevé à destination de Limoges Métropole. Seule Saillat-sur-Vienne envoie plus d'actifs vers le Pays de la Charente Limousine et la CC du Pays de la Météorite que vers Limoges Métropole.

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

Ensuite, il s'agit d'analyser les migrations résidentielles. Proportionnellement à leur population, les communes de Vienne-Glâne les plus attractives pour les nouveaux résidents sont celles situées à l'Ouest de la Communauté : Oradour et Saint-Victurnien (voir carte page 57).

Ce constat est surtout du à l'importance des arrivants originaires de Limoges Métropole. Ces deux communes, et surtout Saint-Victurnien, bénéficient du desserrement de l'Agglomération. Face à ce phénomène, on peut émettre deux hypothèses :

- L'aménagement total de la RN141 en 2x2 voies va réduire la distance-temps entre la capitale régionale et les communes de Vienne-Glâne. **De plus en plus d'habitants de Limoges Métropole sont susceptibles de venir s'installer sur le territoire de la Communauté de Communes** pour bénéficier des prix du foncier et de l'immobilier plus faibles que dans l'Agglomération et du cadre de vie.
- Ces nouveaux arrivants gardent vraisemblablement leur emploi dans l'Agglomération et alimentent ainsi les **flux domicile-travail qui ne vont pas cesser d'augmenter**.

Ces deux hypothèses ne sont pas sans conséquence pour le territoire. Les conséquences et les enjeux seront développés dans la partie suivante.

En règle générale, les plus forts pourcentages d'entrants sont en provenance de Limoges Métropole. Chaillac et Saillat dérogent à cette règle. Les deux communes enregistrent la plus forte part d'entrants en provenance du Pays Ouest Limousin pour la première et du Pays de Charente Limousine pour la seconde. En ce qui concerne les sortants, on retrouve le même schéma. Les habitants quittent la Communauté pour se rendre essentiellement à Limoges Métropole à l'exception de ceux de Saillat et de Saint-Martin qui déménagent respectivement en majorité vers le Pays de la Charente Limousine et vers le Pays Ouest Limousin.

L'analyse des migrations résidentielles et pendulaires permet d'émettre deux hypothèses.

Saint-Victurnien, une commune d'accueil pour les habitants de la CALM :





## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

**Récapitulation du territoire vécu des habitants en terme de migrations pendulaires et résidentielles :**

COMMUNES	Migrations pendulaires		Migrations résidentielles	
	Principale origine des actifs venant travailler dans la commune	Principale destination des actifs résidents de la commune	Principal territoire d'origine des entrants	Principal territoire de destination des sortants
Chaillac	CCPM (CALM)	CALM (CCPM)	POL	CALM
Javerdat	CCPB (CALM)	CALM	CALM (CCPB ?)	CALM (CCPB ?)
Oradour-sur-Glane	CALM	CALM	CALM	CALM
Saillat-sur-Vienne	PCL (CCPM)	PCL (CCPM)	PCL	PCL (CALM)
Saint-Brice-sur-Vienne	CALM	CALM	CALM	CALM
Saint-Junien	CALM (PCL)	CALM	CALM (POL)	CALM
Saint-Martin-de-Jussac	CCV Gorre	CALM (CCV Gorre)	CALM	POL (CALM)
Saint-Victorien	CALM	CALM	CALM	CALM
CCVG	CALM	CALM	CALM	CALM

Le tableau ci-contre récapitule les principales destinations et origines des migrants résidentiels et quotidiens.

Les informations entre parenthèses nous renseignent sur la deuxième origine ou destination des migrants, quand elle est proche de la première.

**Pour quatre communes** (Oradour, Saint-Brice, Saint-Junien et Saint-Victorien), le territoire principal de destination et d'origine des migrants résidentiels et pendulaires est la Communauté d'Agglomération. Saillat entretient la part la plus importante de ses relations avec le Pays de la Charente Limousine. Si la CALM est un pôle d'emploi attractif pour les actifs de Javerdat, on peut supposer que les habitants de la commune entretiennent de nombreuses relations avec la CC du Pays de Bellac.

Chaillac et Saint-Martin ont des échanges importants avec le Pays Ouest Limousin ; Chaillac surtout avec la CC du Pays de la Météorite et Saint-Martin essentiellement avec la CC de la Vallée de la Gorre.

On remarquera que pour les communes dont la CALM n'est pas partout le principal territoire d'origine ou de destination, Limoges Métropole apparaît au moins une fois comme territoire principal mais également en seconde place pour toutes les communes. Les migrations avec Limoges Métropole sont donc importantes pour toutes les communes.

Quatre communes font la majorité de leurs migrations pendulaires et résidentielles avec la CALM.

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

Selon l'étude du territoire vécu des habitants, le territoire avec lequel la Communauté de Communes Vienne-Glane a le plus de relations est celui de Limoges Métropole. D'un point de vue territorial, le périmètre le plus pertinent pour la CCVG est donc un périmètre regroupant à la fois la Communauté de Communes et la CALM.

Cette possibilité a déjà été envisagée, notamment par la Direction Régionale de l'Équipement. Lorsque la DRE a soumis cette proposition aux différentes communes et communautés concernées, **les élus ont émis un certain nombre de remarques :**

« La structure chargée de l'élaboration et du suivi du SCOT ne sera pas générale. Les études seront irrégulières et coûteuses et ne permettront pas de prendre en compte les spécificités du territoire ».

La procédure de SCOT, instaurée par la loi SRU de décembre 2000, est encore trop récente pour que l'on puisse l'évaluer globalement. Le nombre de collectivités doté d'un tel outil est encore peu élevé. Il est donc difficile de savoir si la structure sera « gérable » ou non.

Cependant cela ne semble pas avoir été un obstacle à l'élaboration de SCOT ailleurs en France. Par exemple la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole rassemble autour d'elle 148 communes (soit 353280 habitants) et dépasse même les limites de son aire urbaine qui ne compte que 126 communes. Le projet de SCOT du Grand Pau regroupe 145 communes pour 220000 habitants. Ainsi des villes de la même taille que Limoges se sont lancées dans des périmètres vastes, peuplés de centaines de milliers de personnes.

« Le périmètre sera trop vaste et empêchera la mobilisation de la population ».

Il est toujours difficile de faire participer la population à l'élaboration de documents de planification. Néanmoins, la mobilisation des habitants sera plus facile à mettre en œuvre pour un territoire qu'ils pratiquent (CCVG+CALM) que pour un territoire où ils ne travaillent pas et où ils ne se rendent pas ni pour leurs loisirs, ni pour leurs démarches administratives ou de recherche d'emplois, ni pour faire leurs courses (POL).

« Le regroupement des deux pôles économiques du département au sein d'un même SCOT est un abandon affiché de l'arrière pays rural ».

Le SCOT n'est pas à proprement parler un outil de développement local. Le Pays Ouest Limousin est là pour insuffler une dynamique aux territoires ruraux et pour mettre en œuvre la solidarité entre les espaces centraux urbains et les espaces périphériques ruraux. Par ailleurs, le PADD du SCOT devra impérativement tenir compte des orientations de la charte de développement du POL (LOADT du 4 février 1995, article 22, alinéa 4). Ainsi « l'abandon affiché de l'arrière pays rural » n'a pas lieu d'être.

Le territoire-vécu des habitants de la CCVG inclut Limoges Métropole.



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### C. PROSPECTIVE ET ENJEUX :

Quelles vont être les évolutions futures du territoire Vienne-Glane en terme démographique et économique ?

Pour la démographie nous avons demandé aux communes de la CCVG de nous communiquer le nombre de décès et de naissances qu'elles ont enregistré entre avril 1999 (date à laquelle ont été arrêtées les données prises en compte par le recensement général de la population de 1999 de l'INSEE) et 2003. Sept communes sur les huit que compte l'EPCI nous ont répondu. Ainsi nous ne pouvons élaborer que des scénarii partiels concernant l'évolution démographique de la Communauté.

La colonne « population au 1er janvier 2004 » tient exclusivement compte des évolutions naturelles (population 1999 moins solde naturel enregistré entre 1999 et 2003). La colonne « estimation population au 1er janvier 2004 » a été calculé avec le solde migratoire. Pour chaque année, nous avons ajouté le solde migratoire au total de la population de l'année précédente. À ce nouveau chiffre nous avons alors appliqué le taux annuel du solde migratoire enregistré entre 1990 et 1999, afin de prolonger la tendance (en terme de migrations) constatée entre 1990 et 1999.

D'après ce mode de calcul, cinq communes ont vu leur population augmenter. Une seule d'entre elles a changé de profil démographique (voir 1ère partie page 6). Il s'agit de Javerdat qui depuis 1999 enregistre un solde naturel positif qui lui permet d'avoir une évolution globale positive. Les autres communes restent dans les mêmes catégories ; Saillat et Saint-Brice continue à perdre des habitants.

Communes	Population en 1999 (RGP 1999)	Solde naturel enregistré entre 1999 et 2003	Population au 1er janvier 2004	Taux annuel solde migratoire entre 1990 et 1999	Estimation population au 1er janvier 2004
Chaillac	951	16	967	0,6%	996
Javerdat	523	9	532	0,27%	539
Oradour	2025	-12	2013	0,49%	2063
Saillat	905	-12	893	-0,43%	874
Saint-Brice	1396	-14	1382	-0,04%	1379
Saint-Junien	10666	-183	10483	0,54%	10772
Saint-Victorien	1458	-13	1445	0,5%	1482

Sources : INSEE, RGP 1999 ; enquête auprès des communes

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

Pour établir des scénarii, il s'agira de faire varier les taux annuels du solde migratoire et du solde naturel. Les scénarii suivants sont réalisés à l'horizon 2014. Il s'agit d'effectuer des prévisions de population en fonction des tendances décelées dans les parties précédentes.

### Scénario 1 : Prolongation de la tendance 1999-2004 :

Ce scénario se base sur un taux annuel d'évolution globale calculé d'après le taux annuel du solde naturel enregistré entre 1999 et 2004 (plus à même de représenter les évolutions récentes) et le taux annuel du solde migratoire entre 1990 et 1999. Il prolonge ainsi la tendance 1999-2004 évoquée à la page précédente. Il servira de scénario témoin.

Communes	Taux d'évolution annuelle	Estimation de la population au 1er janvier 2014	Évolution globale sur la période 2004-2014
Chaillac	0,9%	1089	9,33%
Javerdat	0,61%	573	6,3%
Oradour	0,15%	2094	1,5%
Saillat	-0,7%	815	-6,75%
Saint-Brice	-0,24%	1346	-2,4%
Saint-Junien	0,19%	10979	1,92
Saint-Victorien	0,32%	1530	3,2%

Sources : INSEE, RGP 1999 ; enquête auprès des communes

D'après ce scénario, c'est Chaillac qui gagnerait le plus d'habitants avec une évolution globale d'un peu plus de 9% entre 2004 et 2014. Dans le sens inverse, Saillat perdrait près de 7% de sa population.



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### Scénario 2 : le desserrement de la CALM touche les communes orientales de la CCVG :

Comme nous l'avons vu dans la conclusion de la partie « Territoire vécu des habitants », quatre communes de Vienne-Glane (Javerdat, Oradour, Saint-Brice et Saint-Victorien) ont une majorité de leurs migrants résidentiels originaires de la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole.

Veyrac (commune de la CALM) fait partie de la deuxième couronne de l'Agglomération et est directement limitrophe d'Oradour et de Saint-Victorien. Cette commune bénéficie du desserrement de la population de l'Agglomération. Elle a enregistré à ce titre entre 1990 et 1999 un solde migratoire annuel de 1,44% ; taux largement supérieur à ceux que connaissent les communes orientales de la CCVG.

Pour trouver des prix du foncier et de l'immobilier meilleur marché, les migrants sont « poussés » vers les couronnes de plus en plus lointaines. Ce phénomène est constaté dans toutes les grandes villes de France. Ainsi, on peut penser que ce phénomène va prendre de l'ampleur dans les communes orientales de la CCVG dans les 10 prochaines années. Le fait que la majorité des entrants est originaire de la CALM est un signe avant-coureur ; surtout quand l'on sait que la majorité des entrants originaires de la CALM est composée d'anciens habitants de Limoges.

Ainsi on peut prévoir que les taux annuels du solde migratoire de Javerdat, d'Oradour, Saint-Brice et Saint-Victorien seront amenés à augmenter dans les années à venir. Pour se rapprocher de celui de Veyrac, nous prenons le parti d'augmenter d'un point les taux annuels du solde migratoire (1990-1999) de ces trois communes (tout en conservant le taux annuel du solde naturel 1999-2004).

Quant aux autres communes, elles conservent les mêmes évolutions que dans le scénario précédent. Saint-Junien continue à jouer son rôle de pôle économique et attire toujours autant de nouveaux habitants. Chaillac continue à en gagner et Saillat à en perdre.

Dans ce scénario, c'est Javerdat qui obtient le plus fort accroissement de population. Les évolutions démographiques entre les communes sont plus contrastées et ne sont pas sans conséquence sur le territoire Vienne-Glane (voir page suivante).

Communes	Taux d'évolution annuelle	Estimation de la population au 1er janvier 2014	Évolution globale sur la période 2004-2014
Chaillac	0,9%	1089	9,33%
Javerdat	1,61%	632	17,3%
Oradour	1,15%	2313	12,12%
Saillat	-0,7%	815	-6,75%
Saint-Brice	0,76%	1487	7,81%
Saint-Junien	0,19%	10979	1,92%
Saint-Victorien	1,32%	1690	14,04%

## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

### Conséquences du desserrement de la population de l'Agglomération limougeaude :

1. Comme nous l'avons vu dans la première partie (pages 9 et 10), les migrations résidentielles entre 1990 et 1999 ont modifié la structure socio-économique de la population. Ainsi, les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires ont augmenté de plus de 15%. Les nouveaux habitants de la Communauté de Communes ont donc un niveau de vie supérieur à celui des ouvriers qui constituent la catégorie d'actifs traditionnellement la plus nombreuse. L'arrivée de ces cadres sur le territoire Vienne-Glane est susceptible d'engendrer quatre conséquences :

- L'arrivée de nouveaux habitants un peu plus aisés combinée à l'accroissement de la demande est susceptible de faire augmenter les prix du foncier et de l'immobilier. Les autres personnes peuvent avoir du mal à accéder à la propriété ; on risque alors, à terme, d'obtenir **une diminution de la mixité sociale**.
- Cette augmentation démographique poussera certainement les communes, la Communauté ou les opérateurs privés à réaliser des lotissements pavillonnaires (produits répondant tout à fait aux vœux de ces nouvelles populations urbaines) pour répondre à la demande croissante en logements. Le risque, ici, est d'engendrer **un mitage du paysage** (beaucoup de communes n'ont pas de document d'urbanisme et ne sont soumises qu'au RNU) et **une banalisation des zones urbaines**.
- Dans le cadre d'un desserrement de population, les nouveaux habitants conservent en général leur emploi sur leur territoire de résidence d'origine. On peut donc supposer que ceux de la CCVG travailleront toujours dans une entreprise de la CALM. Ainsi, les migrations domicile-travail vont probablement augmenter. Le nombre de communes dans l'aire d'influence de Limoges, c'est à dire appartenant à l'aire urbaine de la capitale régionale, est susceptible d'augmenter. En plus d'être le pôle économique de référence pour ces communes, il est probable que la CALM devienne alors la zone de chalandise d'une part croissante de la population de ces communes. Si les individus travaillent sur le territoire de l'Agglomération, il leur est plus facile d'y faire leur course. Le risque ici est **l'augmentation de la dépendance à Limoges**. Javerdat, Saint-Brice et Saint-Victurnien deviendraient alors des communes résidentielles de la capitale régionale. Ce constat affaiblirait alors le pôle saint-juniaud, qui drainerait une part plus faible de la population de la Communauté. Une fois Saint-Junien affaibli, on peut supposer que la ville (accompagnée du reste des communes de la CCVG) suivra les mêmes évolutions que Javerdat, Saint-Brice et Saint-Victurnien d'ici quelques dizaines d'années.



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

- Si la voiture personnelle reste le mode de transport prépondérant, l'augmentation des migrations pendulaires va accroître le trafic de la RN141 déjà conséquent. Des **embouteillages** sont susceptibles de se former de plus en plus fréquemment, notamment à l'entrée de Limoges. De plus le trafic accrue engendre également une **augmentation des nuisances sonores et des pollutions**.
- Ces nouveaux habitants issus du desserrement de Limoges (du moins pour Javerdat et Saint-Victorien) ont un mode de fonctionnement urbain. À ce titre, ils seront vraisemblablement demandeurs de services et d'équipements spécifiques, comme des crèches par exemple. De plus, ils risquent également d'engendrer une **saturation des équipements sportifs, culturels et de loisirs**.

2. **Les nouveaux habitants de la Communauté ont également modifié la structure par âge de la population.** La tranche d'âge qui a progressé le plus vite entre 1990 et 1999 est celle des 30-39 ans, et cela surtout dans les communes de Chaillac, Javerdat, Saint-Martin (qui n'a pas répondu à l'enquête) et Saint-Victorien. On peut supposer que les nouveaux habitants de ces communes sont en majorité de jeunes couples en âge d'avoir des enfants. Ainsi, au delà de 2014 (date à laquelle s'arrête cet exercice prospectif), on peut penser que cet apport de population jeune va accroître le solde naturel des communes orientales de la CCVG. Ainsi le déséquilibre démographique entre les communes de Vienne-Glane risque-t-il de s'accroître encore.

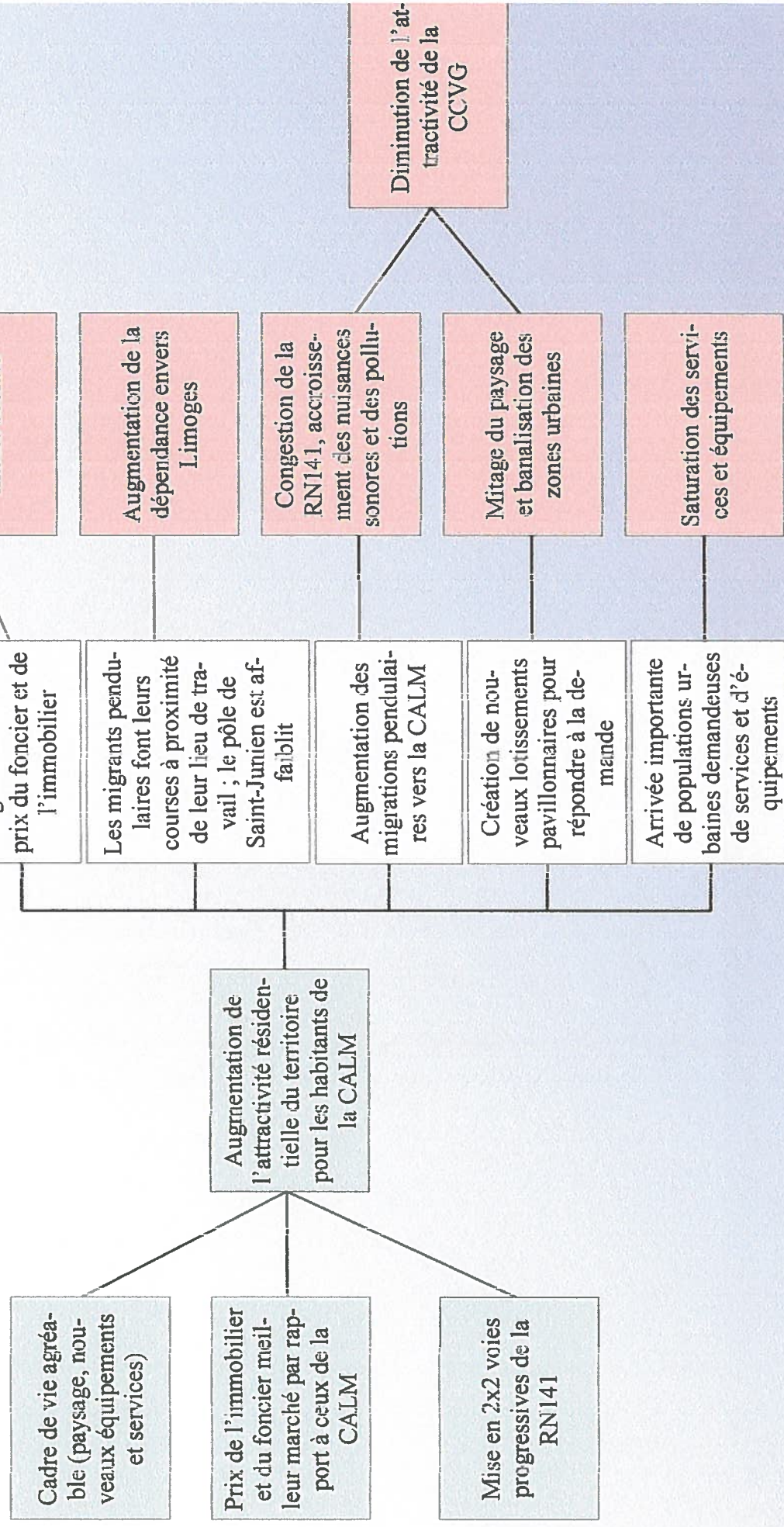
## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

TABEAU DE SYNTHÈSE :

### CONSTATS

### HYPOTHESES

### RISQUES



## IV. PERIMETRE ET ENJEUX DU SCOT

Face aux risques relevés à la page précédente, on peut d'ores et déjà fixer quelques enjeux globaux pour le territoire Vienne-Glane :

### ENJEUX :

- *Maintenir la mixité sociale*
- *Anticiper les besoins en équipements et en services*
- *Maintenir l'attractivité de la Communauté de Communes Vienne-Glane :*
  - ☞ *En confortant le pôle de Saint-Junien en soutenant les entreprises (animateur économique)*
  - ☞ *En incitant les migrants pendulaires à effectuer leurs déplacements en utilisant les transports en commun*
  - ☞ *En déterminant une politique de l'habitat*

Ces enjeux rentrent dans les thématiques abordées par le SCOT. Ce dernier est le seul outil alliant planification et prospective susceptible de les prendre en compte.

Les enjeux évoqués ci-dessus restent larges. Encore une fois, la présente étude n'est pas le PADD du schéma. Il est évident que ceux du SCOT devront être mieux ciblés et déclinés en actions programmées. Néanmoins les enjeux déclinés aujourd'hui peuvent constituer une base permettant d'identifier les priorités du territoire Vienne-Glane. Ils constituent également les points que les élus et les techniciens de Vienne-Glane devront défendre lors de l'élaboration du schéma.

Pour que les spécificités du territoire de la Communauté de Communes soient bien prises en compte dans le SCOT, autant qu'elles soient clairement identifiées.



## CONCLUSION GÉNÉRALE

**D'un point de vue territorial, le plus pertinent pour la CCVG est d'élaborer un SCOT avec la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole.** C'est en travaillant avec la capitale régionale que la Communauté de Communes pourra le mieux planifier son développement.

Limoges a un poids écrasant dans le département et dans la région. Pourtant c'est une ville qui compte peu à l'échelle nationale mais également à l'échelle du grand Sud-Ouest. L'ensemble du Limousin souffre d'un problème d'image. L'exercice de prospective, Limousin 2017, montre que même si les habitants de la région aiment y vivre et s'y sentent bien ; ils ont un complexe d'infériorité par rapport aux autres Français. Le Limousin a souvent été considéré comme une région arriérée, pauvre et sale. Cette image héritée du XVIII<sup>ème</sup> siècle lui colle à la peau. C'est pourquoi, pour avoir une vitrine à une échelle plus large, le pôle de Limoges a été renforcé (implicitement ou non) par les différents acteurs.

**Dans la majorité des départements français, les préfectures ont eu tendance à « vider » les territoires voisins.** Chaque projet mis en œuvre dans un ensemble urbain renforce son attractivité et a « un effet aspirateur » sur les zones rurales. En Haute-Vienne, Saint-Junien est le seul pôle conséquent qui a encore une dynamique interne et qui

n'est pas complètement dépendant de la capitale régionale. Pour conserver cette situation, il est indispensable que le développement de Vienne-Clane soit refléchi avec celui de Limoges Métropole. Ce n'est pas seulement important pour la Communauté de Communes. La Communauté d'Agglomération a tout intérêt à avoir un « arrière pays » dynamique.

**Ce travail doit s'exprimer lors de l'élaboration du SCOT dans un esprit de partenariat et de collaboration entre les EPCI concernés.**

Quels autres EPCI pourraient intégrer un SCOT élaboré avec l'Agglomération ? Au niveau du POL, les Communautés de Communes susceptibles de s'engager dans la démarche SCOT sont à première vue Val de Vienne, la Vallée de la Gorre et le Pays de la Météorite. Pour en être certain, il s'agit de mener le même type d'étude que la présente sur ces territoires. Il est sûr que dans les autres secteurs géographiques du département de la Haute-Vienne, il serait pertinent d'intégrer beaucoup d'autres groupements intercommunaux pouvant être compétents en matière de SCOT. **L'influence urbaine de Limoges se fait sentir à une échelle large.** Pour prendre en compte l'ensemble des problématiques avec l'environnement des territoires concernés, il ne faut pas avoir peur de définir un périmètre large. L'EPCI qui sera chargé de l'élaboration du SCOT pourra à ce titre se rapprocher des EPCI qui ont déjà défini un périmètre large, notamment autour de Pau et de Metz.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

**Laisser la CALM faire son SCOT seule serait néfaste pour le reste du département.** L'Agglomération ne tiendrait compte alors que de ses problématiques internes. Le danger est dans ce cas qu'elle ne s'occupe pas des dynamiques et des problèmes des territoires qui l'entourent et

que son développement se fasse sans eux. **Pour que les territoires voisins soient entendus, il est indispensable qu'il travaille avec Limoges Métropole.** C'est pourquoi un périmètre POL n'est pas du tout cohérent. Malgré ce qu'en disent les défenseurs de cette alternative, un SCOT Pays apparaîtrait comme un SCOT en réaction à celui de Limoges Métropole. La motivation première ne semble pas être la volonté de mettre au point une planification commune mais plutôt d'élaborer un document en défense à l'Agglomération.

Même Vienne-Glane, qui dispose pourtant d'une dynamique interne, doit se lancer dans la démarche du SCOT Agglomération. **Combien de temps durera l'essor de la Communauté de Communes en ignorant la CALM ?**

**Pour bien prendre en compte ses particularités, il est possible d'élaborer un schéma de secteur.** Le schéma

de secteur est un zoom sur un territoire particulier qui permettrait de dégager les enjeux qu'entretient spécifiquement Vienne-Glane par rapport à l'Agglomération. C'est une possibilité à envisager mais si elle est ici un peu prématurée.

Il est néanmoins regrettable qu'il soit trop difficile administrativement de prendre en compte les territoires charentais voisins, résolument plus tournés vers la Haute-Vienne (et Vienne-Glane notamment) que vers Angoulême.

**Saillat-sur-Vienne est un exemple marquant de la spécificité industrielle de Vienne-Glane**



Photo : AR

**Au regard de la présente étude, enrayer l'étalement urbain est l'enjeu majeur pour Vienne-Glane.** Le SCOT auquel appartiendra la Communauté de Communes doit donc être volontariste en la matière pour ne pas sacrifier les atouts qui fonde son attractivité. Il est d'autant plus important que les élus prennent conscience de ce point **la loi est devenue moins contraignante sur ce point.** Comme l'a dit Gilles de Robien, Ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, « **il faut faire confiance aux élus** ».

**À vous de jouer !**

## BIBLIOGRAPHIE

- Réseau Conseil en développement Territorial (RCT)**, *Communauté de Communes Vienne-Glane, Élaboration du cadre de référence pour un contrat de pôle structurant*, rapport final, février 2004, 94 pages.
- Cabinet Régional d'Études pour l'Habitat et l'Aménagement (CREHAM)**, Pays Ouest Limousin, *Définition d'un schéma de services, Diagnostic*, Mars 2004, 57 pages.
- CERTU, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement**, *Le Schéma de Cohérence Territoriale, première approche sur les méthodes et contenu*, version provisoire, décembre 2001, 182 pages.
- Cohéo groupe Stratégir**, *Pays Ouest Limousin, Étude économique*, septembre 2003, 132 pages.
- Direction Départementale de l'Équipement Haute-Vienne, Service Urbanisme et Habitat**, *Diagnostic zones d'activités*, décembre 2003, 7 pages.
- Direction Départementale de l'Équipement Haute-Vienne, Service Urbanisme et Habitat**, *Diagnostic Habitat*, décembre 2003, 11 pages.
- Élodie Hintelbrand**, *Rapport de stage sur l'opportunité de la mise en place d'un SCOT à l'échelle du POL*, 2003, 11 pages.
- INSEE Limousin**, *Tableaux économiques du Limousin*, édition 2002, 180 pages.
- Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, du Tourisme et de la Mer, Direction des Routes**, *Route Nationale 141, aménagement à 2x2 voies avec statut de route express entre Chasseneuil-sur-Bonnieure et Verneuil-sur-Vienne (RD20)*, *Dossier des engagements de l'État*, 2000, 50 pages.
- Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction**, *Loi Solidarité et Renouvellement Urbains, des nouveaux outils pour les collectivités locales*, 2001, 32 pages.
- Pays Ouest Limousin**, *Projet de charte de développement, une ambition : un développement solidaire*, avril 2004, 72 pages.
- Pays Ouest Limousin**, *Projet de Pôle Local d'Accueil*, janvier 2004, 29 pages.
- Syndicat Intercommunal d'Études et de Programmation de l'Agglomération de Limoges (SIEPAL)**, *Rapport de présentation du schéma directeur de l'agglomération de Limoges*, avril 1998, 87 pages.



### **Revues :**

**Actions Limoges Haute-Vienne**, revue de la chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, n°90, novembre 2003, *Les zones d'activité : un renforcement des liens entre entreprises*, pages 26 et 27.

**INSEE Limousin** la revue n°29, juin 2001, *Déplacements domicile-travail : toujours plus nombreux et toujours plus loin*, 5 pages.

**La gazette des communes, des départements et des régions**, cahier détaché n°2-30/1704 du 11 août 2003, *Sélection de textes officiels, textes officiels publiés en juin et juillet 2003, décryptage de la loi 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et l'Habitat*, 54 pages.

### **Sites Internet :**

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

[www.hypergeo.com](http://www.hypergeo.com)

[www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

[www.intercommunalites.com](http://www.intercommunalites.com)

[www.cc-vienneglane.fr](http://www.cc-vienneglane.fr)

## ANNEXES

# QUESTIONNAIRE AUX ENTREPRISES\*

## Connaissance de l'entreprise et de son activité :

Pouvez vous définir succinctement votre entreprises, sa structure juridique, son activité ? Depuis quand est-elle présente sur le territoire ? Quelles sont les raisons qui vous poussent à vous installer sur le territoire ?

Avez-vous plusieurs sites de production ?

Combien avez-vous de salariés ? Vos salariés vous ont-ils exprimés leurs difficultés à trouver un logement ? Employez-vous beaucoup de personnes habitant en dehors du territoire de la Communauté de Communes Vienne-Glane ?

Faites-vous appel à de la sous-traitance ? Où sont situées les entreprises avec lesquels vous travaillez le plus fréquemment ?

Êtes vous sous-traitants d'autres entreprises ?

## Évolution de l'activité économique considérée et ses projets :

Comment envisagez-vous votre activité dans les prochaines années (maintien sur le territoire, délocalisation partielle ou totale, extension, récession, sans opinion...) ?

Quelle dynamique pouvez-vous entrevoir ? Pensez-vous à diversifier votre activité ou au contraire à spécialiser votre production ?

Allez-vous recruter du personnel ? Avez-vous du mal à recruter des personnes disposant du savoir-faire nécessaire au processus de production de votre entreprise ?

Quelles sont vos craintes et à contrario les facteurs encourageants ?

\* Ce questionnaire a été en grande partie réalisé par Julien Gourraud.



### Territoire Vienne-Glane :

Comment percevez-vous ce territoire ? Peut-on parler de développement pour Vienne-Glane ?

Quels sont vos besoins par rapport à ce territoire ?

Les projets structurants en cours de réalisation (piscine couverte, centre culturel, complexe sportif à Saint-Junien, projets de lotissements publics) peuvent-ils influencer le territoire et son activité économique ?

Que pensez-vous de l'activité des pouvoirs publics (collectivités locales (aide à l'activité économique), État (infrastructures, dessertes en général) et Communautés de Communes Vienne-Glane) ? Sont-ils à votre écoute ? Leurs interventions correspondent-elles à vos attentes ?

## LISTES DES PERSONNES RENCONTREES

Les personnes que nous avons rencontrées sont dans la plupart des cas les dirigeants à l'exception de International Paper et Smurfit où nous avons été reçu par les chargés de communication et d'Aura Plastic où c'est le responsable achats-logistique qui a répondu au questionnaire.

- Madame Thomas, Coffrets Création (Oradour-sur-Glane)
- Madame Rivel, International Paper (Saillat-sur-Vienne)
- Monsieur Gonzales, Smurfit (Saillat-sur-Vienne)
- Monsieur Magne, Établissements Faye (Chaillac-sur-Vienne)
- Madame Rouleau, Établissements Rouleau (Saint-Junien)
- Monsieur Perrin, COFPA (Saint-Junien)
- Monsieur Lefranc, Atlantique Bois (Oradour-sur-Glane)
- Monsieur Nougier, Scieries Nougier (Javerdat)
- Madame Dumas, Legrand (Oradour-sur-Glane)
- Monsieur Savoye, Cartonnages Thomas (Saint-Junien)
- Monsieur Tapiero, Tapiero (Saint-Junien)
- Monsieur Colombier, Mégisserie Colombier (Saint-Junien)
- Monsieur Perrin, Mégisserie Perrin (Saint-Junien)
- Monsieur Audry, Depland (Saint-Junien)
- Madame Grégoire, Ganterie Agnelle (Saint-Junien)
- Monsieur Miet, ABCS (Saint-Junien)
- Monsieur Leroux, Contamine (Saint-Junien)
- Monsieur Dijoux, EuroPL V (Saint-Victorien)
- Monsieur Guillot, Aura-Plastic (Oradour-sur-Glane)
- Établissement Bernardaud (Oradour-sur-Glane)